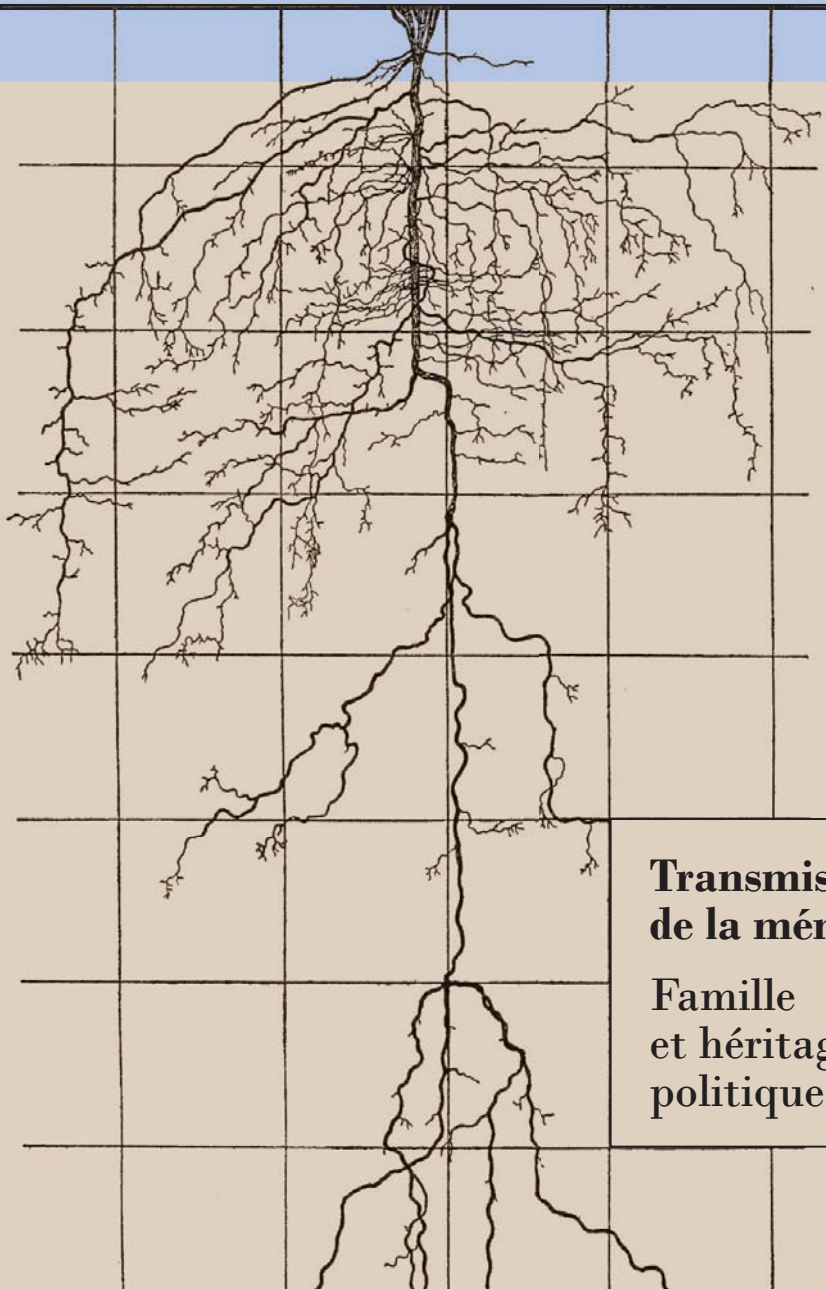
ANALYSE | POLITIQUE | RÉSISTANCE

Revue semestrielle des Territoires de la Mémoire

automne 2026 #108

Aide-mémoire



Transmission de la mémoire

Famille et héritage politique

LA REVUE AIDE-MÉMOIRE

Territoires de la Mémoire

Aide-mémoire est la revue semestrielle de l'ASBL Les Territoires de la Mémoire, Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté.

Président : Michaël Bisschops

Boulevard de la Sauvenière 33-35
4000 Liège
0032 (0)4 232 70 60
accueil@territoires-memoire.be
www.territoires-memoire.be

Vos données personnelles font l'objet d'un traitement destiné uniquement à vous informer des activités de notre association sans but lucratif (asbl). Cette dernière met en œuvre toutes les mesures pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. En aucun cas ces données ne seront vendues ou cédées à des tiers.

Vous pouvez modifier ou faire supprimer vos coordonnées en adressant un courriel à administration@territoires-memoire.be ou en téléphonant au 04 232 70 60.

Vous avez également, en cas de difficulté persistante, la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données (APD).

Éditeur responsable : Michaël Bisschops

Directeur : Benjamin Blaise

Rédactrice en chef : Gaëlle Henrard

Rédactrice en chef adjointe : Milena De Paoli

Comité de rédaction : Damien Cauchy, Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Tamara Hannay, Maite Molina Mármol, Julien Paulus, Michel Recloux Wiechert-Fabry, Juliette Renard, Olivier Starquit.

Conception web : Robin Foguenne

Conception graphique et mise en page : Erik Lamy

Impression : Vervinckt & fils

Les articles non signés sont tous de la rédaction.
Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable.
Les articles n'engagent que leurs auteurs..

Aide-mémoire
aide-memoire@territoires-memoire.be
www.aidememoire.be
ISSN 1377-7831

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Ce qui doit rester dans le souvenir

Par Gaëlle Henrard, *rédactrice en chef*

« Avant d'être oubliés, nous serons changés en kitsch. Le kitsch, c'est la station de correspondance entre l'être et l'oubli[1]. »

Le passé est vivant, « constamment réécrit », approprié et réapproprié. Au sein des familles, les enfants et petits-enfants ne sont pas des réceptacles passifs. Cette affirmation d'apparence banale donne parfois de troublants résultats…

Dans *« Grand-père n'était pas un nazi »*[2], Harald Welzer, Sabine Moller et Karoline Tschuggnall analysent, sur trois générations, la transmission des discours sur le passé nazi au sein de 40 familles allemandes perçues comme « tout à fait normales[3] ». Cette étude fait état d'un glissement entre le récit des témoins ou protagonistes de l'époque, devenus parents et grands-parents, et la version des enfants et petits-enfants : « les suivistes s'y transforment en résistants, les exécuteurs actifs de la politique nationale-socialiste se changent en esprits critiques qui y ont toujours été opposés, les profiteurs deviennent des victimes du régime[4] ».

Plusieurs facteurs tendent à expliquer cette réécriture : un dispositif communicationnel où narrateurs comme auditeurs sont émotionnellement impliqués ; un récit fragmentaire et nébuleux qui permet appropriation et réécriture de la part des générations qui n'ont pas vécu les faits et qui adoptent une position arrangeante et peu questionnante. Écoutant sans entendre, les enfants et petits-enfants élaborent une version commune et univoque dont tous pourront s'accommoder suivant un principe de loyauté. Une version par ailleurs en accord, et c'est un constat troublant, avec le discours public, les images, fictions et productions historiennes sur la mémoire des crimes du IIIe Reich. Comme une « conséquence paradoxale de la réussite du travail éducatif sur le passé nazi », mémoire familiale et passé criminel s'accordent désormais de façon acceptable. Conséquence aussi d'une approche mémorielle des crimes du IIIe Reich, longtemps basée sur la remémoration de la souffrance des victimes, particulièrement en Allemagne. Dans ce schéma narratif le récit basé sur la posture de la victime, sorte d'icône, apparaît davantage valable.

La mémoire familiale est une puissante fiction incorporée qui déshistoricise les faits établis par la méthode historienne et véhicule une lecture de l'histoire erronée sans être nécessairement mensongère. Elle n'a pas pour fonction la perpétuation d'un discours de vérité, mais le maintien d'une identité et d'une cohésion.

Peut-être peut-on y voir un lien avec le discours de l'AfD, qui totalise ce 6 septembre près de 44 % des voix dans le Land de Saxe-Anhalt ? Si les crimes commis par le IIIe Reich sont globalement reconnus (et condamnés) dans les discours du parti d'extrême droite, ses membres « imposent une conception de l'histoire allemande dans laquelle la Shoah n'a plus réellement d'importance » et dénoncent le fait que les élites politiques instrumentalisent le passé nazi pour « réduire au silence le patriotisme national allemand "sain" que l'AfD prétend aujourd'hui proposer[5] ». Ainsi convergent, dans une stratégie politique redoutable, discours public convenu sur le passé et posture victimaire. Ce qui pourrait nous questionner sur notre propre recours narratif au nazisme comme argument mémoriel et historique : sert-il toujours la fonction qu'on lui prête et qui sans doute a fonctionné un temps ? D'aucuns s'étonnent de ces « oublis » du passé. Aurions-nous trop cru que cette histoire toujours nous protégerait ?

ÉDITORIAL

1. Milan Kundera, *L'insoutenable légèreté de l'être*, Gallimard, Paris, 1984.

2. Harald Welzer, Sabine Moller, Karoline Tschuggnall, *« Grand-père n'était pas un nazi » National-socialisme et Shoah dans la mémoire familiale*, Paris, Gallimard, 2013 [2002].

3. L'enquête a volontairement évité « d'intégrer des familles comptant dans leurs rangs des criminels significatifs de l'extermination, au sens juridique du terme ». *Idem*, p.19.

4. *Idem*, p.280.

5. Sophie Schmalenberger, « L'AfD ne nie pas la Shoah : elle construit un récit dans lequel elle ne compte plus vraiment », in *Le Soir* [en ligne], entretien de Lorraine Kihl, 07/09/26.

6

INTRODUCTION

Tirer le fil des mémoires familiales

Par Milena De Paoli

8

ANALYSE

Le travail de mémoire

Entre émotion du souvenir et rigueur de l'Histoire (partie II)

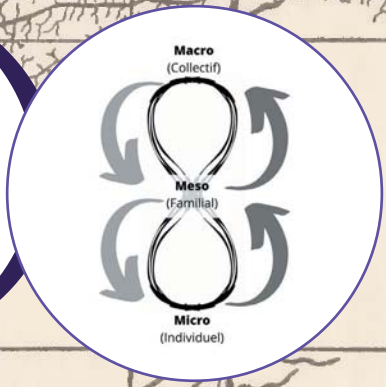
Par Julien Paulus

18

ANALYSE

Ce que nos familles nous transmettent du passé

Par Aline Cordonnier





24

ENTRETIEN

Mémoire familiale et construction politique

Imprégnation, transmission, génération

Entretien avec Anne Muxel



32

ENTRETIEN

Le fonctionnement de notre mémoire

De l'individu au collectif… et retour

Entretien avec Christine Bastin et Fabienne Collette



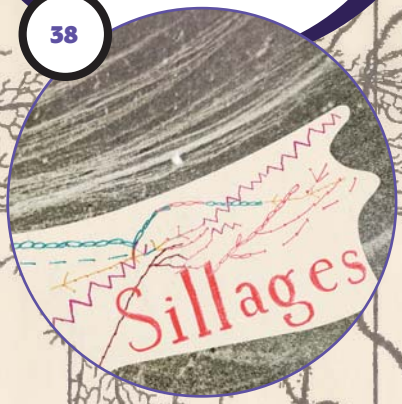
REPORTAGE

Mémoires et transmissions familiales : le chemin de l'art

Autour de l'exposition « Sillages »

Par Tamara Hannay

38



54

ENTRETIEN

Génocide au Rwanda

Témoigner pour soi, les siens et les autres

Entretien avec Joséphine Uwimana



64

MOT

Transmission

Par Henri Deleersnijder



46

REPORTAGE

Tisseuses d'histoires : épaissir, imaginer, raconter…

Autour de La Taranta • Heureux sans héros

Par Maite Molina Mármol



ENTRETIEN

La Lettre V

Donner voix aux petites histoires

Entretien avec Romane Carmon

58

74

CHRONIQUE

La complicité de la droite, seule voie pour l'ascension au pouvoir de l'extrême droite

Par Julien Dohet



66

RESSOURCES

4e de couv

Par Zinédine Boreux, Jérôme Delnooz, Tamara Hannay et Michel Recloux Wiechert-Fabry

Tirer le fil des mémoires familiales

Par Milena De Paoli, *rédactrice en chef adjointe*

Parfois, tout commence par une malle, des photos, des documents qu'on nous a laissés. Quelquefois, il s'agit de choses plus intangibles : des émotions, des valeurs, des engagements politiques, des silences voire, des tabous et des secrets. Cet héritage, peu importe sa forme, nous a été transmis – malgré nous. Pour certains, c'est l'occasion de creuser, de chercher, de tirer le fil et de comprendre ; d'autres au contraire préfèrent laisser cet héritage derrière eux.

Et à notre tour, que transmettons-nous ?

Après avoir abordé, dans le précédent numéro, différents enjeux et mises en pratique du travail de mémoire dans ses aspects plus institutionnels et politiques, il nous semblait important d'examiner un autre pan du champ mémoriel, cette fois au travers du prisme de la mémoire familiale et individuelle. Car, outre les souvenirs, c'est également par là que se transmettent des conceptions politiques, des engagements et des valeurs. Et c'est aussi une des portes d'entrée pour le travail de mémoire.

Avant de plonger pleinement dans les liens entremêlés des mémoires individuelles, familiales et collectives, il est important de revenir sur le contexte historique de l'approche mémorielle. Dans la suite de son précédent article sur le devoir de mémoire[1], **Julien Paulus** pose ici le cadre du travail de mémoire et en esquisse les contours et les enseignements au fil des différents courants et débats historiographiques relatifs au nazisme et à la Shoah.

Le travail de la chercheuse en psychologie **Aline Cordonnier** permet de commencer à tirer le fil de la pelote des transmissions familiales. Dans son article, elle relate comment la mémoire, les souvenirs et les récits circulent et se transmettent dans les familles, surtout lorsqu'il s'agit d'événements politiques en lien avec la résistance, la collaboration et la colonisation. Elle utilise par ailleurs la figure du sablier pour expliquer comment la mémoire familiale constitue un passage entre mémoire individuelle et collective.

Dans le prolongement de cette réflexion, **Anne Muxel** aborde la construction de l'identité et des choix – notamment politiques – des individus au sein de la sphère familiale. Dans cet entretien, la sociologue et politologue aborde les mécanismes de transmission, entre continuités et ruptures, qui s'opèrent entre générations mais aussi l'impact de l'individualisation de la société sur les liens sociaux et les interactions au sein de la famille.

Les psychologues et neuropsychologues **Christine Bastin** et **Fabienne Collette** proposent quant à elles de regarder d'un peu plus près la trame de la mémoire individuelle sur laquelle s'entrelacent les fils de la transmission familiale. À travers un éclairage issu des sciences cognitives, elles abordent le fonctionnement

1. Julien Paulus, « Le travail de mémoire. Entre émotion du souvenir et rigueur de l'Histoire (partie 1) », in *Aide-mémoire* n° 107, printemps 2026.

même de la mémoire et explorent les processus de mémorisation, d'oubli et de reconstruction des souvenirs et montrent comment s'élaborent les récits familiaux et les mémoires collectives.

Au fil des articles, la pelote des mémoires familiales se dévide peu à peu. La réflexion se poursuit sur le champ artistique avec l'exposition « Sillages – mémoires et transmissions familiales », portée par Les Territoires de la Mémoire et accompagnée du présent numéro. **Tamara Hannay** présente le travail des trois artistes – Laure Stroobandt, Anne de Pierpont et Cathy Alvarez Valle – qui compose cette exposition. Illustrations, vidéos, broderies, photographies retranscrivent les récits familiaux liés à la Seconde Guerre mondiale et à la période franquiste. Trois artistes, trois démarches parallèles qui interrogent les silences, les archives et les récits familiaux pour transformer l'héritage reçu en création.

Dans cette lignée artistique, **Maite Molina Mármol** présente la pièce de théâtre *La Taranta • Heureux sans héros*, une création de Martine de Michele et Camille Paulus pour « En Compagnie du Sud ». Au départ d'un rituel de guérison observé dans le Sud de l'Italie, *La Taranta • Heureux sans héros* aborde le quotidien et les pratiques populaires italiennes pour appuyer l'importance et la force de la collectivité, notamment dans une dimension de lutte sociale. Dans son article, Maite Molina Mármol montre comment la mémoire collective d'un rituel peut s'épaissir en entrelaçant présentation du spectacle, processus de création des comédiennes, réflexions et recherches sur le rituel de guérison même et pouvoir du collectif.

C'est sur cette thématique de la mémoire individuelle et familiale que portent les deux derniers articles du dossier. Dans un entretien, **Joséphine Uwimana** revient sur son vécu de rescapée du génocide des Tutsis. Elle y explique comment la publication de son livre *Joséphine : seule sur ma colline* a amorcé la conversation avec ses enfants et pourquoi elle se rend aujourd'hui compte de l'importance de témoigner.

Le dernier bout du fil trouve sa place avec l'entretien de **Romane Carmon**. Spécialisée en communication de l'Histoire, elle donne voix aux « petite histoires », individuelles et familiales, dans son podcast *La Lettre V*. Une façon pour l'historienne d'interroger les silences, les mémoires et les archives pour déployer et dévoiler une plus grande Histoire.

Tel un tissage, avec ses nœuds, ses fils parallèles et croisés, la mémoire familiale prend différentes formes. Récits ou silences hérités, souvenirs partagés, réinventés. Elle façonne notre rapport à nous-même et au monde. À nous de voir ce que nous décidons de poursuivre ou de laisser de côté, ce que nous voulons transmettre à notre tour et dans quel but. ○

Le travail de mémoire

Entre émotion du souvenir et rigueur de l'Histoire (partie II)

Par Julien Paulus

« C'est en contemplant longuement notre passé que notre œil acquiert la force indispensable pour sonder l'avenir[1]. »

« La mémoire n'est au fond que l'expression consciente de l'historicité de notre condition humaine dans le présent[2]. »

Se souvenir d'évènements historiques graves qui interpellent la conscience collective, honorer la mémoire des victimes de tels évènements et transmettre celle-ci dans une perspective de sensibilisation voire d'éducation à une certaine forme de citoyenneté, tout cela est-il suffisant ? Une telle démarche peut-elle se contenter d'alerter sur les horreurs du passé tout en faisant l'économie de l'indispensable compréhension des mécanismes profonds de celles-ci ? Notre précédent article retraçait à grands traits l'historique du concept de « devoir de mémoire » et s'achevait sur le constat d'un nécessaire détour critique par l'historiographie dans le but, d'une part, de resituer les évènements, les dynamiques et les acteurs dans leur contexte et, d'autre part et conséquemment, d'en inférer quelques enseignements utiles au décryptage et à la compréhension des enjeux politiques et sociaux de notre époque. C'est cette approche que nous nommons « travail de mémoire ».

Le présent article a quant à lui pour ambition d'esquisser les contours de ce recours critique à l'Histoire dans le champ mémoriel : sa généalogie, ses impératifs, mais aussi ses écueils éventuels. Il tâchera d'identifier, par une série d'exemples, le type d'enseignements que le travail de mémoire permet de dégager et en quoi ceux-ci peuvent contribuer à compléter et enrichir la démarche mémorielle relative aux évènements traumatiques du « court XX^e siècle », pour reprendre l'expression de l'historien Eric Hobsbawm[3]. Précisons d'emblée que ces exemples seront tous issus des travaux historiques consacrés au nazisme et à la Shoah, qui, indissolublement enchevêtrés constituent, qu'on le veuille ou non, « le paradigme des violences du XX^e siècle[4] ».

De la victime à l'exécuteur

La démarche mémorielle basée sur l'obligation du souvenir, et qui, rappelons-le, est née au sein du système concentrationnaire nazi parmi les survivants de l'horreur, s'est constituée dans une perspective et une volonté de transmission. Il s'agissait de porter la parole des victimes, aussi bien les morts que les (sur)vivants, et de faire du récit du souvenir un témoignage. La victime s'est alors parée des atours du témoin, tant du point de vue moral que juridique (et surtout judiciaire)[5].

1. Maurice Maeterlinck, *Le temps enseveli*, Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1912, p. 41.
2. Enzo Traverso, *Survivances de la révolte : essai sur la dialectique de la mémoire*, Paris, La Découverte, 2026, p. 30.
3. Voir Eric Hobsbawm, *L'âge des extrêmes : histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 1999.
4. Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille : interpréter les violences du XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2012, p. 154.
5. Voir la première partie de cet article dans le numéro 107 d'*Aide-mémoire*, printemps 2026.

Or, dans le dernier cas, le témoignage d'une victime est appelé à se confronter à celui d'un coupable (ou, au moins dans un premier temps, d'un accusé). Comme le résume la chercheuse québecoise Johanne Villeneuve :

> « Le témoignage des victimes […] s'inscrit d'abord et avant tout sur l'horizon de la transmission – pôle éthique qui déborde l'espace d'une cour de justice. C'est à l'écoute des victimes que s'est définie la notion même de *témoignage* depuis la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, on dit que les bourreaux "témoignent", comme on le dit d'un simple témoin dans une affaire judiciaire. On le dit toutefois en sachant bien l'absence d'une transmission, car le bourreau n'a rien à transmettre, aucun testament, aucune éthique. […] Une question s'impose alors : quel sort devrions-nous réserver aux témoignages des bourreaux, à leur "expérience", à leurs traces dans l'histoire[6] ? »

« Quel sort devrions-nous réserver aux témoignages des bourreaux, à leur "expérience", à leurs traces dans l'histoire ? »

C'est précisément là qu'intervient l'historien. Le témoignage des exécuteurs[7] étant, pour des raisons bien compréhensibles, éthiquement irrecevable au sein de l'agora, c'est à l'historien qu'est revenu la charge de s'en faire le relais objectif et bien sûr critique. Et c'est précisément dans l'enceinte d'un tribunal que cette logique fut illustrée de façon vivante. En 1985, lors d'un procès pour négationnisme intenté au Canada à l'encontre de l'éditeur néo-nazi Ernst Zündel, la Cour argua que pour prouver la culpabilité de l'accusé, il fallait démontrer que l'Holocauste avait bien eu lieu. À cette fin, l'accusation appela en tant qu'expert Raul Hilberg, l'un des pionniers de la recherche sur le génocide des Juifs par les nazis, et auteur de la monumentale étude *La destruction des Juifs d'Europe*[8]. La jurisprudence anglo-américaine refusant de prendre en compte les témoignages dits « par ouï-dire » (c'est-à-dire exposant indirectement des faits, ou rapportés par un tiers), la défense demanda que l'expertise de Hilberg soit requalifiée en « ouï-dire » et jugée invalide. La Cour, reconnaissant le caractère « par ouï-dire » du témoignage maintint néanmoins la validité de celui-ci, évoquant entre autres le principe de *nécessité*. Voici comment fut formulée l'étonnante argumentation du tribunal :

> « Les évènements que le Dr Hilberg tente de prouver se produisirent il y a plus de quarante ans, et alors qu'il y a des survivants des camps de concentration nazis, dont certains ont été appelés à témoigner, il est improbable d'obtenir des témoignages vivants pour expliquer la politique du gouvernement nazi ou les politiques en relation avec les évènements cités[9]. »

Ce qui interpelle dans cet argumentaire, comme le souligne le juriste américain Lawrence Douglas, c'est que lorsqu'elle évoque des témoignages vivants, « la Cour ne parle pas ici des survivants mais des auteurs[10] ». L'historien est donc ici présenté comme une alternative recevable pouvant satisfaire à la nécessité de présenter la « preuve de l'architecture profonde de la Solution finale[11] ». En résumé, il pallie adéquatement, selon l'évaluation du tribunal, l'absence de témoins provenant des rangs des

6. Johanne Villeneuve, « Le sort des bourreaux et l'histoire contrefactuelle (Tarentino et Klimov) », in *Vox-poetica. Lettres et sciences humaines*, disponible sur https://vox-poetica.com/.

7. À l'instar de nombreux historiens qui refusent l'usage du terme « bourreau », à la fois incorrect historiquement et saturé sémantiquement, nous utiliserons celui d'« exécuteur », suivant en cela la traduction adéquate de travaux anglophones qui usent quant à eux davantage du terme « *perpetrator* ».

8. Voir Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, 3 vol., éd. définitive, complétée et mise à jour, Paris, Gallimard, 2006. Précisons toutefois que Raul Hilberg était docteur en Science politique, et non historien, ce que la défense ne manquera pas de souligner. Notons également que lors du procès en appel, ce fut l'historien Christopher Browning qui témoigna pour l'accusation.

9. Cité par Lawrence Douglas, « Régenter le passé : le négationnisme et la loi », in Florent Brayard (dir.), *Le Génocide des Juifs entre procès et histoire 1943-2000*, Bruxelles/Paris, Complexe/IHTP-CNRS, 2000, p. 233.

10. *Idem*.

11. *Idem*. Notons toutefois que la recherche historique sortira quelque peu humiliée de ce procès. Son caractère prudent, reposant sur des hypothèses susceptibles d'être révisées se prêtait fort peu au pugilat argumentatoire d'un tribunal anglo-saxon. Sur ce sujet, voir Régine Robin, *La mémoire saturée*, Paris, Stock, 2003, pp. 278-286.

« Si on veut comprendre la violence, il faut s'intéresser à ceux qui l'opèrent et pas à ceux qui la subissent »

exécuteurs et se voit donc habilité à expliquer les faits à leur place.

« Si on veut comprendre la violence, il faut s'intéresser à ceux qui l'opèrent et pas à ceux qui la subissent[12] », rappelle régulièrement l'historien Christian Ingrao, qui, dans un entretien consacré à la publication des *Bienveillantes* de Jonathan Littel, expliquait le succès de ce roman par le fait que les lecteurs « sont fascinés parce qu'ils sentent bien que, si l'on veut comprendre les massacres, les atrocités, il faut en passer par le discours des bourreaux, pas par celui des victimes, innocentes par définition[13] ». Du reste, cette posture fut également celle de Raul Hilberg lui-même, à qui il fut d'ailleurs souvent reproché une approche « clinique » du génocide qui semblait complètement se désintéresser de la victime. Dans un livre plus tardif, Hilberg justifie son choix par l'impossibilité pour le scientifique de faire l'économie du point de vue et de la perspective nazis pour tenter de comprendre – et mieux encore, d'*expliquer* – les mécanismes de la Solution finale.

> « J'étais convaincu, et cela dès le tout début de ma recherche, qu'il était impossible de saisir la pleine dimension de ce fait historique si l'on ne comprenait pas les mécanismes des actes des exécuteurs. C'est l'exécuteur qui avait la vue d'ensemble. Lui seul formait l'élément déterminant. […] La certitude que la perspective de l'exécuteur offrait la première piste à suivre devint pour moi une doctrine dont je ne me départis jamais[14]. »

L'évolution d'une historiographie

Une démarche de travail de mémoire soucieuse de produire une explication des évènements violents du XX^e^ siècle qui irait au-delà de l'injonction mémorielle, devra donc se confronter à la compréhension des mécanismes, des modes de pensée – voire de l'univers mental – des perpétrateurs de cette violence. Il lui faudra porter son attention non seulement sur les faits eux-mêmes, mais sur leur généalogie, les contextes successifs, les acteurs, les processus décisionnels, les processus opératoires… et pour ce faire, plonger dans une historiographie qui, en ce qui concerne le nazisme, « est aussi âgée que le régime lui-même[15] », et a naturellement connu une évolution importante en huit décennies. Il n'est donc pas inutile d'en tracer brièvement les grandes étapes, et de constater que la perception du phénomène s'est fondamentalement transformée au fil du temps, des débats et des nouvelles réalités archivistiques, ce qui est à mettre au crédit d'une science historique qui, dans le cadre de son exploration de l'univers nazi, a également énormément réfléchi sur elle-même[16].

12. Cf. la Masterclass de Christian Ingrao sur France Culture : https://www.radiofrance.fr/franceculture.

13. Claire Devarrieux et Nathalie Levisalles, « Les Bienveillantes, roman à controverse », in *Libération*, 7 novembre 2006. Cité dans Doriane Maringer, *De l'empathie pour les bourreaux : analyse de la relation lecteur-personnage au travers de la réception des Bienveillantes de Jonathan Littell*, Mémoire de Master en langues et lettres modernes, orientation générale, à finalité spécialisée : sciences et métiers du livre (édition, librairie, bibliothèque), UCLouvain, année académique 2021-2022, p. 38.

14. Raul Hilberg, *La politique de la mémoire*, Paris, Gallimard, 1996, p. 57.

15. Johann Chapoutot, Christian Ingrao, Nicolas Patin, *Le monde nazi 1919-1945*, Paris, Tallandier, 2024, p. 14.

16. Sur le sujet, on consultera Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Histoire », 1992, et en particulier le débat entre « intentionnalistes » et « fonctionnalistes », voir pp. 128-163. Voir également Tim Mason, « Banalisation du nazisme ? La controverse actuelle sur l'interprétation du national-socialisme », in *Le Débat,* 1982/4 n° 21, pp.151-166. On trouvera une version plus synthétique dans Philippe Burrin, *Hitler et les Juifs : genèse d'un génocide*, Paris, Seuil, 1989, pp. 9-18.

Par ailleurs, au-delà de l'exercice d'érudition en lui-même, reconstituer le regard de l'Histoire sur le nazisme depuis la Seconde Guerre mondiale est également révélateur des contextes extérieurs qui pouvaient agir sur ce regard. Comme le rappelait l'historien allemand Ulrich Schlie, les questions que soulève la recherche historique « découlent du présent dans lequel elle s'inscrit et les réponses qu'elle apporte doivent tenir compte de la portée potentielle de l'influence contemporaine. » C'est pourquoi, selon lui, l'étude des ouvrages sur le sujet permet de « dire quelque chose sur les attitudes du moment vis-à-vis du nazisme[17] ».

Si l'on excepte quelques travaux pionniers, contemporains du sujet[18], les recherches sur le IIIe Reich commencèrent très peu de temps après la Seconde Guerre mondiale. L'usage veut que cette première « école » de l'historiographie du nazisme soit appelée « intentionnaliste ». Portée par des historiens parfois contemporains des faits et dont la formation – effectuée pour certains avant la guerre – relevait de l'approche classique de l'histoire des idées et des grands hommes, cette conception du IIIe Reich peut se résumer par la formule *reductio ad Hitlerum*, c'est-à-dire la figure d'Hitler et ses intentions criminelles comme explications principales de l'émergence du IIIe Reich et des crimes commis par lui. En gros, Hitler avait un plan, exprimé dès l'origine dans *Mein Kampf*, et la trajectoire du nazisme s'explique par la mise en œuvre de ce plan par le *Führer* et le cercle restreint de ses affidés. Cette approche, assez commode parce que faisant reposer l'essentiel de la responsabilité sur les épaules d'un petit groupe[19], reposait fortement sur les théories du totalitarisme et « regardaient le Troisième Reich comme un système de pouvoir monolithique séparé de la société et complètement soumis à la volonté de son chef charismatique[20] ».

En réponse à cette école se constitua progressivement, dans la deuxième moitié des années 1960 et au cours des années 1970, une alternative qui sera qualifiée d'approche « fonctionnaliste ». Constituée d'historiens de la nouvelle génération formés à une pratique historiographique davantage ouverte à d'autres disciplines, et notamment aux sciences sociales, cette nouvelle école portait son analyse sur les structures et décrivait le IIIe Reich comme un système tiraillé par des rapports de force et de compétition incessants entre ses diverses composantes. Hitler y était perçu comme un « dictateur faible », incapable de maîtriser l'emballement d'une machine infernale « polycratique » qui, par un phénomène de *radicalisation cumulative*[21], finit par sombrer dans la violence la plus extrême.

L'historien américain Christopher Browning, qui se qualifie lui-même de « fonctionnaliste modéré », résume parfaitement l'opposition entre les deux écoles : « L'approche "intentionnelle" insistait sur le rôle capital de Hitler, de son idéologie et de ses plans longuement mûris alliés à un sens aigu du moment opportun ; l'approche "fonctionnelle", elle, soulignait les dysfonctionnements d'une bureaucratie laissée à elle-même et l'implosion meurtrière d'un mouvement politique miné par des rivalités internes qui auraient conduit à une impasse[22]. »

Les échanges entre les deux écoles donnèrent lieu à de vifs débats, rétrospectivement décrits par certains auteurs comme une véritable « ligne de front de la controverse historiographique[23] ». Les partisans de l'approche fonctionnaliste reprochaient notamment à leurs vis-à-vis et prédécesseurs une lecture trop littérale des sources quant aux intentions des acteurs, et une incapacité à offrir la moindre explication sur la logique et la dynamique des évènements. Ce à quoi les tenants de l'approche intentionnaliste rétorquaient que se concentrer sur une supposée

17. Ulrich Schlie, « Today's View of the Third Reich and the Second World War in German Historiographical Discourse », in *Historical Journal* 43, no. 2, 2000, p. 544.

18. Et parmi lesquels le plus connu est sans doute *Béhémoth*, publié pour la première fois en 1942 et augmenté en 1944, par le politologue juif allemand Franz Neumann, alors exilé aux États-Unis. Pour une édition récente en français : Franz Neumann, *Béhémoth : structure et pratique du national-socialisme 1933-1944*, Paris, Klincksieck, 2024.

19. Dont on pouvait accessoirement soupçonner les membres de déviances diverses. Voir Nicolas Patin, « Le nazisme comme déviance individuelle et collective. Un bilan historiographique », in *Cités*, n° 87, 2021/3, pp. 163-175.

20. Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille, op. cit.*, p. 127.

21. On doit à l'historien allemand Hans Mommsen l'usage initial des formules de « dictateur faible » et de « radicalisation cumulative ». L' « État polycratique », c'est-à-dire formé d'organes bureaucratiques rivaux, est une formule de l'historien allemand Martin Broszat.

22. Christopher R. Browning, *Politique nazie, travailleurs juifs, bourreaux allemands*, Paris, Les Belles Lettres, 2002, p. 15.

23. Richard Bessel, « Functionalists vs. Intentionalists : The Debate Twenty Years on or Whatever happened to Functionalism and Intentionalism ? », in *German Studies Review*, Feb., 2003, Vol. 26, No. 1, p. 16.

« Nous avons du mal à entendre les liens qui relient la culture et la barbarie, tant nous sommes convaincus que la culture fait barrage à la barbarie »

logique sous-jacente aux processus de décision revenait à minorer voire ignorer les questions de responsabilité et de culpabilité individuelles[24].

Davantage stérile que véritablement féconde[25], cette polémique finit par lasser un certain nombre d'historiens qui appelèrent à son dépassement[26]. Ainsi, dans un livre qui constitue encore aujourd'hui un bilan incontournable des recherches sur le nazisme, Ian Kershaw plaidait la nécessité « de parvenir à une synthèse entre "intention" et "structure", plutôt que de les considérer comme deux forces radicalement opposées[27]. » D'autant qu'une nouvelle approche commençait lentement à émerger : l'histoire des acteurs, et dans ce cas-ci plus précisément, celle des acteurs du génocide.

Cette nouvelle génération d'historiennes et d'historiens se développa au cours des années 1990, « sous le double effet de la découverte d'un océan documentaire dans les pays du défunt pacte de Varsovie et de l'ouverture des archives judiciaires allemandes. Un monde s'ouvre : la perspective jusqu'ici germano-centrée s'élargit à l'Europe, à la dimension quotidienne et prosaïque des occupations, de leur cortège de pratiques de violence et de coercition[28] ». Héritière des travaux de courants tels que l'« histoire de la vie quotidienne » en Allemagne (*Alltagsgeschicht*) ou la « microhistoire » en Italie (*microstoria*), cette approche historiographique s'attela à saisir, par le biais de leurs acteurs, le caractère multidimensionnel des évènements, les continuités autant que les ruptures dans leur mise en place, ainsi que les dynamiques diverses qui pouvaient se développer entre une réalité d'en bas (ici par exemple, les exécuteurs sur le terrain) et celle des structures surplombantes (instances de décision et d'organisation du IIIe Reich).

C'est pourtant (encore) d'une polémique que cette nouvelle démarche prit son essor, avec la publication, dans le courant des années 1990, de deux ouvrages portant sur le même sujet – le cas du 101e bataillon de réserve de la police de Hambourg et son rôle dans la Solution finale en Pologne – mais dont les auteurs tirèrent des conclusions diamétralement opposées[29]. Le premier, paru en 1992, est aujourd'hui le livre le plus connu de Christopher Browning, dans lequel l'auteur dresse une typologie des raisons ayant poussé la majorité des hommes du 101e bataillon, au profil modéré et non militant, à accepter – mais aussi pour une minorité à éviter – de prendre part aux massacres de masse des Juifs de Pologne à

24. *Idem*, p. 17.

25. Même si, comme le rappelle Tim Mason, la discussion portait sur des aspects fondamentaux, tels que la logique des prises de décisions, le rôle réel de Hitler, et l'enchaînement des évènements. Voir Tim Mason, *op. cit.*, p. 155.

26. Il est toutefois à noter que d'autres polémiques parfois plus virulentes divisèrent également les historiens, notamment en 1986, en Allemagne, avec la « Querelle des historiens » *(Historikerstreit)* opposant vivement le philosophe de gauche Jürgen Habermas à l'historien de droite Emil Nolte et plusieurs autres de ses collègues, le premier accusant le second de « relativiser et de minimiser les crimes de l'Allemagne nazie, de nier leur spécificité et leur caractère proprement inouï, c'est-à-dire d'être au fond de ce que l'on appelle des "révisionnistes". » (Lucien Calvié, « La querelle des historiens» (*Historikerstreit*) vue de France », in *Chroniques allemandes*, n° 9, 2001, pp. 176).

27. Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme?, op. cit.*, p. 160. Christopher Browning en fit de même dans un texte intitulé « Beyond "Intentionalism" and "Fonctionalism". The Decision of the Final Solution Reconsidered », publié dans son livre *The Path of the Genocide : Essays on Launching the Final Solution,* Cambridge University Press, 1992, malheureusement non traduit à ce jour.

28. Johann Chapoutot, Christian Ingrao, Nicolas Patin, *op. cit.*, p. 15.

29. Sur l'émergence de l'histoire des acteurs et le débat Browning/Goldhagen, voir Christian Ingrao, « Conquérir, aménager, exterminer : recherches récentes sur la Shoah », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales,* 2003 (2), pp. 417-438. Sur le débat Browning/Goldhagen, voir aussi Omer Bartov, « Monstres ordinaires », in *Le Débat,* 93/1, 1997, pp. 122-131.

partir de l'été 1942. Les raisons identifiées vont du conformisme à l'esprit de corps, en passant par l'habituation progressive et la déshumanisation[30]. En 1997, un autre historien américain, Daniel Goldhagen, publie *Les bourreaux volontaires d'Hitler*, dans lequel il réfute toute tentative d'explication du comportement de ces « Allemands ordinaires » autre que celle selon laquelle ces derniers « étaient animés par l'antisémitisme, par un *type* particulier d'antisémitisme qui les amenait à conclure que les Juifs méritaient de mourir ». Et il conclut : « Je résumerai ma position ainsi : les agents de l'Holocauste, après avoir consulté leurs convictions et leur morale intimes, et avoir jugé que l'extermination des Juifs était juste, ne *voulaient* pas dire non[31]. »

Semblant dans un premier temps reproduire à l'échelle des exécuteurs l'opposition entre intentionnalisme (Goldhagen) et fonctionnalisme (Browning), l'histoire des acteurs évita l'écueil et, au fur et à mesure de l'inventorisation des archives nouvellement accessibles, produisit un foisonnement de travaux portant l'analyse à la fois sur les petits rouages humains de la violence de masse et les dynamiques entretenues avec les diverses officines, agences et institutions, tant des points de vue local que global. Ainsi peut-on citer des travaux portant sur divers groupes d'individus ayant joué un rôle dans la conception, la mise en place ou l'opérationnalisation proprement dite de la machine criminelle du IIIe Reich, aux quatre coins de l'Europe occupée. Que ce soit le rôle des intellectuels SS dans la mise en œuvre de l'utopie millénariste nazie (Christian Ingrao), celui des jeunes technocrates chargés des plans de germanisation de l'Europe de l'Est menant à un gigantesque et criminel plan de régulation des populations (Götz Aly, Suzanne Heim), celui des fonctionnaires du ministère des Finances rivalisant d'ingéniosité juridique pour spolier légalement les biens des Juifs au profit du contribuable allemand (Götz Aly), le comportement des soldats de la Wehrmacht dans les atrocités ordonnées et commises sur les civils au cours de la guerre à l'Est (Omer Bartov, Johannes Hürter), le rôle des politiques alimentaires planifiées et destinées à éliminer des millions de « bouches inutiles » dans les territoires de l'Est (Chistian Gerlach), etc. Comme le résume Christian Ingrao :

> « Une vague d'investigation extrêmement fournie s'est de fait imposée, qui a imprimé un triple mouvement à l'historiographie du nazisme : un recentrement sur les acteurs du génocide, un élargissement des perspectives d'appréhension de la répression nazie, avec un intérêt croissant des chercheurs pour les Tziganes et les malades mentaux, et, enfin, la publication de travaux extrêmement précis sur les logiques locales menant aux décisions génocidaires[32]. »

Enseignements et perspectives

Suite à ce survol rapide et peu exhaustif de l'évolution de l'historiographie du nazisme, une question se pose immanquablement : où tout cela nous mène-t-il ? Une première constatation pourrait être que, loin d'être un fleuve tranquille et continu, l'Histoire comme l'historiographie sont faites d'autant de ruptures que de continuités. Dans une perspective de travail de mémoire qui consisterait, rappelons-le, à tirer du passé des enseignements utiles au décryptage du présent, la comparaison entre deux périodes historiques peut donc se révéler féconde et porteuse de sens, pour autant que celle-ci s'applique autant sur ce qui les *rapproche*, que sur ce qui les *différencie*. Une démarche de travail de mémoire impliquera dès lors d'identifier, entre le passé et le présent, ce qui peut relever de la rupture ou de la continuité. Ce qui induit d'être attentif aux contextes, aux acteurs, aux processus de décisions, et ce dans la perspective de tenter de dégager l'un ou l'autre

30. Voir Christopher R. Browning, *Des hommes ordinaires : le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2002. Browning affinera son analyse des motivations des exécuteurs dans « Bourreaux allemands. Comportement et mobiles à la lumière de nouveaux documents », in *Politique nazie, ..., op. cit.*, pp. 173-204.

31. Daniel J. Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Seuil, 1997, p. 22. La référence aux « Allemands ordinaires » dans le sous-titre ne peut pas être vue autrement que comme une allusion au travail de Browning.

32. Christian Ingrao, *op. cit.*, p. 418.

Il en est peu en Occident à avoir exploré les potentielles continuités entre l'Europe coloniale et la violence nazie. Ce qui n'est pas le cas en revanche d'un nombre important d'intellectuels noirs

invariant. Car l'Histoire, même si elle ne se répète pas, reste porteuse de leçons. Et une approche mémorielle critique des faits, de leurs acteurs et de leurs contextes, peut permettre de repérer des continuités entre passé et présent, et d'en dégager des invariants potentiellement porteurs de ces précieux enseignements.

S'agissant du nazisme et du IIIe Reich, citons quelques exemples d'enseignements pouvant constituer des points de vigilance pour notre époque, et qu'un détour par l'historiographie permet d'identifier. Nous nous limiterons à trois propositions pour lesquelles un consensus historien est à peu près établi.

Premièrement, les nazis n'ont pas obtenu le pouvoir par les urnes. Il le leur a été donné en janvier 1933 par un petit groupe de la classe dirigeante, que l'historien Johann Chapoutot appellait récemment « les irresponsables[33] », persuadés qu'ils seraient en mesure de garder Hitler et son parti sous contrôle. Ceci alors même que le NSDAP amorçait une chute électorale presque aussi spectaculaire que son envol. « Finalement, ce qui décida du sort de l'Allemagne et, avec elle, du monde fut la tragique erreur de calcul d'une petite coterie de conservateurs ultranationalistes[34]. » Les diverses tentations contemporaines d'alliance politique avec l'extrême droite trouvent ici un précédent qui fut fatal à la démocratie et qui plongea l'Europe dans le chaos.

Deuxièmement, le portrait que l'étude des acteurs des crimes du IIIe Reich fait émerger inquiète par sa perturbante « normalité ». Par exemple, le profil des principaux « architectes[35] » des décisions criminelles et de leur exécution laisse apparaître des personnes plutôt jeunes, très diplômées, intelligentes, cultivées, rationnelles, efficaces, et – ce qui n'est pas le moins effrayant – persuadées d'agir pour le bien. « L'essentiel du cauchemar fut préparé en effet par des hommes intelligents, courtois et cultivés, convaincus de faire le bien et de préparer un monde meilleur. Pour eux et leurs enfants seulement. Nous avons du mal à entendre les liens qui relient la culture et la barbarie, tant nous sommes convaincus que la culture fait barrage à la barbarie[36]. » La mise au jour de cette réalité tend par ailleurs à relativiser grandement l'explication par l'idéologie ou celle par la contrainte des comportements criminels. Comme le souligne Hans Mommsen, « la propagande, les sauvages tirades haineuses contre les compatriotes juifs et les minorités […] ne peuvent expliquer à elles seules pourquoi tous ceux qui étaient directement ou indirectement impliqués dans l'entreprise de destruction des juifs ne se dérobèrent pas à la collaboration[37] ». D'où l'enjeu plus large « d'essayer de comprendre la pathologie des États modernes, de s'interroger sur la "civilisation", cette mince couche de vernis dont sont recouvertes les sociétés industrielles avancées[38] ».

Troisièmement, le nazisme et le IIIe Reich dépassent les limites de l'histoire

33. Voir Johann Chapoutot, *Les irresponsables : qui a porté Hitler au pouvoir ?*, Paris, Gallimard, 2025.

34. Adam Tooze, *Le salaire de la destruction : formation et ruine de l'économie nazie*, Paris, Les Belles Lettres, 2012, p. 53.

35. Voir Götz Aly et Suzanne Heim, *Les architectes de l'extermination : Auschwitz et la logique de l'anéantissement*, Paris, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 2006.

36. Préface de Georges Bensoussan, in *Idem*, p. 17. Les conclusions d'Aly et Heim sont également très éclairantes à cet égard. Sur le sujet voir également Christian Ingrao, « Conquérir… », *op. cit.*, et du même auteur : *Croire et détruire : les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010.

37. Hans Mommsen, « La réalisation de l'utopique : la "solution finale de la question juive" sous le Troisième Reich », in *Le national-socialisme et la société allemande : dix essais d'histoire sociale et politique*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'Homme, 1997, pp. 181-182.

38. Ian Kershaw, *op. cit.*, p. 165.

allemande et doivent être réinscrits dans un contexte beaucoup plus large d'analyse, tant dans le temps que dans l'espace. Comme l'écrit Enzo Traverso au sujet du traitement historique de la Shoah, l'enjeu historiographique est de « réinscrire cette dernière dans une histoire globale du nazisme, et le nazisme dans une histoire de l'Europe, car les deux appartiennent à la crise européenne[39] ». Et l'un des grands angles morts de cette crise est sans doute le silence qui continue d'entourer l'histoire du colonialisme européen[40]. À part une poignée de penseurs comme Hannah Arendt, qui distinguait dans l'impérialisme colonial la matrice de « la catastrophe du totalitarisme, dont les horreurs sans précédent ont éclipsé les évènements inquiétants et la mentalité non moins inquiétante de l'époque antérieure[41] », il en est peu en Occident à avoir exploré les potentielles continuités entre l'Europe coloniale et la violence nazie. Ce qui n'est pas le cas en revanche d'un nombre important d'intellectuels noirs (C.L.R. James, Frantz Fanon, Aimé Césaire…) qui non seulement firent facilement le lien entre les deux expériences, mais ne manquèrent pas non plus de souligner l'incapacité des intellectuels européens à faire de même. Dans son *Discours sur le colonialisme*, publié en 1950, l'écrivain martiniquais Aimé Césaire rappelait l'homme blanc à sa responsabilité et dénonçait sa mémoire à géométrie variable :

> « Oui, il vaudrait la peine d'étudier, cliniquement, dans le détail, les démarches d'Hitler et de l'hitlérisme et de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XX^e^ siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler *l'habite*, qu'Hitler est son *démon*, que s'il le vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le *crime* en soi, *le crime contre l'homme*, ce n'est pas *l'humiliation de l'homme en soi*, c'est le crime contre l'homme blanc, c'est l'humiliation de l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique[42]. »

Rigueur et émotion

Arrivés au terme de cette longue récapitulation, nous pouvons avoir l'impression de devoir progresser sur une ligne de crête, oscillant entre histoire et mémoire, exécuteur et victime, rigueur et émotion. Mais peut-être est-ce là une dialectique indispensable si l'on veut *à la fois* comprendre et transmettre, expliquer et commémorer.

Martin Broszat était un historien allemand. Né en 1926, il fit partie des Jeunesses hitlériennes, puis fut incorporé à la Wehrmacht. En tant qu'historien, il se spécialisa dans l'étude du nazisme et du III^e^ Reich, et fut l'un des plus fervents représentants de l'approche fonctionnaliste. Saul Friedländer est un historien israélien. Né en 1932, d'origine tchèque, il fuit en France avec sa famille, fut caché dans un pensionnat catholique tandis que ses parents étaient arrêtés et assassinés à Auschwitz. Devenu historien, il se spécialisa dans l'étude du nazisme et de la Shoah, dans une approche souvent décrite comme un « intentionnalisme modéré ».

Dans le courant des années 1980, les deux historiens entretinrent une correspondance intellectuelle dans laquelle chacun défendit son point de vue quant à la manière adéquate d'aborder l'histoire du nazisme[43]. Broszat, qui avait mené notamment le « projet bavarois[44] » dans le cadre de *l'Alltagsgeschicht*, plaidait pour une historisation totale du nazisme, qui consisterait à cesser d'isoler « moralement » la période nazie, la réinscrire dans l'histoire de l'Allemagne et la traiter comme n'importe quelle autre période ; ou en d'autres termes, à rompre avec « une interprétation démonologique du national-socialisme, qui visait

39. Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille, op. cit.*, p. 152.

40. Pour une exploration en profondeur de cette question et sa résonance dans l'actualité contemporaine, voir Enzo Traverso, *Survivances de la révolte, op. cit.*, pp. 241-321.

41. Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme : l'impérialisme*, Paris, Gallimard, coll. « Points », 2010, p. 14.

42. Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, 4^e^ édition, Paris, Présence africaine, 1955, pp. 77-78.

43. L'intégralité de cette correspondance, ainsi que l'article de Martin Broszat qui la déclencha sont consultables dans *Bulletin trimestriel de la Fondation Auschwitz*, n° 24, avril-septembre 1990, pp. 27-86. Pour une analyse approfondie de cette correspondance, voir Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille, op. cit.*, pp. 127-152. Voir aussi Ian Kershaw, *op. cit.*, pp. 289-308.

44. Sur le « projet bavarois », vaste programme de recherche mené par Broszat sur le quotidien des Allemands de Bavière entre 1933 et 1945, voir Ian Kershaw, pp. 284-288.

plus à une exorcisation distanciatrice qu'à une explication historique[45] ». En réponse, Friedländer, après avoir posé qu'il serait en effet absurde de s'opposer à une historisation du nazisme déjà largement en cours, identifia le point central du débat entre les deux historiens : l'assimilation par Broszat de la mémoire des victimes du nazisme à un « souvenir mythique » qui, bien que légitime et compréhensible, constituait néanmoins, aux yeux de l'historien allemand, un obstacle moral que toute étude historique devait impérativement surmonter. Pour Friedländer, Auschwitz marque au contraire un « évènement limite[46] » qui ne peut être surmonté par l'historisation telle que l'envisage Broszat.

L'échange entre ces deux historiens illustre une réalité sans doute indépassable dans le rapport au passé : la position de l'observateur situe et colore immanquablement le processus d'observation. C'est d'ailleurs ce que fit subtilement remarquer Saul Friedländer quand il écrivit à Broszat que leur discussion et leur désaccord reflétaient peut-être « l'expression d'un engagement fondamental à l'égard des valeurs qui nous ont poussés tous deux à consacrer toute notre vie professionnelle à l'étude de la période nazie[47] ». Et de fait, entre l'adolescent embrigadé dans les Jeunesses hitlériennes et l'enfant caché ayant perdu ses parents à Auschwitz, le regard – fût-il critique – posé sur cette période commune de leur vie ne pourra que différer. « Nous avons, presque par définition, une différence d'accentuation, de focalisation, dans la description générale de cette époque », conclut Friedländer.

Face à la rigueur de l'Histoire revendiquée par Broszat comme outil d'analyse et de compréhension, Friedländer rappelle l'importance de la préservation de l'émotion liée au souvenir des victimes. Et c'est dans l'interstice qui les sépare que le travail de mémoire prend sa place.

45. Lettre de Martin Broszat à Saul Friedländer, datée du 20 septembre 1987, in *Bulletin trimestriel de la Fondation Auschwitz*, *op. cit.*, p. 46.

46. Lettre de Saul Friedländer à Martin Broszat, 31 décembre 1987, in *Idem*, p. 84.

47. *Idem*, p. 78.



© DR/LA DÉCOUVERTE



RENCONTRE

ENZO TRAVERSO

Mémoires rebelles et conflits mémoriels : révoltes d'hier, enjeux d'aujourd'hui

LE 15 DÉCEMBRE 2026 À 18H30

À LA CITÉ MIROIR

PLACE XAVIER NEUJEAN 22. 4000 LIÈGE

INFORMATION ET RÉSERVATION

WWW.CITEMIROIR.BE | RESERVATION@CITEMIROIR.BE |

04 230 70 50

5€, 3€ (TARIF RÉDUIT)

Territoires de la Mémoire

Ce que nos familles nous transmettent du passé

Par Aline Cordonnier

Entre recherche de fidélité à un lien intime et regard collectif, comment mémoire et souvenirs circulent-ils dans les familles ? Qu'est-ce qui est transmis des récits du passé, *a fortiori* quand ils renferment des événements politiques comme des faits de résistance, de collaboration ou de colonisation ? Quel rôle y jouent la honte, le stigmate ou le sentiment d'injustice ? Par ses recherches au croisement de la psychologie, de l'histoire et des sciences politiques, Aline Cordonnier montre comment la mémoire familiale constitue un passage entre mémoires individuelle et collective… tel un filtre au milieu d'un sablier incessamment renversé.

Laura[1] a 21 ans. Dans deux ou trois ans, dit-elle, ses arrière-grands-parents ne seront plus, et avec eux disparaîtra une partie de l'histoire de sa famille au Congo belge. « Il y a toute une partie de cette histoire qui va s'effacer et moi je suis incapable de relayer cette histoire alors qu'en fait, j'ai une responsabilité », nous confie-t-elle. Quant à son arrière-grand-père, il ne peut déjà plus raconter grand-chose même si elle le lui demandait aujourd'hui car il est atteint de la maladie d'Alzheimer. Ce dernier témoignage direct de cette page familiale s'efface donc doucement, au moment même où sa descendante commence à en mesurer l'importance.

Pourtant, Laura n'a pas grandi dans un silence total. Vers ses 12 ans, elle apprend que ses arrière-grands-parents ont vécu au Congo et que sa grand-mère y est née, une information qu'elle reçoit avec la même indifférence que s'ils lui avaient annoncé avoir vécu à Londres. Dans leur maison, elle repère les différents artéfacts congolais exposés ci et là. Ce n'est que des années plus tard, alors que le mouvement *Black Lives Matter* prend une ampleur mondiale et que de nombreux groupes décoloniaux remettent à l'avant-plan le passé colonial belge, que ce pan de l'histoire familiale prend un tout autre sens. Une même information, reçue à deux moments différents d'une vie, ne « pèse » donc pas le même poids. Le sens d'un souvenir familial change avec le climat collectif dans lequel on le reçoit, parfois des années après l'avoir appris.

Pour comprendre comment une mémoire familiale peut ainsi se charger de sens collectif, il nous faut d'abord comprendre ce que sont ces mémoires ainsi que les

1. Laura est un nom d'emprunt. Dans ce texte, je ferai référence à plusieurs entretiens réalisés dans le cadre de deux projets de recherche interdisciplinaires. Le projet Transmemo s'est penché sur la transmission intergénérationnelle des souvenirs dans les familles de résistants et de collaborateurs durant la Seconde Guerre mondiale. Le projet RE-Member a prolongé cette recherche sur le volet collaboration en y ajoutant une seconde étude de cas : la colonisation du Congo. Dans ces deux projets, nous avons rencontré plusieurs familles belges francophones et néerlandophones sur plusieurs générations. Ces entretiens semi-directifs se déroulaient au domicile des participants, individuellement, et duraient approximativement deux heures. Nous discutions de ce qu'ils savaient de leur histoire familiale, de leur perception et de leurs émotions en lien avec ce passé, de la manière dont la transmission s'opérait, et de leur position par rapport aux débats sociétaux associés.

mécanismes de transmission qui les portent d'une génération à l'autre.

Se souvenir de ce qu'on n'a pas vécu

Quand on parle de mémoire, on pense en général aux souvenirs que l'on a d'événements qu'on a vécus soi-même. Mais de quoi parle-t-on quand on dit « se souvenir » d'un épisode survenu avant notre naissance, ou auquel on n'a jamais assisté ? Julie, 25 ans, également rencontrée dans le cadre de nos recherches, en donne un exemple limpide : « C'est comique parce qu'en fait, j'ai, entre guillemets "un souvenir" de cet événement-là, alors que ce n'est pas possible puisque je n'étais pas née. Mais comme ils me l'ont raconté, je l'ai imaginé et maintenant, j'ai l'impression de l'avoir vécu. » Ce qu'elle décrit avec amusement, les chercheurs l'appellent la mémoire vicariante[2]. Celle-ci représente les souvenirs construits à partir des récits de nos proches, suivant le même mécanisme de reconstruction que la mémoire autobiographique.

La plupart de ces souvenirs hérités restent circonscrits à la sphère intime. Mais certains débordent largement le cercle familial : une guerre, une migration forcée, une présence coloniale. On parle alors de mémoires familiales historiques[3] et c'est précisément là, à la croisée du vécu intime et de l'histoire collective, que les choses se compliquent.

Un sablier entre le privé et le collectif

Avec des collègues politologues et historiens, nous avons développé l'allégorie du sablier pour rendre compte de la manière dont les mémoires personnelles, familiales et collectives s'articulent (voir figure 1)[4]. Au sommet se trouve le niveau macro, qui correspond aux représentations collectives du passé telles qu'on les retrouve dans

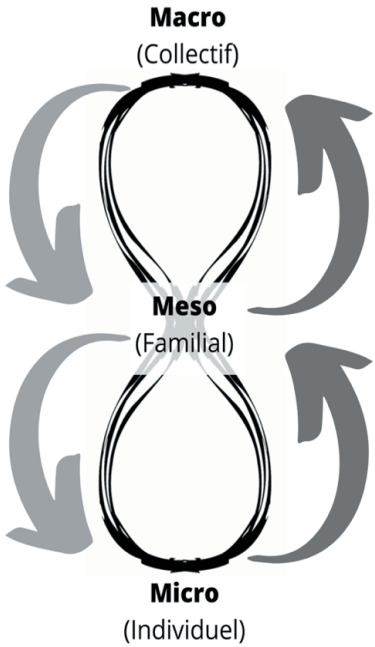


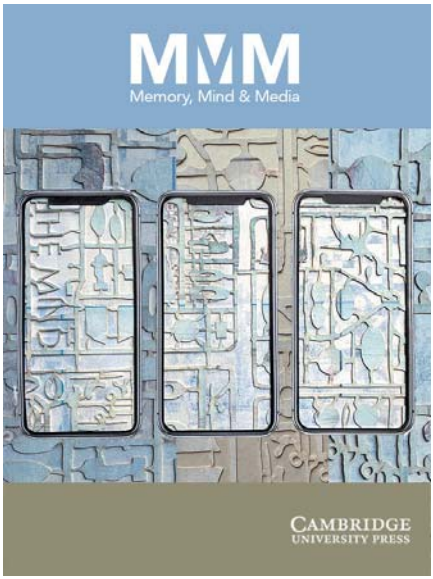
Figure 1 : L'allégorie du sablier (adapté de Cordonnier *et al.*, 2022).

les livres d'histoire, les musées, les commémorations ou encore les médias. En bas se trouve le niveau micro qui représente l'individu, non pas un simple réceptacle vide, mais quelqu'un avec ses croyances, ses sensibilités et son identité. Et au milieu, dans l'étroit goulot du sablier, la famille (niveau méso), qui agit comme un filtre entre les deux. Ce filtre n'a pas la même largeur pour tous, car certaines familles racontent abondamment alors que d'autres se taisent. Mais l'image a une propriété essentielle : elle est réversible. On peut retourner le sablier et placer l'individu, et sa famille, au sommet, car ce sont bien les individus, et non des entités abstraites, qui se souviennent, racontent, transmettent. La mémoire collective existe d'abord à travers ses porteurs individuels, et les récits familiaux contribuent, en retour, à façonner les représentations collectives du passé. Enfin, posé sur le côté, le sablier dessine le symbole de l'infini, signe que la boucle entre le personnel et le collectif ne s'arrête jamais.

2. David B. Pillemer, Kristina L. Steiner, *et al*, "Vicarious memories", in *Consciousness and Cognition*, *36*, 2015, 233–245.

3. Aline Cordonnier, Olivier Luminet, "History in family memory", in Astrid Erll & William Hirst (Eds), *Cognition, culture, and political momentum: Breaking down the silos in collective memory research* (pp. 96–110), Oxford University Press, 2026.

4. Aline Cordonnier, Valérie Rosoux, Anne-Sophie Gijs, Olivier Luminet, "Collective memory: An hourglass between the collective and the individual", in *Memory, Mind & Media*, 1, e8, Cambridge University Press, 2022.



Ce qui se perd et ce qui perdure à travers les générations

Le célèbre sociologue Jan Assmann avait prédit que la mémoire communicative, cette forme de mémoire collective qui circule dans les conversations de tous les jours, survivrait environ trois à quatre générations avant de s'éteindre[5]. Mais de récentes recherches sur la transmission des souvenirs de la Seconde Guerre mondiale montrent une érosion bien plus rapide, avec une disparition quasi complète chez les petits-enfants, ces souvenirs familiaux étant remplacés par des connaissances culturelles plus génériques[6]. Pourtant, tout ne s'efface pas au même rythme, selon le contenu mais également le contexte historique auquel le passé se réfère. En effet, nos études ont montré que le passé familial de la guerre était mieux transmis chez les descendants de résistants comparés aux descendants de ceux qui avaient collaboré durant la guerre. De plus, les récits chargés en émotions ou qui mettent en scène un acte marquant tendent à mieux résister à l'érosion générationnelle. Dans certains cas, nous retrouvons même de véritables « mythes familiaux », connus en détail par toutes les générations, racontés et reracontés sans grande perte[7].

Ce qui perdure le mieux n'est d'ailleurs pas le fait précis, mais la fonction que le récit remplit. Nos recherches montrent que ces mémoires familiales historiques servent des fonctions à la fois personnelles (construire son identité, maintenir le lien familial, orienter ses choix) et collectives, en transmettant des leçons du passé qui dépassent le cercle intime[8]. Parmi toutes ces fonctions, c'est la fonction identitaire au niveau personnel qui domine, citée par plus de la moitié des participants, tous groupes et générations confondus. Mais le contenu du passé compte. Les mémoires de résistance servent davantage de fonctions collectives que les mémoires de collaboration, qui restent plus cantonnées à la sphère familiale, sans doute parce qu'il n'existe pas, du moins en Belgique francophone, de récit collectif valorisant autour de la collaboration. Les parents et les grands-parents ne transmettent pas non plus pour les mêmes raisons ; les premiers le font davantage pour enseigner et guider, les seconds pour maintenir le lien et transmettre une identité familiale au sens large[9].

La mémoire vicariante représente les souvenirs construits à partir des récits de nos proches, suivant le même mécanisme de reconstruction que la mémoire autobiographique

Mais certains récits ne circulent pas ou peu. Dans nos entretiens, nous avons identifié plusieurs formes de silence bien distinctes, tels que le silence choisi (on

5. Jan Assmann, "Collective memory and cultural identity" (J. Czaplicka, Trans.), in *New German Critique*, (65), Article 65, 1995.

6. Charles B. Stone, Aurélie van der Haegen, Olivier Luminet, William Hirst, "Personally relevant vs. nationally relevant memories: An intergenerational examination of World War II memories across and within Belgian French-speaking families", in *Journal of Applied Research in Memory and Cognition*, 3(4), Article 4, 2014.

7. Aline Cordonnier, Pierre Bouchat, William Hirst, Olivier Luminet, "Intergenerational transmission of World War II family historical memories of the Resistance", *Asian Journal of Social Psychology*, *24*(3), Article 3, 2021.

8. Aline Cordonnier, Olivier Luminet, "Personal and collective functions of family historical memories", in *Applied Cognitive Psychology*, 2026

9. David Baudet, Christine Bastin, Olivier Luminet, Aline Cordonnier, "Motives for transmitting and remembering: A functional analysis of intergenerational memory transmission in the family", in *Applied Cognitive Psychology*, 2026.

La famille ne se contente pas de recevoir le passé collectif, elle le retransmet, parfois sous une forme transformée, y compris en engagement politique

ne veut pas en parler), le silence imposé (on n'a pas le droit d'en parler), le silence protecteur (pour épargner un proche plus fragile), ou encore le silence « noyé dans le bruit », où l'on raconte beaucoup, mais en évitant soigneusement l'essentiel. Laura pointe ce qu'elle appelle « la culture du silence dans les familles blanches, classe moyenne-riche ». À ses yeux, ce non-dit ne tient pas qu'à sa famille, mais à une dynamique sociale plus large, renforcée par un enseignement scolaire de la colonisation qu'elle juge largement insuffisant. Ces silences ne font pas disparaître le passé, ils le font revenir autrement, souvent amplifié par l'imagination de ceux qui héritent des blancs du récit. Ils se font plus profonds encore lorsque le passé familial rejoint une controverse collective, et que se taire devient aussi un moyen de se protéger du regard de la société.

Quand le passé familial dérange

Que se passe-t-il quand ce passé familial est précisément de ceux que la société condamne aujourd'hui ? C'est la question que nous avons explorée auprès de familles belges descendantes de collaborateurs de la Seconde Guerre mondiale et d'anciens coloniaux au Congo, deux cas de l'histoire belge qui offrent un contraste saisissant[10]. Le stigma associé à la collaboration était, dès 1944, immédiat et formalisé par l'État. Celui qui pesait sur les coloniaux à leur retour en 1960 était, lui, quasi inexistant. Depuis lors, les trajectoires se sont inversées, le stigma lié à la collaboration s'est progressivement atténué en Flandre tout en restant vif en Wallonie, tandis que celui lié à la colonisation n'a cessé de croître des deux côtés de la frontière linguistique.

Ces trajectoires divergentes se lisent directement dans la manière dont les familles acceptent ou non d'en parler. Du côté de la collaboration, les familles flamandes ont participé à nos recherches sans grande réticence, sur plusieurs générations. En Wallonie, par contre, peu de familles se portaient volontaires, et nous nous retrouvions souvent avec des générations manquantes, les enfants ou petits-enfants n'ayant tout simplement jamais été mis au courant de ce passé familial. Pour la colonisation, la parole circule plus facilement des deux côtés de la frontière linguistique, même si le ressenti diffère d'une génération à l'autre.

Nous nous sommes d'ailleurs penchés sur ce ressenti en croisant deux notions, celle de stigma (être jugé depuis l'extérieur) et de honte (une évaluation négative de soi-même). Nous avons identifié quatre configurations distinctes chez des descendants de collaborateurs et de coloniaux[11]. Certains cumulent les deux. Une femme de 71 ans, descendante de coloniaux, raconte avoir été insultée à l'école comme « enfant colonial sale », une blessure restée vive toute sa vie. D'autres se sentent stigmatisés sans honte, ou honteux sans se sentir stigmatisés. C'est le cas de Laura, qui confie avoir honte « de la situation de la Belgique » sans avoir honte de sa famille, tout en avouant le malaise que lui inspire cette nuance : « Je trouve ça gênant de dire que je n'ai pas honte. Je ne suis pas fière, hein ! » D'autres encore, notamment certains descendants de collaborateurs francophones, se sentent stigmatisés en l'absence de tout stigmatiseur actif. Quatre-vingts ans après la guerre, le poids du passé familial reste palpable sans que personne ne les accuse directement. Enfin, certains descendants n'éprouvent ni l'un ni l'autre, estimant n'avoir « rien à régler » avec leur histoire familiale.

10. Valérie Rosoux, Aline Cordonnier, "Intergenerational Transmission of Stigma in the Aftermath of Mass Atrocities", *Global Studies Quarterly*, 6(1), ksag025, 2026.

11. *Ibidem*.

Quand la mémoire familiale devient politique

La famille ne se contente pas de recevoir le passé collectif, elle le retransmet, parfois sous une forme transformée, y compris en engagement politique. Le mécanisme le plus documenté est celui de la transmission du sentiment d'injustice, indépendamment des faits eux-mêmes. Une vaste étude menée auprès de plusieurs milliers de personnes à travers l'Europe a montré que le sentiment de victimisation lié à la Première Guerre mondiale continue, un siècle plus tard, à se transmettre au sein des familles et des nations qui se sont senties lésées, alors même que le souvenir précis des événements s'est largement effacé[12]. Ce n'est pas la mémoire historique qui circule le mieux, mais la mémoire émotionnelle et politique.

Dans son célèbre livre *« Grand-père n'était pas un nazi ». National-socialisme et Shoah dans la mémoire familiale*[13], le sociologue Harald Welzer a observé un phénomène intéressant qu'il nomme « l'héroïsation cumulative » : au fil des générations, les récits familiaux se transforment progressivement pour effacer ce qu'ils ont de moralement embarrassant. L'aïeul compromis devient celui qui « avait de bonnes intentions », voire celui qui « protégeait » discrètement les populations dont il avait la charge. Nous retrouvons ce même mécanisme dans nos entretiens avec des descendants de coloniaux : le grand-père administrateur devient le « bon patron » aimé de ses employés, et ce que la famille reconnaît comme injuste est systématiquement rejeté sur « les autres » colons. Ce n'est pas un mensonge délibéré, c'est une manière, souvent inconsciente, de préserver une identité familiale positive dans un climat où le jugement moral collectif s'est considérablement durci.

Mais ce durcissement du jugement collectif peut produire l'effet inverse en poussant certains descendants à s'engager activement, plutôt qu'à se défendre. Laura raconte son malaise face à l'arrêt de métro bruxellois « Léopold II », qu'elle emprunte deux fois par jour : « Ça me rend malade. » Avec une colocataire, elle a entrepris une campagne d'affichage pour relayer la parole de militantes afro-descendantes, un choix délibéré de ne pas parler en son propre nom, et envisage d'écrire à la société de transport pour demander un changement de nom. Sa vigilance est devenue presque permanente : « Je ne peux pas me permettre de faire une bourde raciste, parce que je suis blanche et que j'ai des arrière-grands-parents qui ont fait la colonisation. »

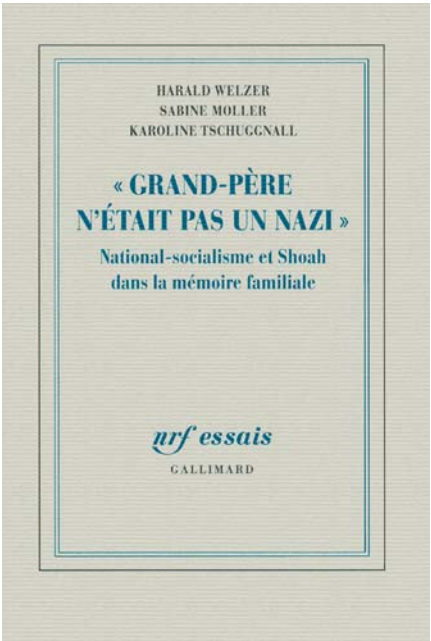
Sa vigilance contraste avec d'autres héritages du même passé. Sa mère, elle, se situe dans un entre-deux plus hésitant. Elle nous indique ressentir de la honte, reconnaît qu'il y avait « certainement un sentiment de supériorité » chez ses propres grands-parents, mais insiste sur le contexte : « Ils avaient 20 ans, on leur a dit que c'était comme ça. » D'un autre côté, elle nous confie trouver ses enfants « très militants » et manquant parfois de recul historique. C'est peut-être là que se joue l'essentiel de la transmission, non dans un récit précis, mais dans ce travail discret, de génération en génération, qui consiste à tenir ensemble la loyauté familiale et le jugement moral du présent.

12. Pierre Bouchat, Laurent Licata, Valérie Rosoux, *et al*, "A century of victimhood: Antecedents and current impacts of perceived suffering in World War I across Europe". *European Journal of Social Psychology*, *47*(2), 2017, 195–208.

13. Harald Welzer, Sabine Moller, Karoline Tschuggnall, *« Grand-père n'était pas un nazi »: National-socialisme et Shoah dans la mémoire familiale*, traduction de l'allemand par Olivier Mannoni, Gallimard, 2013.

Une mémoire jamais neutre

La mémoire familiale n'est donc ni un dépôt fidèle du passé, ni un sanctuaire intime à l'abri du regard collectif. C'est un espace en perpétuelle négociation, où la fidélité affective à ceux qui nous ont précédés se heurte, ou se combine, à l'exigence de vérité historique. Ce que l'on transmet ou que l'on tait dépend autant des silences propres à chaque famille que du climat moral global dans lequel cette famille évolue à un instant donné. Et inversement, ce sont bien ces millions de récits familiaux, transmis, négociés, et parfois contestés qui finissent par nourrir et transformer nos représentations collectives du passé.



Pour qui travaille à la transmission de la mémoire, ce constat invite à une forme d'humilité critique. Aucune mémoire, familiale ou collective, n'est un simple décalque fidèle des faits. Reconnaître cette part de reconstruction, de silence et de négociation n'affaiblit pas le travail de mémoire. Au contraire, cela permet de mieux comprendre pourquoi certains passés continuent, plusieurs générations plus tard, à se transmettre ou à résister à toute transmission.

Ce n'est pas la mémoire historique qui circule le mieux, mais la mémoire émotionnelle et politique

Mémoire familiale et construction politique

Imprégnation, transmission, génération

Entretien avec Anne Muxel

Propos recueillis par Gaëlle Henrard

Anne Muxel est sociologue et politologue, Directrice de Recherche émérite au CNRS (CEVIPOF/Sciences Po) et Chargée de mission auprès du directeur du Centre de Recherches Politiques (CEVIPOF).

Crédits: Aurore Papegay, CEVIPOF/Sciences Po.



Les travaux d'Anne Muxel dans le champ de la sociologie politique s'organisent autour d'une interrogation centrale : comment les individus deviennent-ils des sujets politiques, et comment cette construction s'inscrit-elle dans les histoires familiales et générationnelles ? Ses recherches ont progressivement articulé deux grands volets : d'une part la mémoire familiale et la transmission intergénérationnelle ; d'autre part la formation, la transformation et la recomposition des comportements politiques au cours de la vie et entre générations.

Vous avez beaucoup travaillé sur la transmission de la mémoire familiale. Entre mémoire individuelle et mémoire collective, de quoi est faite cette mémoire et quelle est sa dimension politique ?

La mémoire familiale telle que je l'ai abordée consiste en un ensemble de références, de valeurs, de ressentis, d'impressions, d'émotions, de souvenirs. C'est un corpus tant cognitif que sensoriel et impressionniste. Sorte d'arrière-fond que chaque individu porte en soi, qui l'habite et qui prend du sens au fur et à mesure du temps qui passe en fonction de l'identité présente de l'individu, des circonstances auxquelles il est confronté dans sa vie, des événements marquants, notamment politiques, qui peuvent se produire. Tout cela n'est pas toujours présent à la conscience mais peut revenir notamment par le biais de la mémoire involontaire, cette mémoire proustienne qui est d'abord sensorielle. Des souvenirs anciens peuvent remonter à la conscience, ramener le décor de la vie passée au travers d'une émotion qui prend sens dans la réalité présente. Proust a bien montré ce phénomène dans son œuvre *À la recherche du temps perdu*.

Dans mon travail consacré à la mémoire familiale, j'ai cherché à comprendre comment elle participe à la construction de l'identité présente de l'individu et comment cela va donner du sens à sa façon de considérer le monde environnant, y posant des choix y compris dans le champ politique.

Dans mon livre *Individu et mémoire familiale*[1], j'avais identifié trois fonctions essentielles de la mémoire familiale : une fonction de transmission, une fonction de reviviscence et une fonction de réflexivité. Dans cette dernière fonction, la mémoire familiale est convoquée par l'individu pour faire le bilan de ce qu'il veut conserver ou rejeter des éléments de son passé familial. C'est un travail de sélection qui permet de faire des arbitrages, de formuler des choix, en fonction des situations rencontrées dans son existence, dans les relations que l'on nouera avec les autres, notamment avec ses propres enfants. Ce retour réflexif peut aussi aider à appréhender dans le présent des choix de société et décider d'orientations politiques.



Quels canaux, quels mécanismes sociaux emprunte cette transmission mémorielle ?

Il y a des canaux implicites, plutôt du côté des affects, et des canaux explicites du côté desquels se trouvent les normes et les discours parentaux, à cela près que les normes sont intériorisées par les individus et passent en conséquence aussi par des canaux implicites de comportements et d'attitudes. Dans la vie quotidienne, la transmission des

1. Anne Muxel, *Individu et mémoire familiale*, Paris, Nathan, 1996.

La socialisation politique opère au travers de mécanismes d'imprégnation au quotidien à partir desquels l'enfant décode les réactions et prises de position de ses parents

valeurs, des repères politiques, mais aussi de toutes sortes de comportements sociaux et culturels, se fait très largement par imprégnation. Et de fait, les mécanismes explicites et implicites qui opèrent sont en fait imbriqués et très difficiles à dissocier tant ils agissent ensemble et concomitamment.

On retrouve cette même complexité dans le travail de la mémoire. Une part de celle-ci est volontaire, accessible à la conscience, mais elle se trouve toujours concurrencée et parfois contredite par toute une part de la mémoire implicite, arrimée à la mémoire sensorielle et reliée à des affects et des ressentis profonds. Ces pans de mémoire « involontaire » reviennent à la conscience comme par effraction.

De façon analogue, la socialisation politique, qui se fait de façon très précoce dans la vie des familles, ne relève pas nécessairement de la transcription d'un discours explicite (« je veux que tu penses ceci ou cela », « il faut que tu votes pour un tel ou pour une telle », « je veux te transmettre telle ou telle chose », « je suis de gauche ou de droite »). Elle opère au travers de mécanismes d'imprégnation au quotidien à partir desquels l'enfant va décoder les réactions de ses parents, leurs prises de positions. L'enfant capte des bribes de discussion et réalise ses propres observations dans le cadre de toute la complexité des interactions familiales, souvent sans que les parents s'en rendent compte. Par cette imprégnation, s'enregistrent et se construisent une identité et des repères sociaux. L'enfant va ainsi situer sa famille mais aussi sa propre place au sein de celle-ci et plus généralement au sein de la société. Notons la prévalence de cette dimension implicite sur les discours des parents. Un discours aura moins de poids qu'un comportement, surtout s'il n'est pas cohérent avec le comportement observé. Cette mise en cohérence est absolument essentielle pour que la transmission opère de façon efficace.

Par ailleurs, cette transmission prend une tournure intéressante dans notre modernité tardive en raison de l'individualisation qui touche tous les registres de la vie sociale mais aussi les interactions au sein de la famille. Il y a un double mouvement : les parents veulent continuer à transmettre ce à quoi ils croient (idées, valeurs), cela reste un ressort affectif profond, mais il y aussi dans le discours éducatif ambiant, l'idée qu'il faut favoriser l'autonomie et l'indépendance du sujet, respecter les singularités personnelles, renforcer la capacité que l'enfant doit lui-même développer à partir de ses propres aspirations. Cela rend la transmission complexe, et d'une certaine façon paradoxale : elle doit opérer entre le risque sous-jacent d'une imposition et l'idée que chacun doit se déterminer par soi-même.

En regard de cette individualisation justement, le rapport au passé et à la mémoire familiale a-t-il changé aujourd'hui ?

La génération actuelle est en recherche de sens et de repères pour décoder une réalité environnante de plus en plus complexe et anxiogène face à toutes

sortes de menaces et dans une société d'accélération sociale du temps bien décrite dans les travaux du sociologue allemand Hartmut Rosa. Contrairement à ce qu'on peut croire, les jeunes sont intéressés par les expériences du passé et par le vécu de leurs parents et grands-parents. Ces témoignages et récits d'expériences concrètes peuvent les aider à se projeter à leur tour dans un avenir.

Dans les processus de transmission familiale, vous observez que la continuité prévaut sur la rupture. Dans quelle mesure l'héritage détermine-t-il des comportements politiques, qu'il s'agisse de tendances à l'engagement politique ou inversement à une forme de désintérêt pour ces questions ?

Je dirais qu'il y a des prédispositions politiques qui se forment très tôt dans les familles où les convictions sont prégnantes, où le niveau de politisation des parents est important et *surtout* cohérent, chez les *deux* parents. Il y a en effet plus de chances que la transmission politique opère si le discours des valeurs se double par un engagement actif que ça soit dans des organisations politiques ou syndicales, dans des associations, ou en faveur de la communauté en général. Dans ces cas, il y a de fortes chances pour que les individus issus de ces familles reproduisent ces comportements militants. Par ailleurs, l'orientation idéologique, mesurée à l'aune du clivage gauche-droite se transmet dans les familles. Elle joue à la fois le rôle d'un repère politique élémentaire et d'une affiliation affective. Les deux tiers à peu près des individus en France s'inscrivent dans une filiation politique idéologique. Les ruptures qui se traduisent par un changement de camp politique par rapport aux parents restent très minoritaires (10 %-15 %).

Les jeunes sont intéressés par les expériences du passé de leurs parents et grands-parents pour les aider à se projeter à leur tour dans un avenir

Vous parlez de la dimension affective des orientations idéologiques, cela me fait penser à la polarisation actuelle des débats. Comment articuler la reproduction au sein des familles, dans ses effets parfois exponentiels, avec les fractures qui semblent se creuser dans la société ?

Bien souvent, les jeunes générations ne font qu'amplifier un phénomène politique déjà existant chez les adultes. Certes on peut dire que les jeunes sont plus abstentionnistes, mais l'ensemble du corps électoral l'est aussi de plus en plus. Certes ils sont plus extrémistes, mais les choix électoraux de l'ensemble du corps électoral le sont aussi davantage. Ils ne font donc que renforcer bien des phénomènes observés chez leurs aînés. Cette polarisation politique à laquelle on assiste (à gros traits RN ou LFI) provoque souvent du débat, du conflit, des disputes au sein des familles. La question de l'extrémisme peut diviser dans les familles de gauche sur Mélenchon par exemple, et dans les familles de droite sur le RN.

Il y a plus de chances que la transmission politique opère si le discours des valeurs se double par un engagement actif dans des organisations politiques ou syndicales, des associations, ou en faveur de la communauté en général

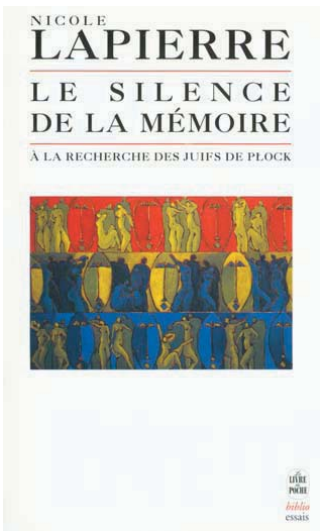
Il y aussi des situations de rupture dans les lignées familiales…

Il y a en effet des situations de rupture, souvent causées par des positionnements plus extrêmes. Mais c'est assez minime et par ailleurs non désiré, étant donné le coût affectif important que cela représente. Elles ne viennent que très rarement des parents qui cherchent à préserver le lien aux enfants. Il faut rappeler à cet égard que ça n'est pas la politique qui crée le plus de ruptures familiales, mais elle peut servir de catalyseur à des conflits latents. Dans le temps de la jeunesse, les enfants peuvent prendre une certaine distance par rapport au modèle familial, y compris dans sa dimension politique. Mais au fur et à mesure que les années passent, ils peuvent se retrouver dans les choix originels de leur cercle familial, se sentir plus proches de leurs parents, pardonner certaines choses.

La mémoire familiale peut devenir une instance de réconciliation. Dans les derniers âges de sa vie, davantage conscient de sa propre finitude, on peut s'apprêter à quitter le monde en se raccrochant à quelque chose de son passé. Plus on vieillit, plus on a tendance à reconvoquer la mémoire du passé comme pour freiner la marche du temps. Elle accompagne et autorise la séparation.

Dans ce mouvement de retour à un passé familial, n'y a-t-il pas des combinaisons plus propices entre certaines générations ?

Au sein d'un groupe familial, la transmission intergénérationnelle est parfois enrayée quand il y a un secret ou un silence (les psychanalystes ont bien documenté cela).



Dans *Le silence de la mémoire*[2], Nicole Lapierre raconte que les rescapés des camps n'arrivaient pas à transmettre ce qu'ils avaient vécu à leurs enfants et qu'ils se réfugiaient dans un silence. Pour beaucoup d'entre eux, leur expérience, par son horreur, n'était pas partageable. Dans ce cas, l'enfant, même inconsciemment, veut protéger son parent en acceptant son silence. Il

2. Nicole Lapierre, *Le Silence de la mémoire. À la recherche des Juifs de Plock*, Paris, Plon, 1989.

comprend que c'est trop douloureux pour son parent. Bien souvent, la volonté de connaître un passé familial ressurgit à la troisième génération, celle des petits-enfants qui s'emparent de ce silence et cherchent éventuellement à le combler. Le lien plus distant à l'événement autorise cette troisième génération à se lancer dans une quête mémorielle. L'incidence des secrets de famille et des non-dits a été bien mise en lumière par le psychiatre et psychanalyste Serge Tisseron. Dans le champ littéraire, nombreux sont les exemples qui illustrent cet aspect de la transmission entre générations. L'écrivaine Alice Zeniter, dans son livre, *L'art de perdre*, a réalisé un travail d'enquête sur son grand-père harki qui n'avait jamais raconté son histoire et au sujet de laquelle la génération intermédiaire n'avait que très peu d'informations.

Peut-on revenir sur cette notion de génération. Qu'est-ce qui la caractérise ?

D'un point de vue démographique, cela représente 25 ans à partir d'une année de naissance. D'un point de vue sociologique, on parle de l'ensemble des personnes qui ont été exposées à un même moment d'une histoire donnée, dans une société donnée, confrontées aux mêmes événements et contexte social, économique, politique et culturel, ce qui leur permet de se reconnaître dans une même époque qu'ils ont pu traverser. Mais pour qu'il y ait une véritable *identité* générationnelle, revendiquée en tant que telle, il faut un événement fondateur qui cristallise une même expérience et qui permette d'unifier les individus par-delà les différences sociales et de milieux. Le moment fort de Mai 68 en France a pu autoriser à parler de génération 68. Mais même dans ce cas, la « génération Mai 68 » est loin de concerner toute la jeunesse française ou toute la jeunesse étudiante. De même, pour ce que certains ont pu appeler la « génération Covid » : tous n'y ont pas vécu la même chose.

C'est donc souvent un abus de langage de vouloir uniformiser une génération même si le mot est intéressant à garder parce qu'il permet de scinder l'ensemble de la population en segments différents parce que nés et socialisés à des moments différents de l'histoire d'une société.

Le phénomène d'individualisation dans le rapport au politique est-il une composante générationnelle actuelle ?

Il est vrai que cette individualisation touche les jeunes d'aujourd'hui mais elle était déjà à l'œuvre chez les « baby-boomers » (nés entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et 1960), qui ont adopté toute une série de nouvelles pratiques dans la société de consommation qui se développait ainsi que des aspirations plus individualistes que les générations qui les précédaient. Mais au fur et à mesure du temps, cette individualisation a pris une autre ampleur, ayant des conséquences sur le rapport à la citoyenneté et à la politique, et s'est doublée d'un processus de désinstitutionalisation touchant la sphère publique comme la sphère privée. Les grandes institutions sociales, culturelles, politiques, religieuses ont perdu la capacité qu'elles avaient jusqu'alors d'encadrer les individus et leur socialisation, de fixer des normes d'appartenance ou de croyance. Ce double mouvement d'individualisation et de désinstitutionalisation a eu un fort impact sur les liens sociaux, et plus largement sur la cohésion de la société. Le sentiment de solitude qui ne cesse d'augmenter, notamment dans les jeunes générations, la diffusion des peurs multiples, individuelles et collectives, qui débordent de leur lit naturel, s'expliquent en partie par ce processus. L'usage des réseaux sociaux et de l'intelligence

artificielle ou la place prise par les influenceurs, en plaçant les individus dans un rapport nécessairement solitaire[3] à toutes ces nouvelles technologies, renforce encore cette individualisation et ses effets potentiellement délétères.

Le développement extrêmement rapide des intelligences génératives a des implications dont on ne peut encore mesurer tous les effets. Mais s'agissant du champ de la mémoire et de la transmission dont nous discutons ici, nul doute, que ses implications seront déterminantes pour la psyché humaine.

On entend souvent « révolutionnaire à 20 ans, conservateur à 60 ». Le conservatisme nous guette-t-il en vieillissant ? Abandonne-t-on nos comportements de rébellion ?

Il faut le relativiser. Au fur et à mesure que l'on avance dans la vie, on acquiert des biens, on bénéficie de conditions d'insertion sociale plus stabilisées (pas tout le monde néanmoins), et on peut s'appuyer sur un vécu qui change le point de vue que l'on peut avoir sur ses aspirations politiques de jeunesse. Beaucoup (à nouveau pas tout le monde) deviennent propriétaires de leur logement, de biens à conserver et à transmettre. On a ainsi tendance à se ranger. On peut aussi avoir perdu l'idéal de transformation de la société, nourrir moins de radicalité et de contestation. C'est en tout cas comme ça que les sociologues expliquent cette évolution vers plus de conformisme et de conventions sociales au fur et mesure que se fixent les conditions d'insertion sociale. Cela renvoie l'individu à des positions disons plus conservatrices. Mais en même temps, si on regarde sur le temps long, les activistes des années 1960-1970 qui ont participé à des manifestations contre la guerre au Vietnam ou pour les droits civiques par exemple, sont certes moins radicaux en avançant en âge mais ils sont restés démocrates (pour rester sur le cas des États-Unis) tout au long de leur vie. Ils ne sont pas passés dans le camp adverse. Avec l'âge, les positions révolutionnaires et contestataires peuvent s'estomper mais l'orientation idéologique persiste, témoignant d'une certaine fidélité par rapport aux engagements de la jeunesse. C'est donc davantage une atténuation qu'un changement de nature. En cela, le temps de la jeunesse reste un moment de cristallisation des choix politiques et décisif dans la construction des identités politiques.

Avec l'âge, les positions révolutionnaires et contestataires peuvent s'estomper mais l'orientation idéologique persiste, témoignant d'une certaine fidélité aux engagements de la jeunesse

3. Par exemple, 40 % des jeunes français ont développé un lien amical ou amoureux avec une IA, c'est un chiffre considérable qui doit nous interpeller.

Centre d'éducation
résistance & citoyenneté

Aidez-nous à construire l'avenir !

Soutenez nos actions d'éducation à la Résistance & à la Citoyenneté

Toute contribution égale ou supérieure à 40 € est fiscalement déductible à hauteur de 30 %

Versez votre don par virement bancaire sur le compte de l'association

BE14 0682 4315 5583

avec la communication
DON + NOM + Numéro d'identité nationale

(Afin de vous conformer à la législation fiscale et de bénéficier de la déductibilité fiscale pour tout don de 40 € minimum, n'oubliez pas de nous renseigner votre numéro de registre national.)

Territoires de la Mémoire

Le fonctionnement de notre mémoire

De l'individu au collectif… et retour

Entretien avec Christine Bastin et Fabienne Collette

Propos recueillis par Gaëlle Henrard



Christine Bastin et Fabienne Collette sont toutes deux psychologues et neuropsychologues, et directrices de recherche (F.R.S.-FNRS) à l'Université de Liège. Elles étudient notamment le fonctionnement de la mémoire dans son vieillissement normal et pathologique au sein du laboratoire de recherches GIGA-CRC Human Imaging *et au Département des Sciences Cognitives de la Faculté de Psychologie, Logopédie et des Sciences de l'Éducation. Christine Bastin mène également des recherches sur les souvenirs partagés dans différents contextes notamment celui de la Bataille des Ardennes.*

Si les Territoires de la Mémoire ont toujours porté leur attention sur les dimensions politiques et sociales de la mémoire collective, il est éclairant de comprendre le fonctionnement de la mémoire individuelle, dans sa construction, sa récupération mais aussi ses interactions avec la mémoire familiale et plus largement avec la mémoire sociale. De l'événement vécu au souvenir, par quels processus mentaux retient-on les choses ? Comment se remémore-t-on le passé ? Comment le transmet-on pour forger des récits familiaux, des identités collectives et une histoire partagée ?

Indépendamment des recherches sur le vieillissement normal et pathologique de la mémoire, pouvez-vous nous présenter les grands axes de vos recherches sur la mémoire individuelle ?

Fabienne Collette (FC) : Mes travaux ont toujours porté sur le vieillissement et les troubles cognitifs liés dont la perte de mémoire, avec une spécificité sur la mémoire de travail qui permet de garder actives des informations utiles pour la réalisation des tâches en cours.

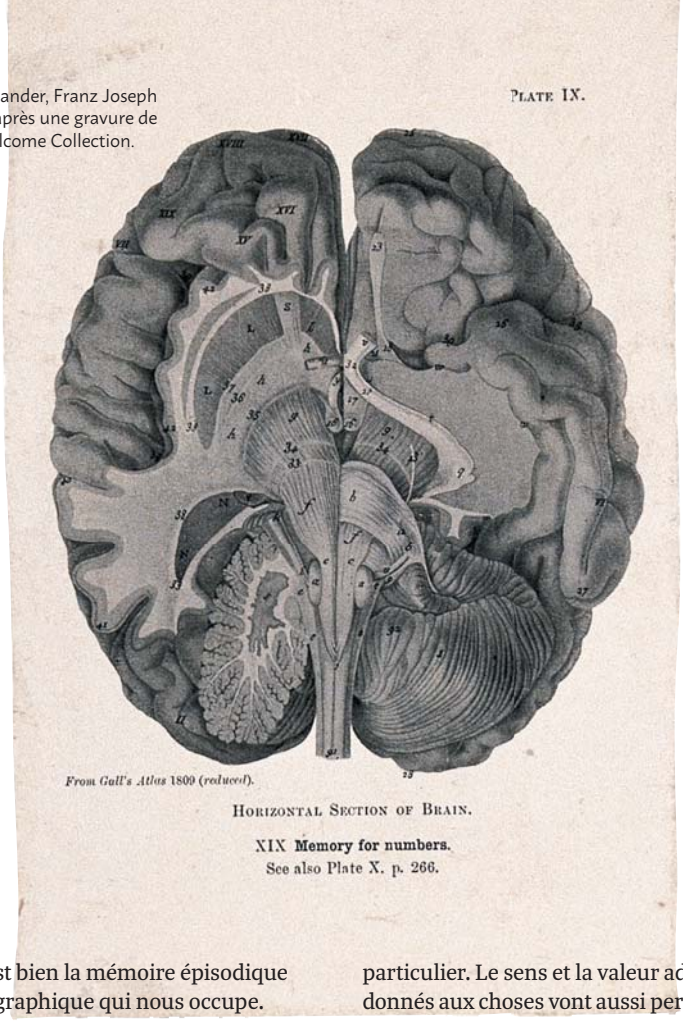
Christine Bastin (CB) : Mes recherches portent sur la mémoire épisodique, c'est-à-dire le contexte spatio-temporel des événements : nos souvenirs vécus personnellement qui constituent notre mémoire autobiographique. L'étude des dysfonctionnements de la mémoire permet de mieux comprendre les processus permettant de se souvenir. J'ai donc travaillé sur le vieillissement naturel et pathologique de la mémoire (maladie d'Alzheimer par exemple). Par ailleurs, nos souvenirs impliquent d'autres personnes, ce qui explique l'élargissement de mon champ de recherche aux souvenirs partagés. J'ai ainsi étudié l'interface entre mémoire individuelle, mémoire collective et mémoire sociale. La mémoire collective, ce sont les souvenirs qu'un groupe possède et qui définissent son identité (dans un lieu de travail, on a tous une mémoire qui correspond à notre rôle de travailleur). La mémoire sociale consiste en des mécanismes de communication par lesquels la société va faire un tri et donner la ligne directrice de ce dont il convient de se souvenir au niveau sociétal (musées, commémorations, etc.). Pour distinguer mémoire sociale et mémoire collective, on peut rappeler que la mémoire collective existe dans la mémoire individuelle, chacun de nous en a une. Tandis que la mémoire sociale existe indépendamment des individus, dans des institutions par exemple. Bien entendu, entre toutes ces mémoires, les interactions sont constantes.

On a ainsi étudié différents événements, cherchant à comprendre ce qui reste ou s'efface au fil du temps dans la mémoire individuelle mais aussi dans la mémoire collective. Le recul est encore un peu court mais on voit déjà pour la mémoire du Covid par exemple que les souvenirs changent. Au début, le souvenir est très personnel puis cette part diminue progressivement, laissant plus de place à la partie commune au groupe. On a aussi étudié des souvenirs plus traumatiques comme la Bataille des Ardennes chez les derniers témoins vivants et leurs descendants, avec l'objectif de recueillir les témoignages des dernières personnes en vie qui ont vécu la Bataille des Ardennes. On cherchait à évaluer ce dont ils se rappelaient, dans quelle mesure cela avait influencé leur identité et le sens donné à leur vie, qui ils étaient devenus au fil du temps et s'ils avaient pris part à des processus de transmission ou de commémorations. Dans la foulée, on a interrogé leurs enfants et petits-enfants pour voir comment cela avait pu modifier la construction mémorielle et identitaire des plus jeunes.

Par quels mécanismes se construit le souvenir au niveau individuel ? Comment fonctionne la mémoire individuelle ?

FC : Rappelons d'abord que « la » mémoire est un mécanisme complexe qui se compose de toute une série de processus dont chacun exerce une fonction bien spécifique, tout en communiquant entre eux. À côté de la mémoire de travail et de la mémoire épisodique, il y aussi la mémoire procédurale (la mémoire des gestes, comme faire du vélo), la mémoire implicite (le fait que nous réactivions des informations auxquelles nous aurions été exposés au préalable), la mémoire sémantique (qui regroupe l'ensemble des connaissances factuelles sur le monde, à la manière d'une encyclopédie).

Il n'y pas de souvenir fidèle à la réalité des faits


PLATE IX.

From Gall's Atlas 1809 (reduced).

HORIZONTAL SECTION OF BRAIN.

XIX **Memory for numbers.**
See also Plate X. p. 266.

Bernard Hollander, Franz Joseph Gall, 1901 (d'après une gravure de 1809), © Wellcome Collection.

CB : Ici c'est bien la mémoire épisodique et autobiographique qui nous occupe. Mentionnons que le terme « mémoire » désigne la fonction d'encoder et de récupérer, tandis que le « souvenir » constitue la trace mnésique, un élément vécu en particulier. Au contraire d'une photographie de nos vies, notre mémoire se construit et se reconstruit et est très facile à déformer. Il n'y pas de souvenir fidèle à la réalité des faits. On peut d'ailleurs estimer qu'on n'a aucun réel souvenir. Au moment où on vit quelque chose, notre cerveau traite tout ce qui se passe autour (personnes, objets, espace, atmosphère) et c'est l'hippocampe, petite zone dans notre cerveau, qui va relier les informations pour créer un souvenir épisodique unique, convertissant la mémoire à court terme en mémoire à long terme. C'est un processus assez automatique qu'on peut par ailleurs amplifier si par exemple on veut s'assurer de ne pas oublier quelque chose en particulier. Le sens et la valeur adaptative donnés aux choses vont aussi permettre aux souvenirs d'être réactivés par l'hippocampe notamment pendant le sommeil. Quand on cherchera à récupérer un souvenir, on utilisera une clé d'entrée, qui est souvent un élément (par exemple un objet) présent dans le souvenir. Mais cette réactivation sera une reconstruction. Par ailleurs, si en réactivant un souvenir, on pense à autre chose, on va fabriquer un nouveau souvenir en incorporant des éléments nouveaux, dont certains n'auront rien à voir avec l'événement initial. Ainsi nos souvenirs ont tendance à se modifier au fil du temps.

FC : En fait, ces processus de réactivation et la façon dont ils influencent la reconstruction du souvenir dépendent de toute une série de facteurs, tels que notre état émotionnel, physiologique, ou notre niveau de fatigue ou de stress.

CB : Notons que nous pouvons aussi avoir des souvenirs transmis, c'est-à-dire des événements vécus par d'autres qui nous sont racontés et qui seront intégrés dans notre mémoire, parfois même dans notre mémoire autobiographique. C'est ce qu'on appelle la mémoire vicariante. Cela fonctionne d'autant plus avec les souvenirs de personnes très proches, notamment des membres de notre famille ou des amis avec qui nous avons de bonnes relations. Et ces souvenirs pourront ensuite avoir un impact sur notre identité. Dans notre étude sur la Bataille des Ardennes, on a ainsi pu voir que le récit personnel et incarné de souvenirs de la guerre avait pu déterminer certaines valeurs défendues par les générations suivantes, par exemple le fait de ne pas gaspiller.

Justement en termes de transmission d'une mémoire familiale, comment les souvenirs se transmettent-ils entre les générations au sein d'une famille ? Et dans quelle mesure évoluent-ils au fil des générations ?

CB : On sait encore peu de choses à ce propos mais il est certain que les souvenirs transmis oralement se perdent après trois ou quatre générations. On observe cette perte progressive de parents à enfants, puis de grands-parents à petits-enfants. Le vécu personnel est sans doute ce qui se perd le plus vite par rapport à des faits généraux. La mémoire se sémantise, c'est-à-dire qu'on perd en contenu émotionnel pour être dans des faits plus généraux comme le fait (très général) que la Bataille des Ardennes a été très dure pour la population de la région parce qu'il y a eu beaucoup de morts et que les villages ont été détruits. C'est un souvenir très factuel contenant peu de détails incarnés.

On sait que les faits traumatiques, comme des faits de guerre, ont une grande influence sur la mémoire. Quel est l'impact du traumatisme sur le fonctionnement de notre mémoire ?

FC : Il y a une certaine variabilité dans la façon dont un épisode traumatique influence la mémorisation de l'événement. Cela va notamment dépendre de la situation de traumatisme, de l'environnement dans lequel il survient mais également de la façon dont la personne va y réagir. Un événement traumatisant peut ainsi donner lieu à une hyper-mémorisation très détaillée et conduire à un syndrome de stress post-traumatique (la personne revit tout le temps ce qui s'est passé et est en hypervigilance), mais également, à l'autre bout du continuum, à une amnésie traumatique (l'événement traumatisant n'a pas disparu mais il n'est plus accessible à la conscience). C'est quelque chose qui peut être observé dans les cas de viol ou d'inceste. Par ailleurs, l'environnement et le support social vont également influencer la façon dont un événement traumatique est mémorisé. Ainsi, dans le cas de la Bataille des Ardennes, la population qui a subi le traumatisme n'a pas été culpabilisée de s'être retrouvée au milieu des combats ; dans les cas de viol et d'inceste en revanche, la victime est souvent soumise à une forme de culpabilisation, d'autant plus si son témoignage est à même de briser des « équilibres » familiaux ou sociaux. De même en ce qui concerne la situation : si par exemple la personne a dû rassembler toutes ses ressources physiques et mentales pour fuir un bombardement et se réfugier, très peu de ressources seront accordées à la mémorisation des informations et la trace risque d'en être très faible. Et finalement, le souvenir d'un épisode traumatique dépend aussi de la personnalité et des caractéristiques cognitives, telles que la tendance à internaliser ou à externaliser sa manière de vivre les événements.

La mémoire n'a pas pour objectif de refléter la vérité, ça n'est pas sa fonction

FC : Il faut souligner qu'un manque de correspondance entre mémoire individuelle et mémoire sociale peut également s'avérer traumatisants. Par exemple les rescapés de la Shoah ont été confrontés, dans le direct après-guerre, au fait que personne ne voulait évoquer les camps d'extermination. En plus d'avoir été et d'être encore à l'époque persécutés, ces gens portaient donc seuls cette mémoire qui n'existait pour personne d'autre. Et cela a mis du temps à être reconnu socialement.

CB : Par ailleurs, quand on cherche à récupérer un souvenir traumatique inaccessible, il faut réinstaller une situation relativement proche (c'est d'ailleurs pour ça qu'on fait des reconstitutions dans le cadre d'enquêtes criminelles). Ces processus de récupération sont très compliqués. Déontologiquement et éthiquement, on ne fait pas ce qu'on veut, cela semble évident. Les techniques d'hypnose peuvent être mobilisées mais de façon extrêmement prudente, car un souvenir peut être induit par le praticien et réencodé comme un souvenir « véritable » pour la personne alors même qu'elle n'aurait pas vécu l'événement induit.

FC : Il est en aussi possible d'induire des faux souvenirs sans hypnose. La psychologue américaine Elizabeth Loftus[1] a réalisé des études dans lesquelles elle induisait progressivement des « faux souvenirs » chez de jeunes adultes, juste par la conversation et l'exposition répétée à des informations erronées. Et une fois créés, les faux souvenirs deviennent aussi réels pour la personne que des souvenirs d'événements s'étant réellement déroulés.

1. Elizabeth Loftus est connue pour son travail pionnier sur l'effet de désinformation sur les souvenirs et les témoignages, ainsi que sur la fabrication et le fonctionnement des faux souvenirs. Ses études ont amené à questionner la fiabilité des témoignages selon la façon dont ils étaient recueillis, en particulier chez les enfants lors d'affaires judiciaires.

Quels types de parallèles peut-on faire entre la construction de la mémoire à un niveau individuel et à un niveau collectif ?

CB : Notre mémoire individuelle est construite de façon hiérarchique : d'un souvenir très détaillé et précis, on évolue vers un souvenir qui se généralise. Ce processus fonctionne de façon analogue pour la mémoire collective : un souvenir collectif finit par être identique et commun à différentes personnes et tend à se normaliser. Par ailleurs, la mémoire collective peut ensuite modifier la mémoire individuelle, dans la mesure du moins où elle ne porte pas sur un événement très important pour la personne. Ainsi beaucoup de souvenirs individuels de la vie quotidienne se caleront sur un souvenir normé, c'est une question d'économie cognitive. En revanche, dans le cas d'événements traumatisants à fort impact sur la vie personnelle, le souvenir individuel se maintiendra, coexistant avec le souvenir collectif, potentiellement dans un rapport conflictuel.

Quelle fonction l'oubli exerce-t-il sur l'individu, et par analogie sur la société ?

FC : D'un point de vue cognitif, l'oubli, qu'il soit passif (non-réactivation et effacement des traces) ou plus actif (efforts pour ne plus penser à quelque chose) est indispensable au bon fonctionnement de la mémoire : si on se souvenait de tout, notre vie deviendrait insupportable (les quelques cas d'hypermnésie montrent des gens en prise à un épuisement mental). L'oubli est donc fonctionnel.

CB : Le principe d'oubli induit par la récupération (OIR) est un mécanisme cognitif adaptatif. Lorsqu'on tente de se souvenir d'une information spécifique parmi des souvenirs associés, le cerveau inhibe les informations concurrentes pour

faciliter le rappel. Cet effort de tri mental rend involontairement plus difficile l'accès ultérieur aux données non sollicitées. Pour la mémoire à un niveau collectif, ce mécanisme est comparable : si dans les discours commémoratifs, les manuels scolaires ou encore les médias, on favorise toujours les mêmes informations, on induit l'oubli des informations qui sont tues.

Vos recherches montrent bien que le souvenir, qu'il soit individuel ou collectif, est toujours une reconstruction, un récit. Dans des situations de traumatismes et de crimes, comment concilier cela avec la recherche de vérité historique, elle-même de plus en plus fragilisée par le régime de post-vérité et les fake news ?

FC : On ne peut pas considérer que les souvenirs soient « vrais » dans l'absolu ; c'est-à-dire qu'ils soient des représentations parfaitement exactes et immuables de ce qui s'est passé. On va *considérer* qu'un souvenir est vrai s'il est authentique pour la personne : la personne « y croit » fermement, même si des divergences peuvent exister avec le souvenir d'une personne ayant vécu le même événement (cf. les discussions lors de repas de famille : « tu portais une robe bleue au mariage du cousin » – « mais non elle était rouge » – « mais non bleue, c'est ta sœur qui avait une rouge »). En revanche, une construction mentale extérieure ou très éloignée de l'événement qui s'est déroulé, élaborée consciemment afin de manipuler d'autres personnes, ne constitue pas un souvenir.

Au niveau de la société, tous les souvenirs ne peuvent être considérés sur un pied d'égalité. En fonction de l'époque dans laquelle on évolue, on portera l'emphase sur certains événements et moins sur d'autres. C'est un peu le principe du travail de mémoire aussi. On peut aujourd'hui considérer avec plus d'importance et un autre regard critique certains événements passés, alors qu'à une autre époque, on ne leur accordait aucun crédit ou au contraire tout crédit de vérité. C'est tout le débat autour des productions culturelles datées dans le temps. Plutôt que supprimer de l'espace public certains contenus qui apparaissent aujourd'hui comme inacceptables, fournir une explication de contexte permettra d'alimenter le débat et de comprendre l'évolution de la société.

La véracité des faits mémoriels doit alors plutôt se concevoir en termes d'authenticité au niveau individuel et en garantissant la pluralité des différentes perceptions d'un événement au niveau collectif. Il convient toutefois de ne pas faire d'amalgame entre l'aspect reconstructif de la mémoire, qui est contraint par la réalité vécue, et la revendication de vérités alternatives, ces dernières revenant à nier des faits objectifs et/ou vérifiables pour se baser uniquement sur des croyances ou ressentis.

CB : Par rapport à cette notion de vérité, il est important de dire que la mémoire n'a pas pour objectif de refléter la vérité. La mémoire n'a pas pour fonction d'encoder la réalité. À ce stade de la recherche, on identifie trois fonctions à la mémoire, pour l'individu et pour la société : la fonction identitaire (savoir qui on est et donner une continuité dans le temps à cette identité : nos souvenirs nous indiquent d'où on vient et pourquoi on est comme on est) ; la fonction directive (pouvoir anticiper le futur et résoudre les problèmes présents : on se sert de ce qu'on a vécu pour pouvoir imaginer ce qui pourrait arriver et faire face aux difficultés) ; et enfin la fonction sociale (l'être humain est un animal social qui cherche à renforcer des liens entre les personnes et créer une cohésion au sein des communautés, fonction que peut exercer le récit et la transmission de souvenirs). En fait il faut comprendre que le souvenir est toujours une reconstruction, vouloir une mémoire vraie n'a en réalité pas vraiment de sens.

Mémoires et transmissions familiales : le chemin de l'art

Autour de l'exposition « Sillages »

Par Tamara Hannay

Dans les chemins sinueux qui peuvent nous mener sur la piste de nos histoires familiales, il est bon de se trouver des guides. Les historiens, sociologues, psychologues, archivistes nous fourniront de bons outils : solides bâtons de marche, fiables boussoles, voire indéchiffrables sextants. Les artistes, quant à eux, nous pourvoiront en excellentes cartes : ils sauront nous montrer, outre les itinéraires balisés, les raccourcis qui leur ont permis d'atteindre plus vite un point sécure ou les détours qui, au contraire, valaient l'effort supplémentaire. S'ils sont bons, ils nous inviteront en plus, comme Nicolas Bouvier, à partager les réflexions et questionnements qui leur sont venus en cours de route.

Pour cela, les Territoires de la Mémoire ont choisi de mettre en lumière le travail de trois artistes qui ont, chacune, remonté les traces de leur histoire familiale pour nous en faire un récit. Ce sont Laure Stroobandt, Anne de Pierpont et Cathy Alvarez Valle. Leurs œuvres, présentées dans l'exposition « Sillages – mémoires et transmissions familiales », sont à découvrir à La Cité Miroir du 19 novembre 2026 au 31 janvier 2027.

Laure Stroobandt est illustratrice. Elle a entrepris un travail de recherche graphique autour du parcours migratoire de sa grand-mère Helena, qui a quitté la Pologne pour la France, à pied, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ces recherches prennent la forme d'une série de dessins composés de fragments rassemblés par un fil narratif, celui du parcours d'Helena. Mêlant textes et illustrations au crayon et à la gouache, ils nous invitent à marcher dans les traces de deux femmes : celle qu'on raconte et celle qui raconte.

Cathy Alvarez Valle est artiste plasticienne. Descendante de familles ayant subi la dictature franquiste, elle interroge depuis plusieurs années ce passé familial et les questions liées à la mémoire dans son travail artistique. Elle présente ici deux pièces : la vidéo « Résistance par la bonté » et la broderie « Célia Valle Valle », accompagnées des archives qui les ont inspirées.

Anne de Pierpont est psychologue et photographe. Pour s'affranchir des silences imposés par sa propre histoire familiale, elle a publié en 2026 *« CHUT ! »*, un livre de photographies consacré aux secrets de famille. Pour cette exposition, elle en a adapté le contenu sous forme de dispositifs de tables lumineuses présentant, en couches superposées, des images symbolisant des secrets de familles et des photographies questionnant, de manière métaphorique, leurs effets sur les générations qui en héritent.

Ces trois démarches, singulières et parallèles, posent des questions qui se recoupent, et que les artistes renvoient vers nous, visiteurs et visiteuses, avec nos propres histoires : de quoi hérite-t-on inconsciemment ? Pourquoi et comment se réapproprier son histoire ? Quelle mémoire voulons-nous transmettre ? À qui appartiennent les histoires ?

« Il me dit ses regrets de ne pas avoir interrogé ses parents, au moment où il était encore possible de leur parler. Je le réconforte en lui rappelant que ce genre de liberté saute souvent une génération : il faut se sentir autorisé, briser un serment implicite de loyauté. »

Vanessa Springora[1]

Qu'il s'agisse d'un passé délibérément caché, farouchement gardé sous silence ou resté dans l'ombre des récits mythifiés, chacune de ces trois artistes a entrepris de faire sienne son histoire familiale, d'en élaborer un récit personnel où passé et présent dialoguent entre les générations.

1. Vanessa Springora, *Patronyme*, Grasset, 2025.



Anne de Pierpont, *Lacunes*.



Laure Stroobandt, *Cartographie d'un vide habité* (détail).

Pourquoi et comment les petits-enfants s'emparent-ils des histoires de leurs ancêtres pour les raconter et quelles sont les spécificités de ces récits familiaux ?

Les démarches créatrices de Cathy Alvarez Valle, Anne de Pierpont et Laure Stroobandt, parce qu'elles sont en outre intimement liées à l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ou de la guerre civile espagnole, s'inscrivent dans le cadre de ce que Marianne Hirsch a appelé la « post-mémoire[2] ». Cette post-mémoire peut se définir comme la « transmission de traumatismes de la guerre ou du génocide par ceux qui n'ont pas connu la guerre ou qui étaient trop jeunes pour comprendre la gravité des événements[3] ». Laure, Anne et Cathy n'ont pas connu les événements traumatiques auxquels les relie leur passé familial. Elles se font, par leur démarche artistique, les porte-paroles d'une histoire qu'elles n'ont pas vécue, mais dont elles sont héritières, qu'elle leur ait été volontairement transmise ou non (ce qui pose d'autres questions[4]). On quitte donc les territoires du témoignage, qui a longtemps occupé une place centrale dans les rapports qu'entretiennent histoire et mémoire[5] : il ne s'agit plus de se remémorer, mais de créer, ce qui invite à questionner plus avant les liens, étroits, entre ces deux démarches. Quelle est la place de l'imaginaire dans la construction de la mémoire ?

« De même que la perception, la mémoire n'est pas un recouvrement passif mais un processus actif et créateur dans lequel l'imagination est impliquée. »

Siri Hustvedt[6]

Le souvenir lui-même est toujours reconstruit, mais « on va considérer qu'il est vrai s'il est authentique pour la personne[7] ». Qu'en est-il pour ces mémoires indirectes, ces histoires reconstruites par des individus qui ne les ont pas vécues, mais qui y sont malgré tout liés par une forte dimension affective, tenant à leur proximité avec les protagonistes ? Cette dimension affective est puissante : elle permet de donner corps à l'histoire – en lui prêtant des visages qui sont ceux de nos grands-pères, de nos grands-mères

2. Marianne Hirsch, *Family Frames. Photography Narrative and Postmemory*, Harvard University Press, 1997.

3. Régine Robin, *La mémoire saturée*, Stock (Un ordre d'idées), 2003, p. 322, citée par Stéphanie Bellemare-Page dans « La littérature au temps de la post-mémoire : écriture et résilience chez Andreï Makine » dans *Études littéraires*, Vol. 38, n° 1, automne 2006.

4. Voir l'entretien avec Anne Muxel dans ce même numéro.

5. À ce sujet, voir Julien Paulus, « Le témoignage entre vérité historique et vérité fictionnelle », *in* Jean-Louis Dumortier, Veronica Granata, Philippe Raxhon et Julien Van Beveren (dir.), *Devoir de mémoire et pouvoir des fictions*, Presses universitaires de Namur (Diptyque), 2015, pp. 81-91.

6. Siri Hustvedt, *Vivre Penser Regarder*, Actes Sud (Babel), 2013, p. 139.

7. Voir l'entretien avec Christine Bastin et Fabienne Collette dans ce même numéro.

– et à la manière dont elle s'inscrit encore en nous, dans nos filiations. Mais parce qu'ils sont par essence des reconstructions, ces récits qui ne s'appuient pas sur de l'expérience vécue mais sur d'autres récits, transmis, sur des objets, des archives… vont devoir se donner d'autres garanties de vérité. Cette manière spécifique de « faire mémoire » s'appuie sur une éthique, qui peut se traduire notamment dans la place prise par le locuteur : la marque affirmée de la présence de l'artiste dans son propre récit engage le spectateur à rester actif dans sa lecture d'une interprétation qu'il lui est impossible de penser objective. Ce faisant, des œuvres qui, comme celles qui nous occupent, interrogent la constitution de la mémoire[8], qui nous en montrent le processus en train de se faire, nous invitent à questionner le travail de mémoire en lui-même.

Le parti pris de Laure Stroobandt est de réinterpréter les images qu'elle rassemble et confronte dans ses dessins (photos d'archive, de famille, objets hérités, éléments contemporains…). Ce faisant, elle laisse partout son empreinte : chaque dessin est la trace de son intervention sur les images qu'elle nous montre et fonctionne comme un rappel que chacune d'entre elles a été sélectionnée, cadrée, modifiée, qu'aucun matériau ne nous est livré « brut ». Des notes manuscrites ajoutent à sa présence, à l'affirmation de sa subjectivité dans la recherche. Les tests de palettes de couleurs, visibles dans les marges des dessins, exposent le travail en train de se faire.

Chez Anne de Pierpont, les images liées au passé sont davantage préservées. Les photographies relatives aux secrets sont traitées de manière neutre, s'apparentant davantage à des scans ou des photocopies (d'extraits de livres, de documents officiels, d'archives). C'est leur juxtaposition, voire leur superposition avec des photographies n'ayant *a priori* rien à voir qui suscite le questionnement et l'émotion. Que l'image soit cachée dans les plis du livre ou dans le fond d'un caisson lumineux, recouverte par d'autres, c'est le dispositif d'impression ou d'exposition, et donc l'intervention explicite de l'artiste, qui traduit la notion de secret. L'image en elle-même ne dit rien, c'est la place dans laquelle on la met qui lui confère son statut.

Cathy Alvarez Valle, dans « Célia Valle Valle » intervient directement sur un document d'archive concernant sa grand-mère : elle brode sur la reproduction d'un article de presse. Son intervention rend apparente la lecture personnelle qu'elle en fait et la manière dont elle classe les informations : en couleurs uniquement les faits, les noms, les dates et les violences, laissant en gris tout ce qui lui semblait subjectif. Les écarts de fond entre l'archive et l'œuvre sont infimes : le nom d'un l'enfant décédé ajouté, sorti de l'anonymat (ajout signalé par un astérisque), la signature de l'artiste, en bas de l'article, et la date.

On le voit, outre cette posture éthique de présence du locuteur, les gages d'authenticité que peuvent se donner de telles démarches tiennent à la place qu'y prennent les archives et au travail de documentation dont elles se nourrissent. Les artistes qui s'y engagent sortent de la transmission passive d'un récit familial préexistant, de la mémoire « subie[9] », passivement assimilée, pour construire, par la recherche, une mémoire « agente ». Chacune a mené une véritable enquête, jusqu'en Espagne ou en Pologne, mobilisant des archivistes, des archéologues, des psychologues, impliquant des références théoriques et journalistiques. Les traces matérielles intimes y ont un rôle important : les carnets de note découverts par Anne au décès de ses parents, la chemise (rouge !) de la tante de Cathy, le petit sac à main d'Helena, qui contenait tout ce qu'elle avait emporté avec elle de Pologne… À ces archives intimes, objets reçus ou trouvés, viennent en cours de route s'adjoindre des archives officielles (photographies d'époque, documents officiels conservés dans les centres d'archives nationaux…)

8. C'est l'objet d'un article de Patricia Touboul qui a inspiré les paragraphes suivants : Patricia Touboul, « Ce que l'art fait à la mémoire : le renouvellement éthique de l'appropriation du temps humain », in *Nouvelle revue d'esthétique* (n° 18), Presses universitaires de France, 2016, pp. 103-114.

9. Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil (Point), 2000, cité par Patricia Touboul, *op. cit.*


Park im
Marii i Lecha
Kaczynskich
-e Belvédère
-e Port
Dans les cultures non occidentales, il est fréquent d'envisager les pas comme vecteurs de savoir et d'identifier la marche à un mode de pensée ; une telle idée fonctionne notamment comme métaphore du souvenir : l'histoire est une région où l'on pénètre en faisant demi-tour.
Kielce


Bar
Mleczny
Stonieczny
- Cantine -
Je me souviens du chou violet rapé kapusta ? kapusta ? des concombres au yaourt et à l'aneth et d'une soupe au goût étrange
Les tables sont étroites, la cantine bondée, on mange au coude à coude ce midi là
J'ai dû faire la file
Il y a des "hotel" des "zupy" et des "naleśniki"





Laure Stroobandt, *Cartographie d'un vide habité* (détails).



Cathy Alvarez Valle, *Resistencia por Bondad* (installation).

qui permettent de remonter les pistes, de mener les enquêtes, d'asseoir ces récits et de les inscrire dans une histoire sociale et collective. Une partie des archives qui nourrissent le travail de recherche prend ensuite place dans le dispositif artistique ; les artistes nous montrent leurs sources et ce qu'elles en ont fait.

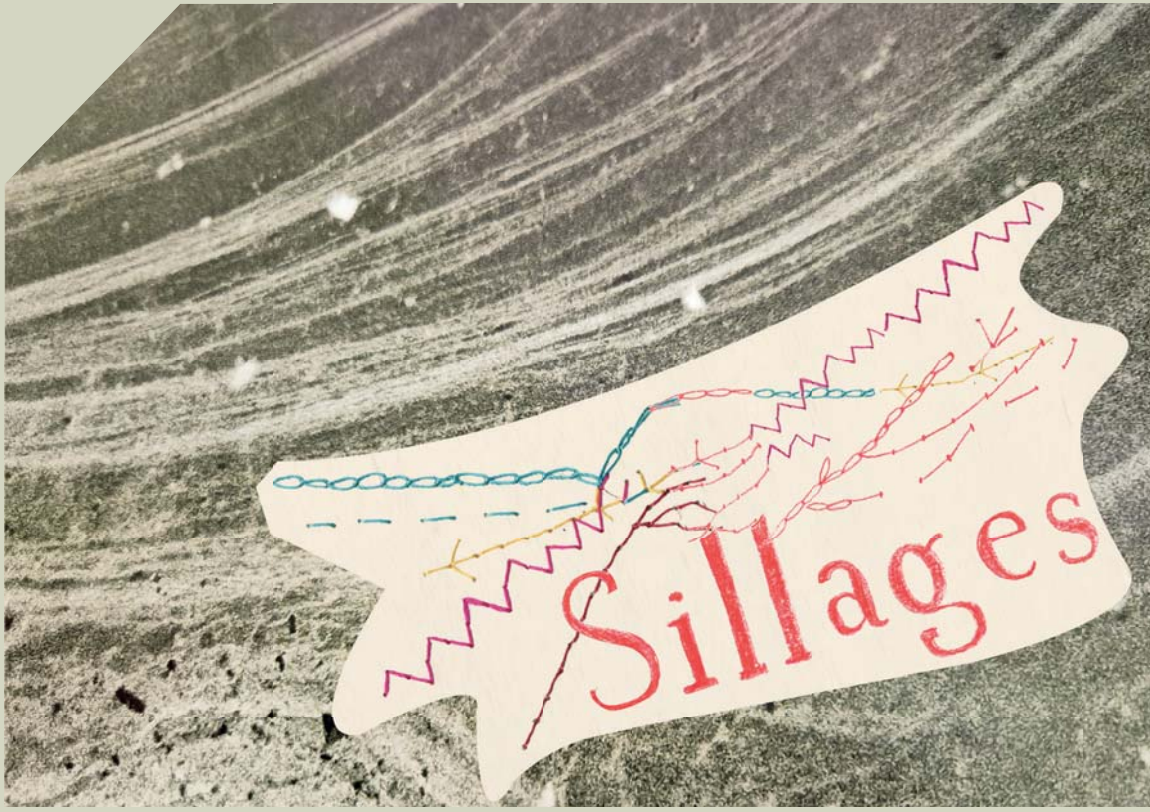
Ainsi en est-il aussi des blancs que, malgré toutes les recherches, on ne pourra jamais remplir. Les artistes interrogent avec nous ces espaces négatifs[10] du dessin, ces hors-champs de la photo, ces zones grises, et ce qu'ils racontent à leur tour.

« La mémoire, lorsqu'elle reste vivante, incite à continuer l'histoire plutôt qu'à la contempler. »

Eduardo Galéano

Comment la mémoire peut-elle transformer notre présent ? À titre personnel, le travail de mémoire peut recouvrir une dimension thérapeutique : il permet parfois de se libérer du passé (de couper les transmissions tacites intergénérationnelles) ou de réparer des liens. Il peut également être une manière d'honorer ses ancêtres, de rendre visibles ceux (et souvent celles) qui ont été oublié·es. Il permet aux artistes de s'inscrire à leur tour dans l'histoire, d'y prendre leur place en la partageant pour y trouver, personnellement ou collectivement, de la force, de l'énergie de lutte. Et peut-être susciter chez d'autres ce mouvement vers ses propres racines et la puissance qu'elles peuvent donner… ○

10. « Terme employé pour définir les vides autour des sujets que l'on dessine et qui aident à les percevoir avec plus de précision. » (Laure Stroobandt)



EXPOSITION

SILLAGES

Mémoires et transmissions familiales

Laure Stroobandt
(illustratrice)

Cathy Alvarez Valle
(artiste plasticienne)

Anne de Pierpont
(photographe)

DU 15 NOVEMBRE 2026 AU 31 JANVIER 2027

À LA CITÉ MIROIR

PLACE XAVIER NEUJEAN 22. 4000 LIÈGE

ESPACE RENCONTRES
DE LA BIBLIOTHÈQUE
GEORGE ORWELL - 2e ÉTAGE

GRATUIT **INFORMATIONS, ACTIVITÉS ANNEXES & VISITES ANIMÉES** : BIBLIOTHEQUE@TERRITOIRES-MEMOIRE.BE | 04 232 70 62

WWW.TERRITOIRES-MEMOIRE.BE

Territoires de la Mémoire

Tisseuses d'histoires : épaissir, imaginer, raconter…

Autour de *La Taranta* • *Heureux sans héros*

Par Maite Molina Mármol



La Taranta • Heureux sans héros, *c'est l'histoire de l'Italie, l'histoire des pratiques populaires, l'histoire des luttes sociales, l'histoire de ce que la science fait aux individus, l'histoire du pouvoir du collectif qui a longtemps été oublié au profit de la figure individuelle du héros*



© Goldo/Dominique Houcmant,
La Taranta·Heureux sans héros, 2026.

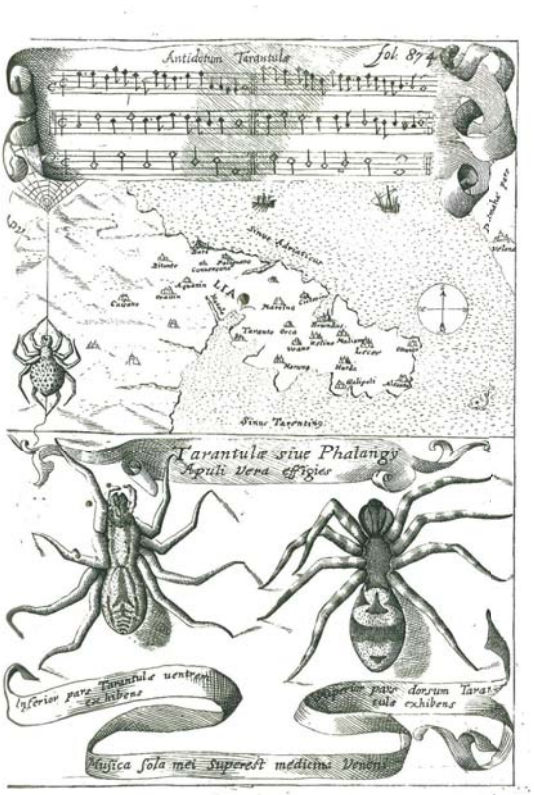
« *Telaraña*. Toile d'araignée. La toile d'araignée de l'identité sexuelle et de l'histoire dans laquelle est prise la femme [...] ; la toile de son propre pouvoir qu'elle invente (tisse) [...]. Aujourd'hui, une machine s'en charge, mais avant la révolution industrielle, le filage et le tissage étaient un travail de femmes, si bien qu'on apparentait ces dernières à des araignées, de même que dans les vieux contes les araignées sont des créatures féminines. Sous nos latitudes [américaines], Grand-mère Araignée est la principale créatrice de l'univers dans les récits originels des Hopis, Pueblos Navajos, Choctows et Cherokees. La mythologie grecque, quant à elle, raconte l'histoire d'une jeune fille excellant dans l'art du tissage et transformée en araignée. Elle raconte aussi les puissantes Parques qui filent, puis coupent le fil de vie des humains et s'assurent que le récit linéaire de chacun ait une fin. La toile d'araignée figure ce qui n'est pas linéaire, les nombreuses directions que pourraient prendre les choses, leurs nombreuses sources ; ce sont des images de grand-mère aussi bien que de lignées de fils. »

Rebecca Solnit,
« Grand-mère araignée[1] »

1. Rebecca Solnit, *Ces hommes qui m'expliquent la vie*, Paris, éd. de l'Olivier, 2018 [2014], p. 88.

2. *La Taranta • Heureux sans héros*, brève note sur le projet, www.festivaldeliege.be.

« La taranta est une araignée réelle et symbolique qui piquait surtout les paysannes pendant la récolte du tabac ou du blé, leur injectant ainsi un puissant venin. La morsure de la taranta provoquait de la mélancolie, qui était soulagée par la joie, grâce à la danse et la musique[2]. »



Athanasius Kircher, Antidotum tarantulae - musique pour le traitement d'une morsure de tarentule, 1673.

C'est à la figure de cette araignée et du rituel de guérison mis en place par la collectivité que Martine de Michele et Camille Paulus consacrent *La Taranta • Heureux sans héros*, la dernière création de « En Compagnie du Sud », spectacle dans lequel elles jouent et qu'elles ont créé.

La présentation de cette pièce s'accompagne ici d'une réflexion sur le processus de travail adopté par Martine de Michele et Camille Paulus, qui m'a semblé faire écho, en plusieurs points, aux propositions de Donna Haraway, philosophe américaine et contributrice essentielle aux *feminist sciences studies*. Pour ce faire, j'ai choisi d'extraire trois gestes qui m'ont paru centraux dans la pensée foisonnante de Donna Haraway : épaissir, imaginer et raconter.

Cette lecture s'inscrit dans le prolongement d'une analyse entamée avec Martine de Michele sur le précédent spectacle de la compagnie, *Les Fils de Hasard, Espérance et Bonne Fortune*, qui avait mis en évidence la dimension féminine de la mémoire sur laquelle s'appuyait ce spectacle : une mémoire d'une part axée sur l'horizontalité des échanges et le partage, plutôt que sur la verticalité et la seule transmission de l'histoire des ancêtres ; une mémoire d'autre part porteuse d'une dimension quotidienne et intime[3].

S'inscrivant dans ce sillage mais également comme dans un jeu de miroir avec le sujet qui donne son nom à la pièce (l'araignée *Lycosa tarantula*), Martine de Michele et Camille Paulus me sont apparues comme des tisseuses d'histoires, créatrices d'une toile qui noue les fils des différentes dimensions et lectures d'un rituel de guérison observé dans le sud de l'Italie au moins jusqu'à la moitié du xx^{e} siècle et objet jusqu'à aujourd'hui d'innombrables études et travaux.



Luigi Stifani, Salvatora Marzo et Pasquale Zizzani, durant le rituel de la tarantelle.

Des Fils de Hasard… à La Taranta • Heureux sans héros : l'Italie comme prétexte

Reprise et remaniement de la pièce *Hasard, Espérance et Bonne Fortune* du Théâtre de la Renaissance[4], *Les Fils de Hasard* constituait déjà une tentative de mise à distance d'une mémoire communautaire (celle de l'immigration italienne en Belgique) pour s'articuler autour de la « mémoire vive » portée par les individus : une mémoire du quotidien, vécue plus que revendiquée, faite d'anecdotes, de moments de partage comme les repas de famille ou encore de chants populaires.

S'il s'agissait également de dépasser la logique commémorative, qui a tendance à figer les identités, pour mettre en évidence l'universalité de l'expérience migratoire[5], Martine de Michele dresse aujourd'hui, en regard de cet objectif, un constat mitigé :

> « On ne voulait pas que *Les Fils de Hasard, Espérance et Bonne Fortune* soit un spectacle communautaire. Notre travail a été de plonger dans l'entonnoir de cette histoire pour la rendre la plus universelle possible. Et on constate aujourd'hui que ça devient compliqué. On a beau retravailler le spectacle, comme

3. Maite Molina Mármol et Martine De Michele, « (Re)Vivre plutôt que commémorer. La mémoire au prisme de la création théâtrale *Les fils de Hasard, Espérance et Bonne Fortune* », *Analyse de l'IHOES*, n° 184, 22 mars 2018, [En ligne] www.ihoes.be.

4. Cf. Martine De Michele et Dawinka Laureys, « *Les Fils de Hasard, Espérance et Bonne Fortune*, une création théâtrale d'utilité publique », *Analyse de l'IHOES*, n° 180, 21/12/2017, [En ligne] www.ihoes.be.

5. « […] que ça parle d'autre chose que d'identité italienne » pour « […] ne pas oublier une histoire qui était aussi bien d'Italiens que de Belges, voire d'autres ». Maite Molina Mármol et Martine De Michele, *op. cit.*, p. 5.



Manifestation des ouvrières de la manufacture de tabac lors de leur révolte à Lanciano en 1968. Crédits photo : Cav. Foto Paulitti.

> quand la mariée se lève à la fin, et qu'elle dit "je pourrais vous dire que je suis fière d'être belge et italienne mais c'est pas ça le sujet". Puis elle [cite] des extraits d'auteurs pour dire qu'il faut être ensemble pour lutter, etc. Aujourd'hui on est tellement dans un contexte de repli, où on met en avant *sa* culture, que pour nous, porter des projets comme *Les Fils de Hasard*… ça devient presque dangereux, même si on répète que ce ne sont pas des projets communautaires mais d'ouverture[6]. »

Ainsi *La Taranta • Heureux sans héros*, leur nouvelle production, s'appuie sur le contexte italien mais ses conceptrices soulignent leur volonté de ne pas cantonner le spectacle à un projet identitaire et de sortir de l'émotionnel pour permettre de poursuivre la lutte, d'agir. La pièce propose en effet plusieurs couches de lecture du rituel de guérison qui constitue son objet. Comme l'indique la deuxième partie du titre, « *Heureux sans héros* », il s'agit en premier lieu de contrer l'individualisme auquel nous pousse le monde contemporain en mettant en exergue la dimension collective de ce processus pris en charge par l'ensemble de la communauté.

En compagnie de Donna Haraway : « épaissir »

La Taranta • Heureux sans héros commence ainsi par présenter le témoignage du « musicien des tarantulées », Luigi Stifani, et les travaux de référence de l'ethnologue Ernesto de Martino qui avait centré son ouvrage *Terra del rimorso* sur la présentation du cas de Maria, tarentulée prise en charge par le barbier-violonniste du village et d'autres

6. Entretien avec Martine De Michele et Camille Paulus réalisé le 6/01/2026 dans les locaux de « En Compagnie du Sud », à Liège.

musiciens issus de la communauté, encadrés par l'entourage familial et le voisinage de la jeune victime[7].

Mais rapidement, et suivant les propositions de Vicenzo San Toro puis d'Alessi dell'Umbria, le spectacle s'attache à réinscrire les observations de ce rituel de guérison dans le contexte des luttes sociales des années 1950 menées par les *tabacchine*, ces paysannes italiennes travaillant dans les plants de tabac, et qui avait été totalement passé sous silence par de Martino.

> « Ernesto de Martino est là en plein milieu de tous les combats des *tabacchine*. Les femmes qu'il rencontre pour la plupart sont des ramasseuses d'olives ou de tabac, et il n'en parle pas…
>
> Il les réduit beaucoup à des femmes névrosées, en pleine transition prépubère, alors qu'on pourrait aussi se demander si le mal à soigner n'est pas lié à des conditions de vie, de travail et de lutte. D'où la volonté de réécrire. »

Ce travail de recontextualisation permet donc aussi une prise de distance avec l'analyse médicale mise à l'avant-plan par de Martino, mais également, comme le dit un peu plus tard Camille :

> « Parler des *tabacchine*, c'est aussi une manière de ne pas essentialiser le personnage de Maria, et de dire que c'est aussi elle mais aussi elle, elle, elle… »

Car la figure de « Maria la tarentulée » devient la référence à l'heure de parler du rituel de guérison et celle-ci est essentialisée au point de ne plus parvenir à se faire entendre, comme dans l'entretien auquel elle est soumise dans *Sud e Magia* de Gianfranco Mingozzi (1978), qui la ramène constamment à cette expérience jusqu'à ce que, excédée face à la confiscation de sa parole, elle décide de mettre fin à l'échange avec son interlocutrice.

Contre cette réduction, Martine et Camille se sont efforcées de rendre à Maria son identité, de la réinscrire dans un collectif, celui des *tabacchine*, mais également de multiplier les points de vue et les témoignages sur l'expérience du rituel de la *taranta*. Ce faisant, elles donnent à entendre une pluralité de voix, dans une démarche qui entre en résonance avec la conception du savoir proposée par Donna Haraway (exposé ici par Vinciane Despret) : « S'engager avec des mondes tels que nous en héritons et tels qu'ils sont en train de se faire, en ajoutant des histoires qui épaississent et implosent au lieu d'analyses qui désarticulent, se traduit dans la manière très particulière de théoriser d'Haraway : il s'agit, selon ses propres termes, de densifier, de multiplier des "fils qui collent", qui font tenir ensemble quantité de choses. Il s'agit plus concrètement, "de redécrire, et de redécrire encore quelque chose de façon à ce qu'il devienne plus épais qu'il n'y paraît à première vue[8]". »

Cette figure de l'implosion, ce « souffle puissant [dont] aucune catégorie ne sort indemne[9] » est d'ailleurs d'une certaine manière convoquée par Camille quand elle explique qu'elles partent certes du rituel mais empruntent très vite d'autres pistes : le propos éclate et évoque des aspects très actuels qui peuvent éveiller des choses chez des personnes qui ne sont pas italiennes.

La multiplication des récits et des points de vue est nécessaire dans la perspective des « savoirs situés » proposée par Haraway qui défend la pertinence et même le « privilège de la perspective partielle » contre l'exigence fallacieuse de l'objectivité. Ces « savoirs situés » sont « encorporés », localisables, porteurs de leur ancrage et donc responsables : « la partialité, et non l'universalité, est la condition pour faire valoir ses prétentions à la construction d'un savoir rationnel. Ce sont des prétentions qui partent de

7. Cf. pour les références qui suivent la bibliographie et filmographie en ligne proposée par « En Compagnie du Sud », www.festivaldeliege.be.

8. Donna Haraway et Thyrza Goodeve, *How like a leaf*, Routledge, 2000, p.108, cité par Vinciane Despret dans la postface à l'ouvrage *Être femelle. Le tournant féministe dans la primatologie*, Marseille, Éd. Wildproject, 2025 [1989], pp. 272-273.

9. « Imposer plutôt que séparer, afin de rendre aux choses, aux êtres, à nous, cette dimension d'être "du monde". La préface que [Donna Haraway] a donnée à la traduction de ce livre rappelle à quel point nous avons en héritage un lourd passif de séparation. Nous sommes héritiers et héritières de ce partage entre nature et culture ; et c'est ce partage, ses conséquences et les récits qui les soutiennent qu'il s'agit de déstabiliser. […] », *Ibid*., p. 271.

la vie des gens ; la vue depuis un corps, toujours complexe, contradictoire, structurant et structuré, opposé à la vue d'en haut, depuis nulle part et simple[10] ».

Or, la conception même de *La Taranta • Heureux sans héros*, pour laquelle les autrices affirment qu'il y a eu « très peu d'écriture pure », permet de mettre en évidence l'impossibilité et le refus pour elles de revendiquer un « savoir absolu » sur la thématique explorée. C'est ainsi qu'elles ont choisi de structurer la pièce autour de la mention et des citations des auteurs qui les ont questionnées et dont les réponses restent encore en suspens. Elles rendent ainsi visible, dans le spectacle, leur propre parcours, ne cherchant pas à affirmer un savoir, toujours à réécrire, mais défendant une forme d'« honnêteté » qui implique de confronter et mêler les documents.

« Imaginer »

Pour Donna Haraway, il est nécessaire de réserver dans le savoir une place à la dimension spéculative de la pensée[11]. Ici, « réalité » et fiction ne se placent aucunement dans un rapport hiérarchique, ayant l'une comme l'autre des effets sur le monde et permettant de mieux le penser[12].

Martine évoque à plusieurs reprises au cours de notre entretien la nécessité de « parfois réécrire un petit peu [l'histoire], de se permettre aussi de composer notre propre histoire à travers plein de documents ». L'un des moyens de cette écriture personnelle de la part des autrices a consisté en la convocation d'autres textes et auteurs qui ne portaient initialement pas sur la thématique explorée par *La Taranta • Heureux sans héros*. Par exemple, elles ont choisi de mettre dans la bouche de Maria une phrase du violoniste Luigi Stefani qui, bien que prononcée par une



10. Donna Haraway, « Savoirs situés : la question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle », in Donna Haraway, *Manifeste cyborg et autres essais. Sciences, fictions, féminismes. Anthologie établie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan*, Paris, Exils Éditeur, 2007 [1988], p. 126 (pp. 107-142).

11. Sous le mode plus spécifique de la science-fiction qui occupe une place importante dans son imaginaire conceptuel et politique. María Puig de la Bellacasa, *Les savoirs situés de Sandra Hardings et Donna Haraway. Science et épistémologie féministes*, Paris, éd. L'Harmattan, 2014, p. 129.

12. *Ibid*, p. 234.



© Goldo/Dominique Houcmant, La Taranta. Heureux sans héros, 2026.

personne d'une autre époque, résume tout le problème écologique actuel : « Aujourd'hui plus personne ne va travailler dans les champs. Maintenant nos campagnes sont pleines de poison. Tous nos animaux meurent et c'est tout juste si nous ne nous mourons pas, nous aussi ». De même, la pièce s'ouvre sur l'histoire du diable tirée du texte *Il cafone all'inferno* (1955) du militant de gauche Tommaso Fiore, ce qui permet d'inscrire d'emblée le spectacle dans la perspective de la lutte et de la contestation. Ce processus d'écriture répond bien à l'invitation à « imaginer » de Donna Haraway, en entrelaçant la réalité et la fiction.

« Raconter »

Dans *La Taranta • Heureux sans héros*, Martine et Camille nous racontent des histoires dont Donna Haraway dit qu'elles sont « des moyens d'accéder à des modes de vie[13] ». L'histoire de Maria, mordue par la *taranta* mais qui est aussi Maria la *tabacchina* ; l'histoire des *tabacchine* et de leurs conditions de travail ; l'histoire de Francesca Serio qui intente un procès à la mafia pour la mort de son fils qui a tenté de dénoncer la condition servile des paysans ; l'histoire d'un fils de partisan qui voit son père mort lui revenir en rêve pour demander des comptes sur l'homme et le monde nouveaux ; l'histoire de Luigi Stefani le « violoniste-informateur » mais aussi des autres musiciens de tarentulées et de Torra Marzo, la guérisseuse-tambourelliste laissée dans l'ombre jusqu'aux recherches de Elina Caroli ; l'histoire de ceux, nombreux, qui se sont penchés sur le rituel de la *taranta*.

La Taranta • Heureux sans héros, c'est l'histoire de l'Italie, l'histoire des pratiques populaires, l'histoire des luttes sociales, l'histoire de ce que la science fait aux individus, l'histoire du pouvoir du collectif qui a longtemps été oublié au profit de la figure individuelle du héros.

La Taranta • Heureux sans héros prend donc la forme d'une toile patiemment tissée, dont les fils se relient, conduisent les uns aux autres, dessinant une arantèle. La toile de l'araignée – Donna Haraway évoque elle le jeu de ficelles (*cat's cradle*) – comme image du processus de conversation avec le monde qui est celui sur lequel reposent les savoirs situés attendant du scientifique qu'il s'engage avec son « objet » : il ne s'agit pas de découvrir le monde mais de prendre part à sa création collective[14].

À la manière aussi des pleureuses qu'évoque la pièce : incapables de réaliser un lamento s'il n'y a pas de mort ou de fredonner une berceuse si elles n'ont pas de bébé dans les bras, leur chant qui fait du deuil un rituel collectif s'improvise et intègre la présence de l'anthropologue venu les enregistrer, pris au dépourvu, lui rappelant qu'il ne peut considérer les gens comme des « documents ». ○

13. Donna Haraway, *Être femelle, op. cit.*, p. 27.

14. Ou encore, il s'agit de fabriquer du sens et pas seulement de déconstruire. María Puig de la Bellacasa, *op. cit.*, p. 178.

Génocide au Rwanda

Témoigner pour soi, les siens et les autres

Entretien avec Joséphine Uwimana

Propos recueillis par Milena De Paoli



Joséphine Uwimana est née et a grandi au Rwanda. En 1994, elle a survécu au génocide des Tutsis perpétré par les Hutus. Elle livre son témoignage dans Joséphine : seule sur ma colline *(Altura, 2026), un livre qu'elle a co-écrit avec Bernard Wilkin et Donatille Karurenzi.*

Lorsque le génocide a lieu en 1994, Joséphine n'a que 29 ans et doit fuir pour essayer de survivre. Son témoignage, elle ne le partagera réellement que trente ans plus tard, un témoignage qui retentira au sein de sa propre famille. Aujourd'hui, à 61 ans, elle veut parler pour ceux qui ne le peuvent plus.

Vous avez vécu la haine progressive envers les Tutsis, et le génocide qui s'est déroulé en 1994. Pourriez-vous nous raconter votre histoire dans ce contexte ?

Je suis née et ai grandi au Rwanda, sur la colline de Biguhu à Kibuye. À l'âge de 20 ans, je suis partie à Kigali pour travailler, j'ai rencontré quelqu'un, nous étions terriblement amoureux, et je me suis mariée[1]. On a eu deux enfants, une fille et un garçon. Et puis l'horreur du génocide est arrivée en 1994. Il y avait déjà eu des signes avant-coureurs auparavant. Chaque année, dans les écoles, il y avait des statistiques. On nous demandait de lever le bras si on était tutsi, et on était toujours en minorité. On ne savait pas pourquoi mais on se sentait mal à l'aise. C'est plus tard qu'on a compris : c'était une forme d'humiliation. Et même si on travaillait bien à l'école, en tant que Tutsis, on n'était pas sûr d'avoir une place pour continuer l'école ou l'université. Il y avait aussi la radio Mille Collines qui faisait de la propagande. On entendait qu'il fallait tuer les Tutsis, qu'ils étaient des « cafards » et des ennemis.

À Kigali, la guerre a commencé le 7 avril. Il y avait des bombardements dans la ville, et un voisin militaire nous a conseillé de partir car on habitait tout près de l'aéroport. Avec mon mari, on n'avait pas d'autre choix que de fuir. Ma fille avait alors trois ans et mon fils six mois. Je me suis dit que si je confiais ma fille à ce militaire elle allait peut-être

1. Dans le cadre d'un mariage mixte puisque le mari de Joséphine était Hutu, ce qui n'était pas très bien accepté.

échapper à ça. Et je lui ai demandé de la protéger. Mon fils était trop petit, j'ai dû le prendre avec moi. On est partis le 8 avril.

Là, tu survis au jour le jour, en comptant parfois sur un coup de chance. Tu essayes de te cacher, de te fondre dans la masse, de survivre. Tu ne vas pas travailler, tu tournes en rond, tu n'as plus de repères. Je ne connaissais plus les jours, le calendrier s'est arrêté le 7 avril. Ça a duré 3 mois. 100 jours. Le but était de semer la terreur. À la radio, une journaliste a demandé : « Les Tutsis



qui restent, ils feront quoi ? » On te fait tellement douter : tu te demandes ce que tu vas faire si tu restes. Des gens cachés sortaient pour se livrer.

Évidemment ça a été très dur mais à chaque fois j'étais à distance : je me cachais, j'esquivais, on prenait d'autres chemins. Et puis on est arrivés à une barrière filtrante près de la frontière du Congo. C'est la première fois que je me suis retrouvée face à ce tueur avec son gourdin. J'ai toujours son image en tête. Il m'a dit que j'étais tutsie. J'ai essayé de négocier, de convaincre que je n'étais pas tutsie. Il a amené une dame âgée et a commencé à comparer nos mains en disant que les miennes étaient trop fines. J'ai tenté de dire que nos mains étaient forcément différentes au vu de la différence d'âge. Le tueur est allé dans mon sens en disant : « Cette femme n'est pas tutsie. J'ai tué beaucoup de Tutsis, ils meurent en silence. » En gros, ça voulait dire qu'ils sont nés pour mourir, ils ne rouspètent pas, ne revendiquent rien. J'ai renchéri en disant que ça faisait trois mois qu'on tournait en rond et que j'avais maigri. Une longue file s'était créée, les gens attendaient sous le soleil et commençaient à se plaindre de la chaleur. Le tueur a fini par dire qu'il était fatigué et que pour lui je n'étais pas tutsie. Et ainsi on a continué le chemin. Il nous a accompagnés un peu plus loin et on lui a donné l'équivalent de deux euros pour le remercier. Ça a été un moment terriblement effrayant pour mon mari et moi.

Au final, j'ai fait le tour du sud du Rwanda jusqu'au nord, et on est arrivés dans un camp de réfugiés à Goma, au Congo. C'est là que j'ai perdu mon fils car il était malade. J'ai été malade aussi. Le chemin a été long, mais j'ai pu retrouver ma fille qui avait été laissée dans un camp de réfugiés au Congo. Et la vie a continué…

On m'a tout pris, sauf la vie. On m'a pris ma famille, j'ai perdu mes repères. J'avais 29 ans. On n'a pas d'autre choix que d'avancer. Tu vis ou tu meurs, il fallait choisir. J'ai peut-être eu de la chance. Cela amène aussi à se questionner : je suis là, qu'est-ce que je fais de ma vie ? Il faut que je me batte, je veux la vivre. Je vais essayer de la vivre correctement. Il y a des gens qui n'ont pas pu vivre, ceux qui sombrent dans l'alcool, dans la drogue, dans la tristesse aussi.



Comment est née l'envie ou le besoin de témoigner, notamment avec le livre *Joséphine : seule sur ma colline ?* Les faits que vous racontez ont eu lieu il y a plus de trente ans. Pourquoi raconter maintenant, et à qui souhaitez-vous vous adresser ?

J'ai toujours voulu écrire, je voulais transmettre le début de ma vie jusqu'à aujourd'hui. Mais je ne pensais pas que ça pourrait arriver au vu des moyens que cela demande. Et puis tout a commencé avec un autre livre, *Un génocide en héritage* écrit par Bernard Wilkin et Donatille Karurenzi. Donatille est une amie. Elle m'a raconté qu'elle avait comme projet d'écrire un livre sur le génocide avec quelques rescapés tutsis vivant à Liège et m'a demandé si je voulais témoigner. Bernard Wilkin, historien et archiviste, s'est joint à ce projet. J'ai alors raconté ce que j'avais vécu en évoquant également mon ex-mari. Le mariage mixte étant encore mal perçu aujourd'hui, certains rescapés voulaient que mon témoignage entier soit retiré du livre pour cette raison. Après plusieurs discussions, j'ai dit à Bernard qu'on pouvait retirer mon témoignage : ça ne change pas mon histoire. Suite à cette participation avortée, Bernard a trouvé le moyen qu'on raconte mon histoire à travers un petit livre. Ainsi, *Joséphine : seule sur ma colline* m'a permis de raconter ce que j'ai vécu, notamment pour mes enfants et pour mon petit-fils. Michaël Bisschops, le président des Territoires de la Mémoire, m'a dit que mon témoignage, maintenant, c'était aussi pour les autres, pour ceux qui n'ont pas eu la possibilité de témoigner et pour montrer la voie aux autres rescapés. Ça m'a fait quelque chose. Mon objectif au départ, c'était de raconter mon histoire pour mes enfants et mon petit-fils. Je n'avais pas pensé qu'on pouvait raconter le génocide aux jeunes. Le but, c'est bien de transmettre et de rendre une histoire accessible à tous, notamment aux jeunes, qu'ils sachent ce qu'il s'est passé au Rwanda. D'autant que les négationnistes déforment et nient les faits.

À partir de ce livre et de mon récit, des gens sont venus me poser des questions et cela a créé une dynamique. J'ai continué à parler, à faire des rencontres et à témoigner, notamment dans des écoles. On se retrouve aussi lors des commémorations avec les rescapés et leurs enfants. On montre que la vie continue. C'est quelque chose sur lequel j'insiste : on a vécu le génocide, on a perdu des membres de notre famille, mais on vit. C'est un message de résilience qui peut aussi encourager les jeunes qui vivent des événements difficiles.





Est-ce qu'au sein de votre famille vous aviez déjà raconté votre histoire, à vos enfants par exemple ? Quelle a été leur réaction à la sortie du livre ?

J'en avais déjà discuté de temps en temps avec des amis mais je ne racontais rien à mes trois enfants. Je ne voulais pas montrer la tristesse et le malheur que j'ai vécus. Ils ont grandi comme des enfants « normaux », sans que le génocide fasse partie de leur vie. Ils n'ont pas été imprégnés par mon histoire. Je voulais les protéger, comme un fardeau à ne pas leur transmettre. Je ne leur en parle que depuis la sortie de mon livre. Je pense pourtant que c'est mieux d'en parler, il y a des choses qu'ils ne comprennent pas si on ne leur dit pas les choses. Notre histoire se transmet même si on n'en a pas envie. Quand on est triste à la maison, qu'on est un peu plus sensible ou agressif, les enfants le sentent. Et ils sentaient d'autant plus ma souffrance que j'ai perdu mon deuxième enfant et que je pense souvent à lui. D'ailleurs, une anecdote rappelle cela. Durant le génocide, on s'est réfugiés dans une église avec d'autres personnes. Chez nous, on t'appelle par le nom de ton premier né. Comme j'étais avec mon fils, qui s'appelle Mugisha, j'étais « maman Mugisha » pour les personnes réfugiées dans l'église. En 2024, j'ai été assesseure pour les élections au Rwanda et une dame qui venait de Kigali m'a interpellée en m'appelant « maman Mugisha ». Elle a mis un nom sur mon enfant que personne ne connaissait. Je pense que ça m'a libérée et aidée à raconter mon histoire.

Depuis que le livre est sorti, on en a un peu discuté avec mes enfants. Pour la plus âgée, qui fait partie de l'histoire, c'est difficile. Je ne sais pas si elle a lu le livre. Mes deux plus petits m'ont posé des questions. Mon garçon m'a interrogée sur son papa, la plus petite m'a dit qu'elle était fière de moi. C'était positif. Mais avec ma fille aînée, c'est comme s'il y avait un blocage, peut-être parce que ça la concerne aussi. Je lui ai aussi transmis beaucoup d'un coup. Elle m'a dit que c'était un peu comme dans les poupées russes : il y a beaucoup d'éléments. Ça viendra peut-être plus tard.

Qu'aimeriez-vous laisser comme trace, comme vœu ?

Il y a plusieurs choses. D'abord, je dirais qu'il faut vivre la vie, sans regretter. Tu peux être au plus bas, le plus important c'est de se relever et de vivre. Si je pars demain, est-ce que j'ai vécu la vie que je voulais ? Qu'est-ce que j'ai transmis ? Rendre le monde meilleur, j'essaye de faire ma part. La deuxième, c'est de ne pas s'enfermer derrière une carapace, essayer de parler avec les autres. Certaines personnes écouteront, d'autres pas. Mais il faut toujours rester ouvert aux autres. Enfin, c'est important de témoigner. Bien sûr, ça n'est pas facile et cela demande du temps et du courage de dire les choses. Mais ça peut aider les gens. Écrire permet aussi de se souvenir. C'est important. ○

Sorti aux éditions Altura, *Joséphine : seule sur ma colline* a été co-écrit par Bernard Wilkin, Joséphine Uwimana et Donatille Karurenzi et illustré par Pierre Bailly. Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et des Territoires de la Mémoire.





Illustrations : © Pierre Bailly/Altura Éditions

La Lettre V

Donner voix aux petites histoires

Entretien avec Romane Carmon

Propos recueillis par Milena De Paoli



Historienne spécialisée en communication de l'Histoire, Romane Carmon est aussi chercheuse indépendante, autrice et médiatrice scientifique à l'ULB. Elle participe à divers projets audiovisuels comme le documentaire Enfants de résistants *(2023, RTBF). En mai 2025, elle sort le livre* Yvonne Nèvejean. Sauver les enfants *(Racine) dans lequel elle retrace le parcours de cette directrice de l'ONE entrée en résistance. La même année, elle sort son podcast* La Lettre V *qui aborde la Libération de la Belgique au travers des « petites histoires ».*

Comment les histoires familiales enrichissent-elles notre compréhension du passé ? À travers son travail de médiation scientifique et son podcast *La Lettre V*, Romane Carmon interroge les liens entre mémoire et Histoire, et montre comment témoignages, silences et archives permettent de faire émerger des récits souvent absents des commémorations et de la mémoire officielle.

Vous travaillez à la communication de l'Histoire. En quoi cela consiste-t-il ?

C'est d'abord une orientation que j'ai prise pendant mon parcours à l'UCL. L'idée est que, si le contenu est très important, le médium joue autant dans la transmission d'un savoir. L'Histoire appartient à tout le monde, l'objectif est donc de la rendre plus accessible. La recherche en Histoire produit tout un tas d'études intéressantes mais qui, à mon sens, ne trouvent que peu d'écho auprès du grand public. Il y a donc vraiment une volonté de « désacraliser » l'Histoire. Par ailleurs, je considère aussi que l'histoire des gens, ces « petites histoires », contribuent à la grande Histoire. Pour moi, cela va dans les deux sens. C'est pourquoi je travaille depuis plusieurs années sur des formats tels que le podcast ou le documentaire. À travers mon travail de médiation scientifique à l'ULB, l'idée est de partir de productions scientifiques pour évaluer comment celles-ci peuvent trouver un écho dans la société. Il s'agit aussi, d'une certaine

manière, d'encourager la recherche à s'adresser à la société dans son ensemble.

Par ailleurs, le travail de mémoire reste essentiel dans ce cadre. Bien que la Deuxième Guerre mondiale commence à dater aujourd'hui, elle reste encore très présente. Les projets que je mène sont aussi des occasions de recueillir la parole des protagonistes.

Justement, en tant qu'historienne, quelle différence posez-vous entre Histoire et mémoire ?

De mon point de vue, l'Histoire consiste à raconter ce qu'il s'est passé suivant une sorte de consensus (ou pas d'ailleurs, ça peut parfois créer des débats) entre professionnel·les de l'Histoire qui se mettent d'accord sur la manière de raconter les événements du passé. Pour ce faire, ils et elles se basent sur des sources et une méthodologie commune : multiplier et confronter les sources, appliquer la critique historique, etc. Suivant bien entendu des choix de problématiques posés à la base, ce qui peut aussi faire l'objet de débat. De même qu'il est essentiel de toujours remettre l'état de la recherche en question, de voir comment l'enrichir, la relire, la questionner, l'amender. Comme le fait que pendant longtemps, l'Histoire des femmes n'a pas été racontée, notamment parce que la plupart des historiens étaient des hommes.

La mémoire quant à elle porte sur un ensemble d'événements dont on décide de se souvenir pour rassembler une communauté autour de valeurs communes. La démarche, l'objectif et la méthodologie diffèrent donc. La manière dont on raconte les choses dépend toujours de la perspective du présent. Il arrive par ailleurs que la politique fasse usage de cette mémoire. En France par exemple, l'image d'une France résistante réunie autour de la figure de De Gaulle avait toute son importance dans le contexte de la guerre d'Algérie. Cela explique pourquoi, pendant longtemps, la France a entretenu le mythe d'un pays de résistants. Ce n'est que des années plus tard qu'elle a commencé à s'intéresser à sa face plus sombre.

Vous avez réalisé un podcast, *La Lettre V*, qui aborde la Libération de la Belgique en 1944. Pouvez-vous le présenter brièvement ?

La Lettre V est une série de 4 épisodes de 25 minutes qui raconte la Libération autrement. Elle commence par ce qu'on a l'habitude de raconter et de commémorer des événements – la « mémoire officielle ». En parallèle, on s'intéresse aux expériences des personnes qui l'ont directement vécue, en se demandant si la « Libération » a vraiment bien porté son nom, si elle a gardé la même saveur chez tout le monde. Il s'agit d'adopter d'autres points de vue et de mettre en avant d'autres événements pour raconter cet épisode.

S'immiscer dans les histoires familiales peut nous permettre de comprendre les nuances de l'Histoire, là où la mémoire officielle donne une lecture plus manichéenne



Visuel du podcast *La Lettre V* © Coline Cornélis



Commémorations du 80e anniversaire de la Libération à Bruxelles
© R. Carmon

L'histoire des gens, ces « petites histoires », contribuent à la grande Histoire

Quel objectif poursuivez-vous en racontant ce que vous appelez les « petites histoires », c'est-à-dire le vécu des citoyens ? Observez-vous un regain d'intérêt pour cette perspective ?

Il y a un regain, certainement, et là c'est plutôt la médiatrice scientifique qui parle. Le grand public s'identifie davantage à des histoires familiales, à des « petites histoires ». Le terme « petites » est intentionnel : l'idée est de montrer que ce ne sont pas de « petites » histoires, au sens où elles contribuent tout autant à la « grande » Histoire. Je vois plutôt cela comme une sorte d'histoire alternative qui permet de créer un lien avec l'intime, avec ce qui se passe dans les familles, suivant des angles auxquels la grande Histoire ne s'est pas toujours intéressée. Pour accéder à ces petites histoires, l'histoire orale joue un rôle-clé, notamment pour aller chercher d'autres récits. Typiquement, le témoignage d'Olga, tondue à la Libération, est un très bon exemple. Ces femmes[1], pour la grande majorité d'entre elles, n'ont pas raconté leur histoire. En Belgique tout particulièrement, peu d'études scientifiques ont été effectuées à leur sujet et, dans les familles, le sujet reste tabou.

Bien que l'histoire orale ait longtemps fait l'objet de méfiance de la part des historien·nes (parce que susceptible d'ouvrir la porte aux émotions, à l'intime, et de s'éloigner de l'objectivité requise par la discipline), il y a quand même un intérêt certain pour ces « petites histoires ».

Pendant des entretiens, il m'est arrivé de voir des historien·nes interrompre les témoins en rectifiant leur récit par rapport aux faits historiques. Si l'intention est bonne en soi, cela avait souvent pour effet de « casser » le témoignage et d'invalider le souvenir des témoins alors qu'en réalité, celui-ci raconte aussi quelque chose des événements. C'est à nous, en tant qu'historien·ne, de vérifier l'exactitude des faits, mais de comprendre aussi comment ces souvenirs ont pu se construire. Et naturellement, l'histoire orale doit également s'accompagner de la méthodologie propre à celle de l'historien·ne : c'est pourquoi le projet nous a aussi amené·es à nous plonger dans les archives judiciaires et dans la littérature scientifique.

1. De nombreuses femmes ont été tondues pour faits de collaboration ou pour avoir nourri une relation avec des Allemands (qu'elles aient été résistantes ou non).

Dans votre podcast, la question de la transmission familiale transparaît, notamment au travers de plusieurs protagonistes. Qu'observez-vous dans cette transmission ?

Dans ce projet sonore, le premier mode de transmission est la parole des témoins : la première génération, celle qui a vécu les événements (David, Granny, Marcel). Comme beaucoup ne sont plus de ce monde aujourd'hui, il faut passer à la deuxième génération. Qu'a-t-elle retenu des récits qui leur ont été confiés ? En fonction de l'endroit et des conditions dans lesquelles ces enfants ont grandi, le récit peut évoluer. Dans le documentaire *Enfants de résistants* sur lequel j'ai travaillé, on se rend compte que certains se sont investis pour connaître l'histoire de leurs parents (recherche dans les archives, développement d'une connaissance de l'histoire). D'autres ne savent pas grand-chose sur l'histoire de leurs parents. On ne peut compter que sur très peu de souvenirs, mais c'est intéressant d'analyser les silences pour ensuite s'en remettre aux documents d'archives.

Dans cette transmission familiale, les objets occupent également une place. Ma grand-mère, par exemple, m'a transmis une valise sans se souvenir de ce qu'elle contenait. Dans une scène du podcast, on découvre ensemble ce qu'elle renferme, et on découvre des papiers de la vie de tous les jours, des directives de rationnement. C'est quelque chose qu'elle a vécu très directement avec des souvenirs de files d'attente, etc. J'ai aussi en tête cette fameuse carte qui montrait les impacts des V1 et des V2 sur la ville d'Anvers : on y voit des points partout, les dates, le nombre de décès par jour et par quartier. C'est une autre façon de transmettre : se dire qu'on se retrouve ensemble face à un document, comprendre comment le décrypter. Il m'est aussi arrivé de retrouver, dans des vieilles caisses familiales, des écussons de la résistance.

La littérature est un autre moyen de transmission, qu'il s'agit pour les scientifiques de « prendre avec des pincettes ». Les histoires de femmes tondues, par exemple, se retrouvent plus dans des romans que dans des manuels d'histoire. En tant que scientifiques, il est normal de questionner ce témoignage situé. Mais ces récits restent une indispensable porte d'entrée pour parler des faits et simplement les faire exister. Dans *La Lettre V*, l'histoire d'Olga nous vient d'un roman, *Le Cahier orange,* écrit par Bernard Caprasse, ancien gouverneur de la province du Luxembourg. Il y a quelques années, il apprend l'histoire d'Olga et se sent concerné par l'injustice qui a pesé sur cette résistante, tondue par des résistants en raison d'une relation qu'elle aurait eue avec un Allemand – ça c'est l'histoire officielle. Il se penche sur son cas et demande une enquête avec la volonté de la réhabiliter, elle qui n'a jamais été reconnue pour ses actes de résistance. Les résultats de l'enquête sont présentés au bourgmestre de la localité mais sans succès : à l'époque, d'anciens résistants mêlés à la tonte de Olga sont encore en vie et se trouvent être des personnes influentes dans la région. La demande de réhabilitation d'Olga est refusée, Bernard Caprasse décide alors d'écrire un roman.

Selon vous, quel rôle la transmission de la mémoire familiale peut-elle jouer ?

Comme je le disais, la mémoire vise à se réunir autour d'un récit partagé et de valeurs communes. J'ai tenu à commencer le projet en me rendant aux commémorations du 80e anniversaire de la Libération, en 2024, à la Colonne du Congrès. Je n'ai pas l'habitude de participer à ce genre d'événements mais j'ai pensé que pour les 80 ans, ça serait peut-être différent, plus fouillé. Je me suis aperçue que non : c'était toujours la même histoire qui était racontée, avec les mêmes personnalités phares, les mêmes professionnels interviewés, les musées qui ressortent les mêmes véhicules et uniformes d'époque,



Portrait de Olga Martin © DESERT J., « Olga ou ma mauvaise conscience », dans *Récits de Guerre/ Oorlogsverhalen*, Éd. Isabelle Ponteville, Bruxelles, 1996.

Les histoires familiales sont, pour moi, une porte d'entrée inestimable pour accéder aux histoires qu'on ne raconte pas ou peu. Même les silences disent beaucoup des événements

et le même type de discours autour de la défense de la démocratie, de la lutte contre le fascisme, autour du « plus jamais ça ».

Mais est-ce la seule lecture des événements ? Qu'est-ce que les gens ont vraiment vécu ? Qu'est-ce que cela a impliqué d'accueillir des soldats américains chez nous, et avec quelles relations ? Ma grand-mère me répétait que c'était la première fois qu'elle voyait des personnes noires de toute sa vie. On commence aussi à s'intéresser aux abus sexuels commis par des Alliés. Qu'implique cette figure du libérateur au sein de la population ? Comment la justice s'est-elle organisée à court, moyen et plus long terme ?

Les histoires familiales sont, pour moi, une porte d'entrée inestimable pour accéder aux histoires qu'on ne raconte pas ou peu. Ce qui reste intéressant, c'est que même les silences disent beaucoup des événements. Dans le podcast, on rencontre David, enfant juif caché pendant la guerre. Si l'historiographie des enfants cachés en Belgique s'est enrichie à partir des années 1980-1990, David m'explique que, à la Libération, il n'a pas vraiment eu voix au chapitre : la priorité était donnée à celles et ceux qui avaient le plus souffert – les rescapé·es des camps. Il y avait une sorte de hiérarchie dans la politique mémorielle. Un sentiment d'injustice qui s'est longtemps fait ressentir car ce n'est pas parce qu'on n'a pas été dans les camps qu'on n'a pas vécu quelque chose de particulièrement difficile, et qu'on n'en porte pas des traumatismes aujourd'hui. David a renoué très tard avec ce passé : début des années 1990, un ancien moniteur du château de Jamoigne (où David a été caché) publie une annonce pour retrouver la trace des enfants cachés. David se dit que c'est l'occasion pour lui de renouer avec cette histoire qu'il avait délibérément enfouie. Toujours est-il que les commémorations de la Libération ne font pas ou peu état de ces récits-là.

Si la mémoire familiale s'expose forcément au risque de la subjectivité puisqu'elle est régie par un lien familial et intime qui n'existe pas entre l'historien·ne et le témoin, elle constitue une porte d'entrée parfois plus évidente à franchir que celle des centres d'archives. Le tout est de pouvoir recouper les dires avec la littérature scientifique et les archives.

Comment cette transmission se réinvente-elle au fil des générations et avec quelles limites ?

D'expérience, le regard sur les événements peut changer d'une génération à une autre. Interviewer « les enfants de » est plus difficile que les générations suivantes car la distance émotionnelle est encore trop ténue et ces enfants sont issus d'une époque où l'on racontait sans doute moins. La génération des petits-enfants a déjà plus de distance car elle n'a pas reçu cet héritage de près. Les petits-enfants et arrière-petits-enfants manifestent généralement plus d'intérêt à se plonger dans leur histoire familiale pour mieux la comprendre, parfois pour briser un secret familial.

Parfois, chercher et témoigner, c'est simplement essayer de comprendre les traumatismes familiaux qui se transmettent, souvent à partir de silences. Même dans les héritages de la résistance, il y a beaucoup de douleurs intrafamiliales, car ce n'était pas tout blanc. Comme dans la collaboration, ce n'était pas tout noir non plus : certains ont collaboré parce qu'ils n'avaient pas d'autres options pour nourrir leurs enfants. S'immiscer dans les histoires familiales peut nous permettre de comprendre les nuances de l'Histoire, là où la mémoire officielle donne une lecture plus manichéenne. Si je comprends bien sûr la douleur et la difficulté que peut représenter le fait de témoigner ou de faire des recherches sur son passé familial, j'encourage les gens à « remettre les mains dans le cambouis », s'ils s'en sentent capables, et même quand ils ont très peu d'informations. Parce qu'au-delà de la dimension privée, la démarche peut revêtir un objectif sociétal.

Plus jamais ça!

PARCOURS DANS LES CAMPS NAZIS POUR RÉSISTER AUJOURD'HUI

À travers cette expérience, découvrez une approche de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, la montée du nazisme, les camps de concentration et les centres d'extermination du point de vue de celles et ceux qui ont résisté.



Territoires de la Mémoire

Le parcours immersif Plus jamais ça! est une initiative des Territoires de la Mémoire asbl en partenariat avec l'asbl Mnema et avec le soutien du Fond Européen de développement régional de la Wallonie, de la Province de Liège, de la Ville de Liège et de La 1ère.

exposition inaugurée le 8 mai 2014

LA CITE MIROIR SAUVENIÈRE

Transmission

Par Henri Deleersnijder

Il était une fois trois frères – Henri, Charles et Joseph – nés et vivant à Voort, près de Borgloon (ancienne Looz-la-Ville), dans la province de Limbourg. Après la guerre 14-18, le premier avait trouvé un emploi à la Société nationale des chemins de fer belges. Le deuxième travaillait tous les jours, comme domestique, chez le bourgmestre de son village natal, tout en devenant à l'occasion ouvrier agricole. Quant au troisième, il louait ses services dans une ferme de Rocourt, près de Liège. À cette époque, à Seraing, l'usine John Cockerill fonctionnait à plein rendement. Le travail ne manquait pas, et il y avait même pénurie de main-d'œuvre. Au printemps 1922, un curieux personnage fréquentait les cafés des environs de Voort. Il parlait de mines d'or à amonceler, laissant miroiter aux paysans limbourgeois la possibilité de bien gagner leur vie dans la Cité du fer, située en bord de Meuse. Charles se laissa tenter par cette offre alléchante. En moins de deux, il fut engagé chez Cockerill comme ouvrier d'aciérie pour un salaire de 300 francs par quinzaine : c'était quatre fois plus que ce qu'il gagnait chez le bourgmestre ! Un an plus tard, Henri et Joseph rejoignirent leur frère dans la même usine sidérurgique, si bien évoquée par Victor Hugo lors de son passage dans la région en août 1840, en route vers le Rhin : « Quand on a passé le lieu appelé la Petite-Flémalle [ancienne commune de Flémalle-Haute], la chose devient inexprimable et vraiment magnifique. Toute la vallée semble trouée de cratères en éruption. […] Vous avez tout simplement là sous les yeux les hauts fourneaux de M. Cockerill. » En 1926, comme dans le roman d'Alexandre Dumas, les trois mousquetaires se retrouvèrent à quatre, car les trois frères furent rejoints par leur sœur Émilie qui, peu de temps après son mariage, venait de tomber veuve. Il fallait bien s'occuper du quotidien de ces trois p'tits gars flamands parachutés en terre wallonne. Lesquels ne tardèrent pas à s'engager dans les aventures du mariage et des enfants. Mais ceci est une autre histoire, qui est aussi un peu la mienne, puisque Charles était mon père. Né en 1900 et décédé en 1991 (un 1er avril…), il fut pour moi, toutes proportions gardées, un « homme-siècle ». Avec son épouse, ma mère, elle aussi limbourgeoise, fille du garde-champêtre de Fologne (actuelle Veulen, commune de Heers), devenue servante dès la fin de son adolescence dans une maison bourgeoise de Liège, il forma un couple uni, tous deux témoins du peuple à leur façon. Qui fut exemplaire.

C'est peu dire que je tiens à transmettre l'histoire de mes parents à mes descendants. Être né à l'orée du XXe siècle, avoir passé ses premières années dans un milieu rural traditionnel, se retrouver au mitan de l'entre-deux-guerres dans l'effervescence urbaine pour elle et industrielle pour lui, avant de subir les affres du second conflit mondial et, après 1945, rebondir au cours des Trente Glorieuses quelque peu mythifiées aujourd'hui…, voilà un parcours de vie peu banal, poursuivi avec une constance remarquable et cette « décence commune » que George Orwell reconnaît volontiers dans les classes populaires.

Chacun, pour sa propre famille, peut s'adonner à cette pratique du souvenir et à des « exercices d'admiration » (Cioran) à l'égard de ses ascendants. À condition de ralentir. Oui, ralentir, car notre société est atteinte du vertige de l'accélération[1]. L'automobiliste à son volant est symptomatique de ce phénomène. « Toujours plus vite » semble bien être à notre époque un maître-slogan. Gagner du temps en quantité de domaines pour, par exemple, naviguer sur Internet. Ces invitations pressantes, qui s'apparentent à une véritable contrainte sociale, ne manquent pas d'être paradoxales : les progrès technologiques, si évidents actuellement, devraient, plutôt que de nous précipiter dans des courses folles, nous réserver des plages d'autonomie temporelle. Il n'en est rien, hélas. « Le temps c'est de l'argent », affirma le capitalisme moderne dès la sortie du Moyen Âge. Ainsi la vitesse serait-elle du pouvoir… Ô suprême illusion.

Cette tension constante vers l'avenir, y compris immédiat, fait fi du passé, même le plus récent. En cela, elle s'oppose à la tradition pour laquelle ce qui vient d'autrefois mérite d'être conservé et transmis, quitte à le faire évoluer ou à s'en émanciper. Pour contester un héritage, il faut au préalable en avoir reçu un, parce que les individus ne se forment pas *ex nihilo*. D'où l'importance de l'école en matière de transmission notamment. Cela commence aussi par l'intérêt porté à la vie de ses parents et grands-parents, de ses proches en général : nous avons une dette morale envers eux, et leur témoigner de la reconnaissance est une attention du cœur particulièrement délicate[2]. De plus, en se lançant dans une telle démarche, on aura l'occasion de s'apercevoir que du singulier surgit très souvent de l'universel. Et c'est toujours ça de gagné face aux dérives contemporaines de l'individualisme agressif et du communautarisme claustral… ○

1. Voir à ce propos Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010.

2. Ceci pour autant bien entendu qu'ils aient été présents et bienveillants à notre égard.

4e de C



« Chaque personne a sa vie, son histoire personnelle. Ce que je peux dire, c'est ce que j'ai vu ou que j'ai pu comprendre. » Cette histoire est celle de María, qui a 14 ans lorsque débute son récit – et la guerre d'Espagne – et 90 ans lorsqu'elle entreprend de la raconter, enfin, à la demande du fils de son amie. Récit intime, du quotidien, de ceux auxquels on a trop peu souvent accès (« Ce que j'ai écrit là, je ne l'avais jamais raconté à mon fils ») et que l'on est reconnaissant de pouvoir lire, nous aussi.

Lux, 2026



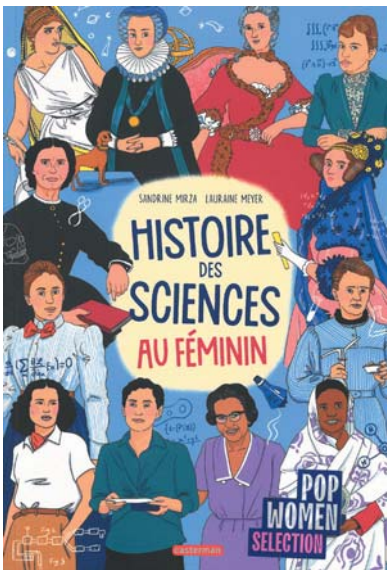
Une bande dessinée comme une correspondance, un dialogue, entre Charles Berberian et Michèle Standjofski, entre Paris et Beyrouth. L'intimité des échanges, la subjectivité des récits et, surtout, la force des illustrations nous plongent dans le quotidien du Liban en guerre.

Casterman, 2026

La Bibliothèque George Orwell présente

ouv

par **Zinédine Boreux, Jérôme Delnooz, Tamara Hannay et Michel Recloux Wiechert-Fabry**



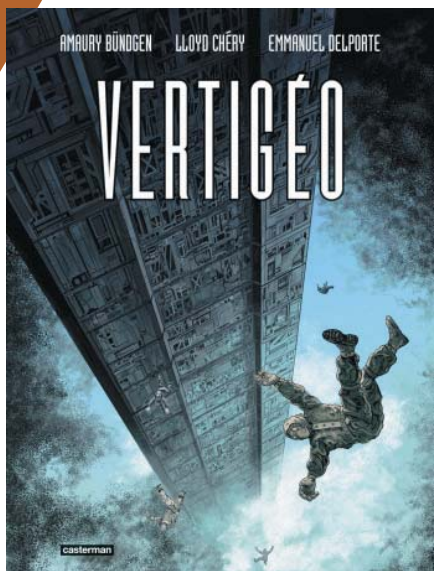
Le monde scientifique n'échappe pas à la domination masculine. Afin de lutter contre le patriarcat et de visibiliser les femmes scientifiques, cette bande dessinée raconte le parcours et les découvertes de plus de 20 femmes en en citant plus de 100 autres. De la préhistoire au XXIe siècle, elle montre ce que la moitié de l'humanité a apporté au monde. Et comme l'écrit l'illustratrice, Lauraine Meyer, « j'espère que ces femmes fascinantes seront pour vous une source d'inspiration ».

Casterman, 2026



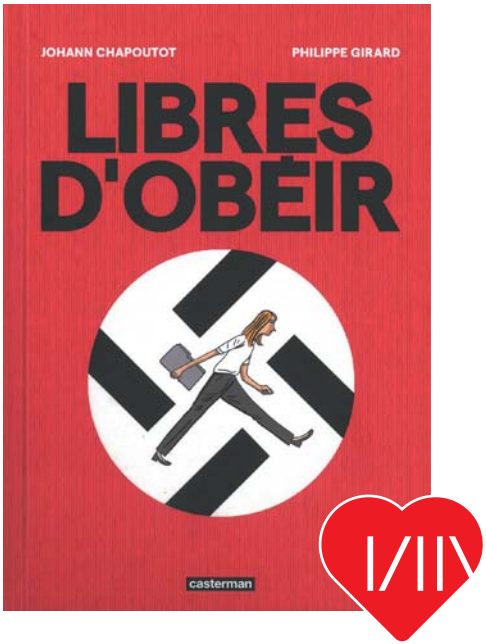
L'Arche, maison d'édition historiquement spécialisée dans le théâtre, lance une nouvelle collection : « Uppercut ». L'idée ? Faire se rencontrer dans un livre des domaines que le monde éditorial isole habituellement loin l'un de l'autre. Pour ces deux premières parutions, un classique du théâtre (*Mademoiselle Julie* de Strindberg et *L'irrésistible ascension d'Arturo Ui* de Brecht) est adossé à un essai contemporain en sciences sociales (de, respectivement, Sandra Lucbert et Johann Chapoutot).

L'Arche, 2026



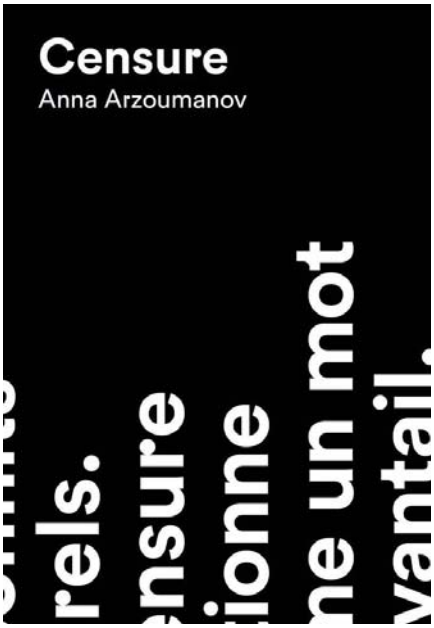
Sur une terre ravagée par un cataclysme, une terre purgée de presque toute vie, purgée même de la couleur, l'humanité n'a d'autre choix que de s'élever au-delà des nuages pour atteindre le paradis, monter encore et toujours. Les hommes construisent des tours gigantesques pour y arriver. Les ouvriers travaillent sans relâche pour atteindre des quotas d'altitude au risque de mourir s'ils n'y parviennent pas. *Vertigéo* critique le monde du travail en imaginant un scénario extrême, une très bonne découverte qui ravira les fans de dystopies et d'histoires postapocalyptiques.

Casterman, 2024



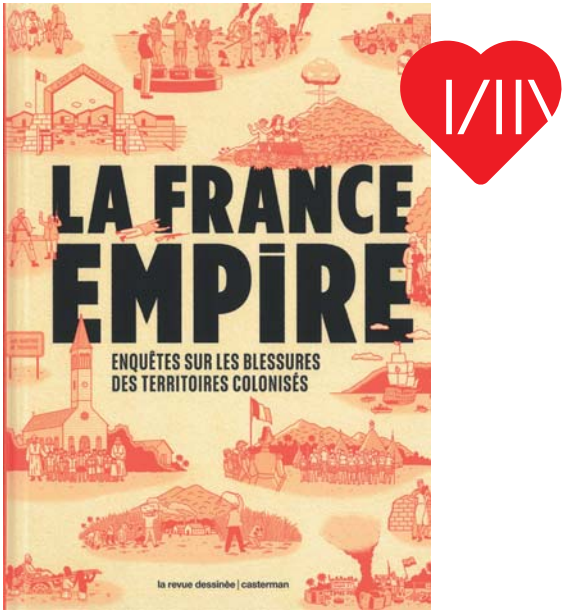
Avant d'être une BD, *Libres d'obéir* est un livre de l'historien français Johann Chapoutot sorti en 2020 chez Gallimard. Mais avant tout, « Libres d'obéir », c'était le crédo oxymorique de nazis tels que Reinard Höhn, universitaire, SS, puis fondateur d'une prestigieuse école de commerce après la guerre et un des pères du management moderne. Chapoutot, en suivant et analysant sa trajectoire, a illustré la familiarité entre la pensée nazie de l'organisation, résolument moderne, et certaines pratiques modernes de management… Ce roman graphique, par une mise en abyme fictionnelle, fait dialoguer passé et présent tout en vulgarisant le propos. Un voyage dérangeant dans l'histoire du management toxique !

Casterman, 2025



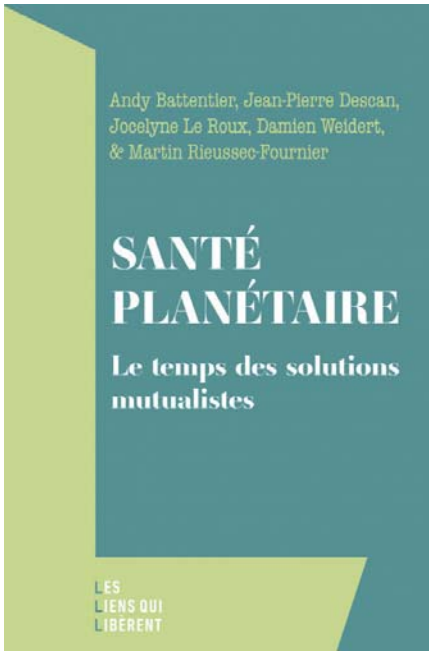
Censure. Voilà un terme invoqué à tout va, et par tous bords politiques ! Arzoumanov, chercheuse en langue et littérature, capitalise sur son travail au long cours autour de la liberté artistique pour prendre un peu de hauteur et fournir un regard lucide sur cette censure… mot qu'elle invite d'ailleurs à dépasser, car trop englobant. À travers son enquête, notamment auprès de lieux de diffusion culturels et académiques, de régulateurs, elle exemplifie les nombreuses formes de contraintes et d'atteintes à la liberté de création et de programmation, de la plus visible à la moins visible. Et SPOILER ALERT : selon elle, les entraves les plus fortes et concrètes ne proviennent pas des milieux de gauche mais bien des réseaux conservateurs, religieux ou identitaires…

Anamosa, 2026



« La France en pire », ou le temps maudit des colonies ! Avec cet opus, *La Revue Dessinée*, médium graphique d'enquête journalistique, ajoute des pièces à charge au dossier noir de la colonisation. Vols, viols, irradiations, évangélisations forcées, déportations… Aux quatre coins du monde, les journalistes-dessinateurs ont récolté la parole de victimes de l'empire français, de leurs descendants, qui souffrent encore et dont la douleur est amplifiée par le déni de l'État français. « Un passé qui ne passe pas », et une lutte mémorielle bien d'aujourd'hui !

Casterman, 2026



La santé de la planète n'est pas bonne. Celle des êtres vivants non plus. Comment sortir de ce constat sidérant ? Et pourquoi pas s'inspirer d'inventions du passé qui ont fait leurs preuves ? Les auteurs mobilisent la longue histoire des mutuelles et ses héritages, et pour relever les défis de notre époque, proposent de renforcer, adapter ces dynamiques mutualistes mais aussi de les décloisonner. Par exemple, en les articulant au développement d'un nouveau modèle agricole et alimentaire plus résilient, plus écologique. En somme, meilleur pour la santé du tout !

Les Liens qui Libèrent, 2025



Les deux premiers tomes de la série de livres de Chaïm Kaliski, né en 1929 : hypermnésique, il se souvient clairement et en totalité des années de guerre. De l'arrestation de son père, Abraham, mort à Auschwitz, de sa vie cachée sous un faux nom, Émile, de la peur de la rafle… Il s'en souvient si bien que toute sa vie n'est plus remplie que de cette peur. Sa sœur, Sarah, l'incite à dessiner son histoire. C'est une partie de ces milliers de dessins qui est reproduite dans ces futurs 4 tomes. Ces dessins touchants, étonnants, qui provoquent l'empathie, en noir et blanc et d'un genre naïf, vous emportent dans la vie des Kaliski pendant la Seconde Guerre mondiale.

La 5e couche, 2024, 2025



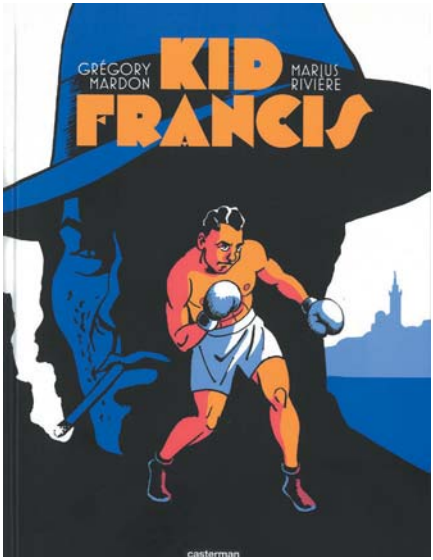
Si vous pensez qu'il faut être majeur et vacciné pour se révolter ou si vous pensez que ce n'est vraiment pas bien d'emmener des enfants dans les manifs et autres moments de lutte, vous êtes de celles et ceux qui ne veulent pas reconnaître aux enfants le droit d'agir. Des jeunes et des enfants se sont battus pour leurs droits à Milan en 1848, à la Réunion en 1866, avec la rage, celles des filles dans les « écoles de préservation » (des prisons pour jeunes filles) ou à Fresnes en 1947 et la révolte kabyle de 2001. Et bien sûr, l'armée et autres moyens de répression de la « délinquance juvénile ». Un bulletin pour voir la contestation politique à hauteur d'enfant.

Anamosa, 2026



Partout sur le globe, des personnes autoritaires, Poutine, Trump, surgissent et veulent régenter nos vies. « On n'y peut rien » me direz-vous. Comment résister quand on se sent dépassé? L'autrice nous propose, à l'aide d'événements passés entrelacés à ceux du présent, de faire communauté avec celles et ceux qui étaient dans la même situation que nous sous Franco, Hitler ou Mussolini, elle nous redonne le courage et la joie de chercher « dans la vie réelle les amorces de la résistance, les failles par où passe encore et toujours la conscience humaine – et, donc, la lumière » car c'est dans *le clair-obscur que surgissent les monstres.*

Lux, 2026



Kid Francis est un boxeur français issu du milieu pauvre de Marseille. Son oncle est le « Capone français », François Spirito. Cette bande dessinée raconte l'histoire de Francesco Buonagurio dit Kid Francis. Elle croise la grande Histoire dramatique de la Seconde Guerre mondiale lors de la rafle du quartier Saint-Jean de Marseille en 1943. Arrêté, il est envoyé à Oranienbourg-Sachsenhausen, il décédera lors des marches de la mort. La rafle de Marseille est peu connue. Elle a été menée par les policiers français sous les ordres de René Bousquet et encadrée par les nazis. 20 000 personnes furent déplacées, 6 000 arrêtées et 1642 déportées dont 782 Juifs. Très peu sont revenues.

Casterman, 2026



Chez les littéraires, on s'empoigne volontiers concernant les relations entre littérature et politique. Dans ce recueil, six auteurs et autrices s'élèvent contre une littérature qui s'affirmerait politique au point d'en diluer le sens et dans une forme de conformisme qui n'aurait plus rien ni de littéraire ni de politique. Ils et elles défendent une littérature qui, par sa pratique, continuerait d'interroger les liens, la « tension » entre les deux. On y retrouve : Pierre Alferi, Leslie Kaplan, Nathalie Quintane, Tanguy Viel, Antoine Volodine et Louisa Yousfi.

La fabrique, 2024



Sept femmes, sept destinées qui ont combattu l'injustice. Sous la forme de fable animalière, ce sont les combats de Greta Thunberg, Patrica Gualinga, Taylor Swift, Mary Anning, Junko Tabei, Jeanne Barret et Tilly Smith qui sont illustrés et expliqués. Briser les règles pour réaliser ce qu'on est, n'est-ce pas cela vivre pleinement sa vie ?!

Casterman, 2026



Arnaud Zacharie est secrétaire général du CNCD-11.11.11. En vigie démocrate, au moyen d'une « lunette » internationale et historique, il scrute ici la vague illibérale qui frappe actuellement de nombreux pays dans le monde. La mondialisation néolibérale a fragilisé la démocratie libérale, déjà très perfectible, et de puissantes lames de fond autocratiques portent au pouvoir des leaders nationalistes, conservateurs ou techno-fascistes. Zacharie invite à protéger le vaisseau démocratie, à renforcer sa légitimité et son efficacité tout en préservant son instinct de liberté, aussi bien pour lui que pour son équipage. À bâbord toute !

Centre d'Action Laïque, 2026

de couv

La complicité de la droite, seule voie pour l'ascension au pouvoir de l'extrême droite

Une chronique de Julien Dohet

Comme pour les auteurs récemment abordés tels De Villiers[1] ou Bardella[2] nous poursuivons, avec le livre de Marion Maréchal toujours publié chez Fayard (maintenant dans l'empire Bolloré), notre tour d'horizon de figures de l'extrême droite française actuelle qui explicitent leur projet politique tout en retraçant leur parcours[3]. Même si ici l'autrice tient rapidement à préciser que : « Ce livre ne se veut pas une autobiographie. Les fragments de mon histoire ne sont qu'un prétexte pour parler de quelque chose de bien plus grand : notre pays et notre peuple[4]. »

Un parcours politique bien ancré à l'extrême droite

L'ouvrage se veut clairement une manière de se positionner politiquement dans le cadre de l'élection présidentielle à venir : « Si Donald Trump est autant caricaturé, insulté, détesté par notre intelligentsia, c'est qu'il vient nous dire qu'en politique il n'y a pas de "je ne peux pas" qui tienne, seulement des "je ne veux pas". Il nous prouve que le patriotisme est une doctrine d'avenir. Finalement, tous ces exemples étrangers, inscrits dans leur singularité nationale, démontrent ce dont beaucoup, je crois, doutaient jusqu'alors : de nombreux chemins existent pour un chef d'État qui voudrait sincèrement, courageusement et intelligemment appliquer cette feuille de route simple, élémentaire : la France et les Français d'abord[5]. » Ce don de sa personne, un classique des leaders d'extrême droite[6], qu'elle exprime en conclusion, est évoqué dès les premières pages : « Pour cela, depuis ma première élection en 2012, j'ai fait des choix, j'ai mené des batailles politiques, j'ai perdu souvent, gagné parfois, commis des erreurs et grandi. Chaque jour, guidée par un seul fil conducteur tout au long des chemins escarpés de la politique : défendre ce qui me semble juste, quitte, parfois, à déplaire[7]. » Et de fait, son parcours politique bien que bénéficiant du fait d'être la nièce de Jean-Marie Le Pen[8] sera parsemé de ruptures. « Mes parents ne nous ont jamais incités, mes frères et moi, à nous engager. C'est la politique qui nous a rattrapés dans notre quotidien. Ma mère étant organisatrice d'événements pour le parti et mon père directeur du Front National de la Jeunesse, la politique s'immisçait jusque dans le moindre dîner de famille[9]. » Ce n'est donc pas dans les pires conditions qu'elle se lance en politique en 2012 alors qu'elle n'a que

1. Voir « L'instrumentalisation à grand spectacle de l'histoire », in *Aide-mémoire* n° 107, printemps 2026.
2. Voir « L'extrême droite est le "village potemkine" de la politique » in *Aide-mémoire* n° 106, automne 2025.
3. L'exemple pour ce courant venant de Hitler lui-même. Voir « "Mon Combat" d'Adolf Hitler, une autobiographie… », in *Aide-mémoire* n° 20, janvier-mars 2002 ; et « "Mon Combat" d'Adolf Hitler, un programme… », in *Aide-mémoire* n° 21, avril-juin 2002.
4. Marion Maréchal, *Si tu te sens Le Pen*, Paris, Fayard, 2026, p. 16.
5. P. 297.
6. Voir « Faire don de sa personne », in *Aide-mémoire* n° 86, octobre-décembre 2018.
7. P. 16.
8. Voir « Retour sur le discours du fondateur de la dynastie Le Pen », in *Aide-mémoire* n° 56, avril-juin 2011.
9. P. 26.

22 ans et est toujours étudiante à la fac de droit d'Assas, faculté connue comme un bastion de l'extrême droite depuis le mouvement Occident et le GUD. Cette première élection, elle la mène dans le Vaucluse où elle est parachutée. Occasion pour elle de surtout dire combien elle est partie de zéro pour malgré tout être dans les deux élus, avec Gilbert Collard, dans un passage du livre qui illustre totalement la banalisation en 15 ans de l'extrême droite en France : « Si, aujourd'hui, la présence du RN sur les bancs de l'Assemblée semble acquise et normale, à l'époque, il s'agissait d'un véritable tremblement de terre[10]. »

Elle démissionne cependant dès 2017 de l'ensemble de ses mandats, ne niant pas l'influence de son divorce dans cela mais surtout, outre une impuissance politique sur laquelle nous reviendrons, parce que déclare-t-elle : « J'ai toujours craint de devenir, comme tant de responsables politiques, un moulin à slogans, un publicitaire démagogue incapable de servir autre chose que des éléments de langage insipides[11]. » Politiquement, elle tient à se distinguer de sa famille en enlevant « Le Pen » de son nom (qu'elle remet pourtant dans le titre de son ouvrage…) lorsqu'elle lance à Lyon en mai 2018 l'Institut de Sciences Sociales, Économiques et Politiques pour lequel elle reçoit des dons financiers importants et dont une filiale est créée à Madrid. Bien qu'ayant déjà quitté le RN, elle franchit une étape de plus en 2022 malgré le déchirement personnel que cela implique en soutenant une candidature opposée à sa marraine : « J'ai la faiblesse de voir dans la politique un combat pour des convictions. Je ne voulais pas prendre le risque de perdre cinq ans de plus, en laissant passer l'opportunité qu'offre une présidentielle de construire la force politique dont je rêvais depuis longtemps. Il me fallait aider Eric Zemmour à tenir[12]. » Très vite cependant les choses se tendent. La volonté de Zemmour de présenter partout des candidats lors de la législative qui suit la dissolution achève la rupture : « Il est bon au passage de rappeler que nous n'avons pas quitté Reconquête ! : nous avons été évincés. Quatre des cinq députés européens tout juste élus et l'intégralité des vice-présidents se trouvèrent exclus suite à ce désaccord politique avec le président du mouvement[13]. » L'occasion pour elle de souligner que contrairement aux accusations énoncées à ce moment elle n'a rien pris dans la caisse et au contraire a dû s'endetter pour sauver les comptes de campagne. C'est donc après avoir créé sa propre structure Identité Libertés qu'elle poursuit son combat politique, s'étant mariée entretemps avec un proche de Salvini puis de Meloni…

Volonté d'incarner l'alliance à droite

Un des invariants du parcours que décrit Marion Maréchal, notamment pour justifier ses changements de parti, est son ancrage à droite : « (…) je me suis toujours naturellement considérée et définie comme de droite. Cette conviction-là déterminera nombre de mes décisions politiques, à commencer par le choix de mon suppléant aux élections législatives, Hervé de Lépinau, issu du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, et qui deviendra par la suite un ami[14]. » Et cela est complété par sa volonté d'alliance avec les partis de la droite « classique[15] ». En cela, l'exemple italien, dont son mari est un des rouages, est un modèle : « Dans les années 1990, le Premier ministre italien Silvio Berlusconi brisa le cordon sanitaire avec le Mouvement social italien (MSI). Il intégra des membres de cette droite nationale à son gouvernement, ouvrant la voie, d'une certaine façon, à la victoire de Giorgia Meloni quelques décennies plus tard[16]. » Au-delà de convictions idéologiques, ce positionnement est aussi pragmatique : « Seulement voilà, j'ai beau avoir grandi dans un univers mental où les batailles de Bazeilles, Diên Biên Phu et Camerone[17] tiennent lieu de références, cette idée que la défaite peut être sublime pourvu qu'il y ait du panache me laisse un

10. P. 57.

11. P. 161.

12. P. 249. Sur Zemmour voir « Le fascisme n'a pas dit son dernier mot », in *Aide-mémoire* n° 99, janvier-juin 2022.

13. P. 269.

14. P. 72.

15. Voir « De la nuance entre droite radicale et extrême droite », in *Aide-mémoire* n° 77, juillet-septembre 2016.

16. P. 67.

17. Bazeilles lors de la guerre contre la Prusse en 1870, Diên Biên Phu lors de la guerre d'indépendance de l'Indochine et la bataille de Camerone menée par la Légion étrangère au Mexique sont trois défaites militaires considérées comme des modèles d'héroïsme et d'abnégation. Les deux dernières surtout sont des références régulières dans le monde de l'extrême droite.



goût amer à l'annonce des résultats. Je le découvre ce soir-là : je n'ai aucune appétence pour les défaites, même glorieuses. Une défaite à 45 % ou à 15 % ne change strictement rien à l'affaire. Au lendemain de l'élection, votre impuissance politique est exactement la même[18]. » Et de prolonger sa réflexion : « Je tâchais donc d'inciter la direction du parti à mettre en place une stratégie visant la coalition des droites. Encore aujourd'hui, la plupart des exemples étrangers attestent de la pertinence de cette approche. Plusieurs pays européens sont actuellement gouvernés à droite grâce à des coalitions qui vont bien souvent de la droite nationale au centre droit[19]. » Et de souligner combien au niveau du Parlement européen, via la vice-présidence du groupe ECR, elle réussit cette alliance entre droite et extrême droite qui amène de réels résultats pour le « camp national » et les « patriotes ».

Un positionnement d'extrême droite avec le racisme comme colonne vertébrale

Cette stratégie d'alliance avec la droite est donc un marqueur fort du positionnement politique de Marion Maréchal. Pour le reste, et nous l'avons déjà évoqué, elle se positionne clairement à droite ne jouant pas la carte de l'ambiguïté « ni de gauche, ni de droite[20]. » Elle est contre l'école publique, considère LFI comme une menace existentielle pour la France, dénonce les dépenses publiques et la pression fiscale : « Il ne faut pas chercher bien loin pour comprendre pourquoi les charges salariales, taxes et impôts sont si élevés tandis qu'en parallèle tous les services publics essentiels périclitent : l'État régalien (la défense, la sécurité intérieure, la justice, la diplomatie, les finances publiques) s'est petit à petit trouvé dévoré par la voracité d'un État providence devenu un État nounou[21]. » Plus globalement : « Je choisirais assez naturellement mes combats : le maraîcher plutôt que l'écolo déraciné, la survie de l'éleveur plutôt que le bien-être du loup, le chant du coq plutôt que les exigences de l'urbain fraîchement installé, la production souveraine plutôt que la décroissance et la dépendance vis-à-vis de l'étranger, la science et ses innovations technologiques plutôt que la punition et l'interdiction[22]. »

Pour elle, le marqueur de séparation entre gauche et droite est la question de l'identité. De genre : « J'ai toujours refusé de me cacher derrière ma condition de femme pour atténuer les coups ou désarmer l'adversaire même si, en dépit de ce qu'en disent les féministes, appartenir à la gent féminine en politique est évidemment un atout aujourd'hui (…) je suis une femme, j'ai toujours travaillé, été autonome et, pour autant, je ne me reconnais aucunement dans le discours du féminisme de gauche qui domine aujourd'hui le débat. Je suis frappée de voir comment, en quelques années seulement, ce féminisme a muté en "transgenrisme", comment il est passé d'un combat d'affirmation de la femme à celui de son effacement[23]. » Ou encore : « Les partisans de l'adoption homosexuelle, puis de la PMA sans père, considèrent que les rôles paternel et maternel sont interchangeables. Ils pensent que deux mères peuvent remplacer un père, et deux pères se substituer à une mère. Je m'inscris en faux contre cette idée. Je reste convaincue que l'altérité homme-femme est fondamentale dans la parentalité[24]. » Mais c'est surtout par l'expression d'un racisme assumé et décomplexé que l'on voit surgir clairement le projet de société porté par la famille Le Pen depuis les années 1950[25]. Et Marion Maréchal de clairement évoquer une guerre de

18. P. 167.

19. P. 168.

20. Voir « Antimarxiste et antidémocratique, bref d'extrême droite », in *Aide-mémoire* n° 82, octobre-décembre 2017.

21. P. 226.

22. P. 53.

23. P. 61, voir « La réaction réactionnaire à balance ton porc », in *Aide-mémoire* n° 92, avril-juin 2020.

24. P. 102.

25. Voir « Le Poujadisme : un populisme d'extrême droite », in *Aide-mémoire* n° 52, avril-juin 2010.

civilisation où les « Français de souche » sont clairement menacés de disparition. Elle demande d'ailleurs des statistiques ethniques. « L'Islam est une civilisation étrangère et non une composante de l'identité française. Il faut donc assumer le fait que, si nous accordons une place aux Français musulmans qui aiment la France, nous n'avons pas vocation à devenir une république islamique[26] » et d'enfoncer un peu plus loin le clou : « À l'heure où il devient suspect de se définir comme homme ou femme, réactionnaire de se dire père et mère, raciste de se dire blanc, ridicule de se dire chrétien, dominateur de s'affirmer hétérosexuel, intolérant de s'inscrire comme héritier d'une culture située à la croisée de Rome, de la Grèce et de Jérusalem, que nous reste-t-il à dire de nous[27] ? »

Dans ce contexte, le vernis laïque de l'extrême droite tombe rapidement pour dévoiler un racisme pur et dur : « En appeler uniquement à la laïcité pour traiter la question de l'islamisme, c'est une manière de faire fi de la loi du nombre. C'est détourner le regard du lien entre l'immigration issue des pays musulmans, la délinquance endémique qui est le terreau de la radicalité, et l'échec de l'assimilation ; bref, c'est ignorer la dimension civilisationnelle du problème. Arrêtons avec les fausses pudeurs et les vieilles lunes anticléricales : il n'y a pas de problème en France avec le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme ou le bouddhisme[28]. » L'ennemi intérieur est par ailleurs clairement identifié comme la gauche : « L'intersectionnalité, terme moderne pour désigner la nouvelle "convergence des luttes", aboutit à l'association baroque entre des courants islamistes et LGBTQIA+, le féminisme antipatriarcat, l'anticapitalisme d'apparat et l'immigrationnisme antifrançais, soudés face à un ennemi commun : le mâle blanc européen, hétérosexuel et chrétien. En France, les nouveaux antiracistes imitent ces revendications américaines en s'appuyant sur la sempiternelle repentance coloniale et la mémoire sélective de l'esclavage qui omet bien souvent de parler des millions de victimes de la traite arabo-musulmane. Cette entreprise de dissolution trouve dans notre pays son aboutissement sous le vocable "islamo-gauchisme"[29]. »

Avec ce livre, nous sommes une fois de plus confrontés à la réalité crue de cette montée contemporaine du fascisme : une idéologie, un projet de société basé sur l'inégalité hiérarchisée qui est intangible car naturelle[30], qui est de plus en plus acceptée, vue comme une vision parmi d'autres. Et ce via la complicité active d'une droite[31] qui est clairement vue, à raison, comme indispensable à l'arrivée au pouvoir. Le fait que nombre de positions présentes dans ce livre pourraient avoir été écrites, portées et dites par le président du premier parti francophone depuis les dernières élections doit clairement nous alerter et nous appeler à une réaction.

26. P. 133.

27. P. 134.

28. P. 123, et voir « Voltaire comme alibi à la rupture du cordon sanitaire », in *Aide-mémoire* n° 89, juillet-septembre 2019.

29. P. 210, et voir « Un condensé de la pensée d'extrême droite », in *Aide-mémoire* n° 97, juillet-septembre 2021.

30. Voir de nombreux textes de cette chronique mais particulièrement « L'inégalité comme étoile polaire de l'extrême droite », in *Aide-mémoire* n° 66, octobre-décembre 2013 ; « De Maurras à Zemmour en passant par Figueras : une idéologie constante », in *Aide-mémoire* n° 100, juillet-décembre 2022.

31. Voir notamment « Les résultats d'une coalition avec l'extrême droite », in *Aide-mémoire* n° 30, octobre-décembre 2004 ; « De la porosité de la droite envers l'extrême droite », in *Aide-mémoire* n° 84, avril-juin 2018.

Ont participé à ce numéro

Christine Bastin et Fabienne Collette sont toutes deux psychologues et neuropsychologues, et directrices de recherche (F.R.S.-FNRS) à l'Université de Liège. Elles étudient notamment le fonctionnement de la mémoire dans son vieillissement au sein du laboratoire de recherches GIGA-CRC *Human Imaging* et au Département des Sciences Cognitives de la Faculté de Psychologie, Logopédie et des Sciences de l'Éducation).

Romane Carmon est historienne spécialisée en communication de l'histoire et chercheuse indépendante, autrice et médiatrice scientifique à l'ULB. Elle a participé à différents projets éditoriaux, podcast et documentaires.

Aline Cordonnier est chercheuse en psychologie cognitive à l'UCLouvain. Travaillant au croisement de la psychologie, de l'histoire et des sciences politiques, elle s'intéresse à la manière dont les individus utilisent leurs souvenirs pour construire leur identité, comprendre le monde et maintenir des liens à travers les générations. Ses recherches portent sur les interactions entre mémoire autobiographique, mémoire familiale et mémoire collective, avec un intérêt particulier pour la transmission intergénérationnelle de passés historiques chargés.

Henri Deleersnijder est professeur d'Histoire et essayiste, spécialisé en histoire des idées et en science politique. La défense des valeurs démocratiques et la lutte contre l'extrême droite lui tiennent grandement à cœur. Il a notamment publié *Démocraties en péril* (2014) et *Le nouvel antisémitisme* (2016) à La Renaissance du Livre, et *Les grandes épidémies dans l'histoire* (2021) aux éditions Mardaga.

Julien Dohet est historien de formation et il tient, depuis 2001, dans la revue *Aide-mémoire*, une chronique de lutte contre l'extrême droite analysant son idéologie au travers des textes qu'elle produit. Il a entre autres publié deux ouvrages en lien avec cette thématique : *La bête a-t-elle mué ? Les nouveaux visages de l'extrême droite*, avec Olivier Starquit (2020, coll. « Liberté j'écris ton nom », Centre d'Action Laïque),

et *L'antifascisme*, avec la collaboration de Chloé Delabbé (2022, coll. « Dis, c'est quoi ? », Renaissance du livre). Il est également syndicaliste, et militant au Front antifasciste de Liège.

Tamara Hannay est chargée de projets au sein de la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire. Elle y assure notamment la co-création et l'accueil d'expositions. C'est dans ce cadre qu'elle a coordonné le projet « Sillages – Mémoires et transmissions familiales ».

Maite Molina Mármol est enseignante et docteure en Information et Communication de l'Université de Liège. Ses recherches, consacrées à la question de la mémoire, se sont déployées autour du phénomène migratoire, en particulier celui de l'exil et de l'immigration espagnols en Belgique. Son intérêt se porte également sur les phénomènes mémoriels dans leur dimension ostentatoire, revendiquée et quotidienne. Elle a notamment publié, avec Ángeles Muñoz, *Mémoire à ciel ouvert : Une histoire de l'Espagne 1931-1981* aux éditions des Territoires de la Mémoire (2014).

Anne Muxel est sociologue et politologue, Directrice de Recherche émérite au CNRS (CEVIPOF/Sciences Po) et Chargée de mission auprès du directeur du Centre de Recherches Politiques (CEVIPOF). Elle a publié de nombreux ouvrages.

Julien Paulus est coordinateur du Centre d'études et éditions des Territoires de la Mémoire. Licencié en anthropologie et théories de l'information et de la communication, ses centres d'intérêt se portent entre autres sur l'émergence des théories racialistes au XIX^e^ siècle, et les rapports entre Histoire et Mémoire en regard des crimes de masse du XX^e^ siècle. Il est l'auteur de plusieurs articles et a collaboré à plusieurs ouvrages.

Joséphine Uwimana est née et a grandi au Rwanda. En 1994, elle a survécu au génocide des Tutsis perpétré par les Hutus. Elle livre son témoignage dans *Joséphine : seule sur ma colline* (Altura, 2026), un livre qu'elle a co-écrit avec Bernard Wilkin et Donatille Karurenzi.

Il n'y a pas besoin d'un « eux » pour faire société

Et si le « nous » était le problème ?

Par Michaël Bisschops, *président des Territoires de la Mémoire*

Nous. Peu de mots semblent aussi rassembleurs et pourtant fabriquent aussi facilement une frontière. Nous, les démocrates. Nous, les humanistes. Nous, les progressistes. Nous, les défenseurs des droits humains. Le mot rassure et donne le sentiment d'appartenir à quelque chose de plus grand que soi. Mais dès qu'il y a un « *nous* », il y a toujours, quelque part, ceux qui n'en sont pas. Et il suffit parfois de peu pour qu'ils deviennent un « *eux* » : ceux qui ne pensent pas comme nous, qui ne vivent pas comme nous, qui n'ont pas les mêmes codes.

Nous vivons une époque fascinée par les appartenances. Nous voulons savoir d'où chacun parle, à quel groupe il appartient, quelle identité il revendique ou que nous lui prêtons. Tout cela n'est pas illégitime. Nos histoires, nos convictions et nos blessures façonnent ce que nous sommes. Mais quand nous ne regardons plus les individus qu'à travers les groupes auxquels nous les rattachons, quelque chose se fissure. On ne rencontre plus une personne mais le groupe auquel on l'a réduite.

C'est une mécanique politique redoutable : pour construire un « *nous* » solide, rien ne fonctionne mieux que de désigner un « *eux* ». Un responsable. Un intrus. Un danger. Celui qui prendrait trop de place, qui ne partagerait pas nos valeurs, qui menacerait notre identité ou notre manière de vivre. C'est simple, brutal. Ça fonctionne.

Face à cette mécanique, notre réflexe est souvent de fabriquer un autre « *nous* ». Plus large, plus généreux, plus inclusif. Mais un cercle, même immense, garde toujours un bord. Alors arrêtons peut-être de chercher le bon « *nous* ». Et si nous passions de « *qui sommes-nous ?* » à « comment voulons-nous vivre les uns avec les autres ? ».

Faire société ne signifie pas partager une identité commune. Ni penser, croire ou vivre de la même manière. La démocratie n'a jamais eu pour ambition de faire disparaître nos différences. Elle organise leur coexistence. Elle rend possible une société où des personnes profondément différentes, parfois profondément en

désaccord, se reconnaissent pourtant une place égale dans un monde commun.

Voilà peut-être le mot dont nous avons besoin : pas « *nous* », mais « *avec* ». Vivre *avec* celui qui croit et celle qui ne croit pas, celui qui vient d'ailleurs, celle dont les choix m'échappent, celui qui me contredit. Le vivre-ensemble ne signifie pas être d'accord mais vivre avec la complexité. Ça n'est pas un état que l'on atteint, mais un effort, une construction fragile et quotidienne. Ça n'est pas la disparition du conflit, ni le consensus permanent, encore moins cette espèce de grande soupe tiède dans laquelle toutes les opinions devraient finir par se valoir. Tout ne se vaut pas. Vivre « avec » ne signifie pas tout accepter. Il existe un cadre commun : l'égalité des droits, la dignité humaine, la liberté de conscience, le refus de la violence. Ce cadre ne réduit pas nos différences mais les rend possibles. C'est précisément parce que nous partageons des règles communes que nous pouvons vivre sans partager les mêmes convictions. Le désaccord n'est donc pas un accident démocratique. Il en est une matière première.

La démocratie ne repose pas sur l'effacement des désaccords. Elle repose sur notre capacité à les organiser, à les accueillir, sans transformer celui qui pense autrement en ennemi et en refusant qu'ils servent de prétexte pour retirer à certains leur dignité ou leur légitimité dans l'espace commun. C'est toute la différence entre le conflit démocratique et la logique du « *nous contre eux* ». Dans le premier, l'autre reste un interlocuteur, un adversaire parfois, mais un citoyen dont les droits ne dépendent ni de ses opinions, ni de son origine, ni de notre sympathie à son égard. Dans la seconde, il devient progressivement un corps à contenir, une menace à neutraliser, parfois un groupe dont la présence même serait devenue problématique.

Peut-être avons-nous trop longtemps cherché à nous rendre semblables. Il serait temps de nous rappeler que la démocratie nous demande quelque chose de bien plus ambitieux : être différents sans devenir ennemis. Notre défi n'est plus d'apprendre à dire « *nous* ». Il est d'avoir le courage de vivre « *avec* ». ○

Une réaction ? Un commentaire ? Une proposition d'article ?

La revue *Aide-mémoire* est également la vôtre !

Écrivez-nous : aide-memoire@territoires-memoire.be

retrouvez *Aide-mémoire* en ligne
www.aidememoire.be

www.facebook.com/aidememoire.revue

Le réseau des Territoires de la Mémoire

207 villes et communes

Amay – Andenne – Anderlues – Anhée – Ans – Anthisnes – Antoing – Arlon – Assesse – Aubange – Awans – Aywaille – Baelen – Bassenge – Bastogne – Beaumont – Beauraing – Beauvechain – Beloeil – Berchem-Sainte-Agathe – Berloz – Bertrix – Beyne-Heusay – Bièvre – Binche – Blegny – Bouillon – Boussu – Braine l'Alleud – Braine-le-Château – Braine-le-Comte – Braives – Brugelette – Brunehaut – Bruxelles – Burdinne – Celles – Cerfontaine – Chapelle-lez-Herlaimont – Charleroi – Châtelet – Chaudfontaine – Chaumont-Gistoux – Chimay – Ciney – Clavier – Colfontaine – Comblain-au-Pont – Comines-Warneton – Courcelles – Couvin – Dalhem – Dison – Donceel – Durbuy – Ecaussinnes – Ellezelles – Engis – Erezée – Esneux – Estaimpuis – Etalle – Evere – Faimes – Farciennes – Fauvillers – Fernelmont – Fexhe-le-Haut-Clocher – Flémalle – Fléron – Fleurus – Flobecq – Floreffe – Florennes – Fontaine-l'Evêque – Fosses-la-Ville – Frameries – Froidchapelle – Geer – Genappe – Gerpinnes – Gesves – Gouvy – Grâce-Hollogne – Habay – Hamoir – Ham-sur-Heure-Nalinnes – Hannut – Hastière – Hensies – Herbeumont – Héron – Herstal – Herve – Hotton – Houffalize – Huy – Incourt – Ittre – Ixelles – Jalhay – Jemeppe-sur-Sambre – Jodoigne – Juprelle – Jurbise – Koekelberg – La Bruyère – La Louvière – Lasne – Léglise – Lens – Lessines – Leuze-en-Hainaut – Libramont-Chevigny – Liège – Lierneux – Limbourg – Lincent – Lobbes – Malmedy – Manage – Manhay – Marche-en-Famenne – Marchin – Martelange – Merbes-le-Château – Modave – Momignies – Mons – Morlanwelz – Musson – Namur – Nandrin – Neufchâteau – Neupré – Nivelles – Ohey – Onhaye – Oreye – Orp-Jauche – Ottignies-Louvain-la-Neuve – Ouffet – Oupeye – Paliseul – Pepinster – Péruwelz – Perwez – Philippeville – Plombières – Pont-à-Celles – Profondeville – Quaregnon – Ramillies – Rebecq – Remicourt – Rixensart – Rochefort – Rouvroy – Rumes – Sainte-Ode – Saint-Georges-sur-Meuse – Saint-Ghislain – Saint-Hubert – Saint-Léger – Saint-Nicolas – Sambreville – Schaerbeek – Seneffe – Seraing – Silly – Sivry-Rance – Soignies – Sombreffe – Somme-Leuze – Soumagne – Spa – Sprimont – Stavelot – Stoumont – Tellin – Thimister-Clermont – Thuin – Tinlot – Tintigny – Trois-Ponts – Trooz – Uccle – Vaux-sur-Sûre – Verlaine – Verviers – Vielsalm – Villers-la-Ville – Villers-le-Bouillet – Viroinval – Visé – Vresse-sur-Semois – Waimes – Walcourt – Walhain – Wanze – Waremme – Wasseiges – Wavre – Welkenraedt – Wellin – Woluwe-Saint-Lambert – Yvoir

Des institutions et des provinces partenaires

- Le Parlement de Wallonie
- Province de Hainaut
- Province de Liège
- Province du Brabant wallon
- Province de Luxembourg

Et au niveau international

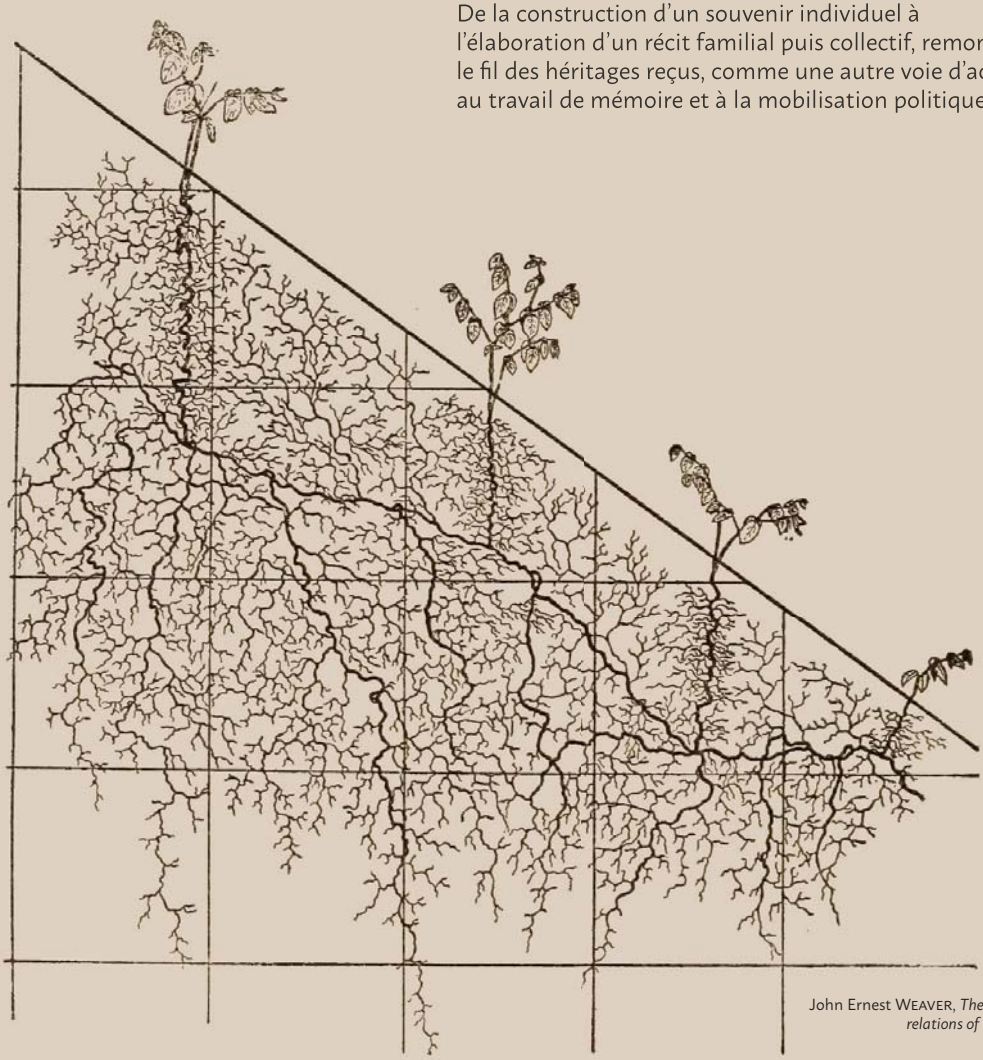
Le réseau Territoire de Mémoire a fait des émules au-delà des frontières belges. L'université de Valladolid dans le nord de l'Espagne a choisi d'adhérer au réseau Territoire de Mémoire. Elle rejoint ainsi des partenaires comme les Pyrénées orientales (France), la maternité d'Elne (France), le camp de Rivesaltes (France), le musée de l'exil (La Jonquera – Espagne), la Maison des esclaves de l'île de Gorée (Sénégal).

Ils nous soutiennent

Avec le soutien de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie – Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Province de Liège, de Liège Province Culture, de la Ville de Liège et du Parlement de Wallonie.

De nos engagements et de nos valeurs, que transmet-on à nos enfants ? Et que nous ont transmis nos parents, nos grands-parents ? Comment une mémoire politique se crée et se modifie-t-elle au sein de la sphère familiale ? C'est aussi en creusant le sillon des histoires familiales, parfois tues, perdues ou ignorées, que nous comprenons et forgeons nos propres trajectoires et engagements politiques. Dans la rupture ou la reproduction, parfois dans la réconciliation ou suivant quelques aménagements personnels.

De la construction d'un souvenir individuel à l'élaboration d'un récit familial puis collectif, remontons le fil des héritages reçus, comme une autre voie d'accès au travail de mémoire et à la mobilisation politique.



John Ernest WEAVER, *The ecological relations of roots*, 1919

Territoires de la Mémoire | www.territoires-memoire.be

A-m | www.aidememoire.be

9 771377 783087 63

7 €